

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/ACC/UZB/2
21 octobre 1998

(98-4079)

**Groupe de travail de l'accession
de l'Ouzbékistan**

Original: anglais

ACCESSION DE L'OUZBÉKISTAN

Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur

Dans une communication datée du 8 décembre 1994 (PC/W/20), le gouvernement de la République d'Ouzbékistan a fait une demande d'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

À sa réunion du 21 décembre 1994, le Conseil général a créé un groupe de travail, qu'il a chargé d'"examiner la demande faite par le gouvernement ouzbek d'accéder à l'Accord de l'OMC au titre de l'article XII et de lui présenter des recommandations comprenant éventuellement un projet de protocole d'accession". Tous les Membres de l'OMC qui le souhaitent peuvent faire partie du Groupe de travail.

Conformément aux procédures (WT/ACC/1), le Secrétariat distribue ci-joint l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur communiqué par le gouvernement ouzbek. Les Membres de l'OMC qui souhaitent soumettre des questions au sujet de cet aide-mémoire sont invités à les faire parvenir avant le 4 décembre 1998 au Secrétariat, qui les transmettra aux autorités ouzbeks.

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	1
II.	ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.....	2
1.	Économie:.....	2
a)	description générale (territoire, population, spécialisation économique, principaux indicateurs économiques).....	2
b)	Situation économique actuelle.....	5
2.	Politiques économiques	6
a)	grandes orientations des politiques économiques en vigueur, objectifs tactiques et stratégiques des politiques économiques, politique des prix, plans de développement économique, plans de privatisation, priorités sectorielles, plans de développement régional, etc.	6
i)	<i>Orientation des politiques économiques en vigueur: objectifs tactiques et stratégiques.....</i>	<i>6</i>
ii)	<i>Politique des prix</i>	<i>8</i>
iii)	<i>Système de commandes de l'État</i>	<i>9</i>
iv)	<i>Privatisation et plans de privatisation</i>	<i>9</i>
v)	<i>Plans de développement économique et priorités sectorielles</i>	<i>12</i>
vi)	<i>Plans de développement régional.....</i>	<i>14</i>
b)	Politique monétaire et fiscale	14
i)	<i>Politique monétaire et politique de crédit.....</i>	<i>14</i>
ii)	<i>Droits, taxes et impôts.....</i>	<i>16</i>
iii)	<i>Système bancaire.....</i>	<i>19</i>
c)	Régime de change et système de paiements; relations avec le Fonds monétaire international, application de mesures de contrôle des changes, le cas échéant.	20
i)	<i>Contrôle des changes et taux de change</i>	<i>20</i>
ii)	<i>Convertibilité et paiements.....</i>	<i>20</i>
iii)	<i>Relations avec le Fonds monétaire international.....</i>	<i>21</i>
d)	Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur	22
e)	Politique en matière de concurrence.....	24
3.	Commerce extérieur des marchandises et des services: volume et valeur des échanges, exportations et importations, balance du commerce extérieur, structure des échanges, commerce par régions géographiques et dynamique du commerce, données statistiques en la matière et renseignements sur les publications (voir Annexe 1).....	26
4.	Commerce intérieur des services, y compris valeur et composition des investissements directs étrangers	27
5.	Renseignements sur les mouvements financiers en relation avec les nationaux travaillant à l'étranger, envois de fonds, etc.	27
6.	Renseignements sur la croissance du commerce des marchandises et des services au cours des dernières années et prévisions pour les années à venir.....	27
III.	CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES.....	28
1.	Attribution des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.....	28
a)	Pouvoir exécutif	28
i)	<i>Le Président de la République d'Ouzbékistan</i>	<i>28</i>
ii)	<i>Le Conseil des ministres.....</i>	<i>29</i>

b)	Pouvoir législatif	29
c)	Pouvoir judiciaire	30
2.	Entités gouvernementales responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques affectant le commerce extérieur	31
3.	Partage des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements sous-centraux	31
i)	<i>Administration publique régionale.....</i>	<i>31</i>
ii)	<i>Khokimiats des villes et des districts.....</i>	<i>32</i>
iii)	<i>La République de Karakalpakie</i>	<i>33</i>
4.	Éventuels programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire	33
5.	Lois et instruments juridiques.....	34
6.	Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs, le cas échéant.....	34
a)	Procédure judiciaire.....	34
b)	Procédure d'arbitrage.....	35
c)	Procédure administrative	35
IV.	POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES	35
1.	Réglementation des importations.....	35
a)	Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation	35
i)	<i>Enregistrement des contrats d'importation</i>	<i>36</i>
b)	Caractéristiques du tarif national (en communiquer la version la plus récente), nomenclature du tarif douanier (SH), types de droits, description générale de la structure du tarif douanier, niveau moyen pondéré des droits pour les principaux groupes du tarif douanier, application des taux de droits NPF, préférences tarifaires	36
i)	<i>Tarif douanier applicable aux importations.....</i>	<i>36</i>
ii)	<i>Traitement de la nation la plus favorisée</i>	<i>37</i>
iii)	<i>Nomenclature du tarif douanier.....</i>	<i>38</i>
iv)	<i>Niveau moyen pondéré des droits à l'importation.....</i>	<i>38</i>
v)	<i>Préférences tarifaires</i>	<i>38</i>
c)	Contingents tarifaires, exemptions de droits	38
d)	Autres droits et impositions, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus	40
i)	<i>Redevances douanières/impositions.....</i>	<i>40</i>
e)	Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	42
i)	<i>Contingents.....</i>	<i>42</i>
ii)	<i>Prohibitions à l'importation</i>	<i>42</i>
f)	Procédures en matière de licences d'importation.....	42
g)	Autres mesures à la frontière.....	42
h)	Évaluation en douane	42
i)	Autres formalités douanières.....	43
j)	Inspection avant expédition.....	43
k)	Application de taxes intérieures aux importations	43
i)	<i>Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)</i>	<i>43</i>
ii)	<i>Droits d'accise.....</i>	<i>44</i>
l)	Règles d'origine	44
m)	Régime antidumping	45
n)	Régime des droits compensateurs	45

o)	Régime des sauvegardes.....	45
2.	Réglementation des exportations	46
a)	Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation	46
b)	Nomenclature du tarif douanier, types de droits, taux de droit, moyenne pondéré des taux	46
c)	Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences.....	47
i)	<i>Description générale du régime, champ d'application et objectifs</i>	<i>47</i>
d)	Procédures en matière de licences d'exportation	47
i)	<i>Prohibitions.....</i>	<i>48</i>
e)	Autres mesures, par exemple prix minimaux à l'exportation, autolimitations des exportations et arrangements de commercialisation ordonnée	48
i)	<i>Prix minimaux à l'exportation.....</i>	<i>48</i>
ii)	<i>Droits d'accise applicables aux exportations.....</i>	<i>49</i>
f)	Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations	49
g)	Prescriptions en matière de résultats à l'exportation.....	50
h)	Systèmes de ristourne de droits à l'importation.....	50
3.	Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises.....	50
a)	Politique industrielle.....	50
b)	Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations (voir l'annexe 5).....	51
c)	Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris mesures prises à l'égard des importations.....	51
d)	Mesures concernant les investissements et liées au commerce	52
e)	Pratiques en matière de commerce d'État (voir l'annexe 6).....	52
f)	Zones franches.....	52
g)	Zones d'activité économique libre	53
h)	Politiques environnementales liées au commerce	53
i)	Réglementations spéciales relatives aux mélanges de composants de différentes marchandises, selon leur origine	53
j)	Commerce de compensation et de troc prescrit par le gouvernement	53
k)	Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays	53
l)	Pratiques en matière de marchés publics, y compris régime juridique général et procédures pour les appels d'offres, le traitement des soumissions et les adjudications	54
m)	Réglementation du commerce en transit	54
4.	Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles	55
a)	Importations - à savoir description complète des types de protection à la frontière maintenus: droits de douane et/ou toute autre mesure à la frontière	55
b)	Exportations - à savoir description des mesures de subvention à l'exportation en vigueur ainsi que dépenses budgétaires et, le cas échéant, recettes sacrifiées au titre de chacune de ces mesures	55
c)	Prohibitions et restrictions à l'exportation	56
d)	Crédits à l'exportation, garanties de crédit à l'exportation ou programmes d'assurance.....	56
e)	Politiques internes - à savoir description des mesures de soutien interne en vigueur ainsi que dépenses budgétaires et, le cas échéant, recettes sacrifiées au titre de chacune de ces mesures.....	56
5.	Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs	56
a)	Régime des textiles.....	56
b)	Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs importants	57

V.	RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	57
1.	Généralités	57
a)	Politique en matière de propriété intellectuelle	57
b)	Organismes responsables de la formulation et de la mise en œuvre de la politique relative aux droits de propriété intellectuelle (organismes compétents)	57
c)	Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle	58
d)	Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers	58
e)	Redevances et taxes.....	59
2.	Normes fondamentales de protection, y compris les procédures pour l'acquisition, le maintien et l'exercice des droits de propriété intellectuelle	62
a)	Droit d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion	63
b)	Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service.....	63
c)	Indications géographiques, y compris les appellations d'origine	65
d)	Dessins et modèles industriels.....	65
e)	Brevets.....	66
i)	<i>Protection des modèles d'utilité</i>	67
f)	Protection des variétés végétales et des races animales	69
g)	Schémas de configuration de circuits intégrés	70
h)	Prescriptions concernant les renseignements non divulgués y compris les secrets d'affaires et les données sur les essais.....	70
i)	Toutes autres catégories de propriété intellectuelle.....	70
3.	Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle	71
4.	Moyens de faire respecter les droits.....	71
a)	Procédures judiciaires et mesures correctives civiles.....	71
b)	Mesures provisoires.....	72
c)	Procédures et mesures correctives administratives éventuelles	72
d)	Mesures spéciales à la frontière éventuelles.....	73
e)	Procédure pénale	73
5.	Lois, décrets, réglementations et autres instruments juridiques concernant les points ci-dessus.....	74
6.	Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits, ainsi que toutes statistiques concernant les moyens de faire respecter ces droits	78
VI.	RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES.....	79
1.	Généralités	79
2.	Politiques affectant le commerce des services.....	80
a)	Ministères, institutions, associations professionnelles ou autres organismes ayant des responsabilités ou un rôle dans la conduite des activités de services.....	80
b)	Tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs qui permettent de réviser les décisions administratives affectant le commerce des services ou de prendre des mesures correctives en relation avec ces décisions.....	83
c)	Dispositions, y compris celles des accords internationaux, concernant les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences et/ou d'enregistrement pour la fourniture de services	83
d)	Dispositions régissant l'existence et le fonctionnement des monopoles ou fournisseurs exclusifs de services.....	83
e)	Dispositions relatives aux mesures de sauvegarde qui s'appliquent au commerce des services	84

f)	Dispositions relatives aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes portant sur les services	84
g)	Dispositions relatives aux transactions en capital affectant la fourniture de services	84
h)	Dispositions régissant l'acquisition de services par des organes gouvernementaux	84
i)	Dispositions concernant toute forme d'aide, prime, subvention interne, incitation fiscale ou programme de promotion affectant le commerce des services	84
3.	Accès aux marchés et traitement national.....	85
a)	Limitations concernant le nombre de fournisseurs de services	85
b)	Limitations concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services.....	85
c)	Limitations concernant le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits	85
d)	Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier	85
e)	Restrictions ou prescriptions concernant des types spécifiques d'entités juridiques par l'intermédiaire desquels un service peut être fourni	85
f)	Limitations concernant la participation de capital étranger.....	85
g)	Mesures prévoyant moins que le traitement accordé aux services ou fournisseurs de services nationaux	85
4.	Traitement de la nation la plus favorisée	86
5.	Description du marché et du mécanisme de réglementation des secteurs de services les plus importants	86
a)	Services juridiques	86
b)	Services de télécommunication	87
c)	Services de santé	89
d)	Système éducatif	89
e)	Services bancaires	90
f)	Services de transport	91
g)	Assurance	94

I. INTRODUCTION

La République d'Ouzbékistan a déclaré son indépendance le 31 août 1991.

Depuis, le gouvernement a toujours eu pour grand objectif économique d'assurer la transition d'une économie planifiée, héritée de l'ex-Union soviétique, à une économie de marché socialisante. Il cherche essentiellement à créer une nouvelle base et à améliorer l'assise industrielle actuelle de l'économie.

L'approche unique préconisée par l'Ouzbékistan à l'égard de la reconstruction et du progrès est fondée sur les principes d'économie de marché qui ont été une réussite dans le monde et sur un respect rigoureux des fondations ethniques, des traditions, des coutumes et de la mentalité du peuple ouzbek.

Le gouvernement observe cinq principes fondamentaux dans ses efforts de réforme: i) l'économie a la priorité sur la politique; ii) l'État est un grand réformateur, qui établit les priorités et qui conçoit et administre la politique de réforme; iii) la règle de droit s'applique à tous les aspects de la vie et des affaires; iv) la transition à l'économie de marché va de pair avec de bonnes mesures de protection sociale; et v) la transition à des relations axées sur le marché doit s'effectuer par étapes, en considération des conditions économiques et sociales.

Le processus de transformation par étapes vise à maintenir la stabilité sociale pendant la période de transition.

Conformément à la politique de transformation progressive, le gouvernement a réussi en 1994 à mener à terme la première étape de la transition, qui comportait la mise en œuvre d'une vaste gamme de réformes. L'ancien système de "direction et d'administration" a été démantelé, dont le monopole de l'État sur le commerce extérieur. Les fonctions des organes économiques centraux de l'État ont été radicalement révisées pour répondre aux exigences d'une économie de marché. Les relations économiques et les activités économiques extérieures ont été considérablement libéralisées et l'infrastructure des relations axées sur le marché s'est développée rapidement. Un nouveau système d'imposition a été mis en place. Une vaste gamme de biens et d'entités économiques appartenant à l'État ont été privatisés ou assujettis à un processus de privatisation. Un marché boursier et un marché immobilier ont vu le jour. Un système bancaire à deux niveaux composé de banques d'État et de banques commerciales a été créé. Une bourse des marchandises, des maisons de commerce, des réseaux de commerce de gros, des agences de courtage et des sociétés d'assurance à participation étrangère ont été établis et se sont mis à opérer.

Au cours de la première étape, l'ordre public, la stabilité politique et sociale ainsi que la paix ont été assurés. Un régime de sécurité sociale entièrement nouveau a été élaboré puis mis en œuvre, et le rôle des gouvernements locaux (les khokimiats, ou préfectures) dans l'administration des mesures de soutien social aux familles démunies a été accru.

La République d'Ouzbékistan procède actuellement à la deuxième étape des réformes, qui comporte la poursuite de la dénationalisation et de la privatisation des entreprises d'État, le renforcement des relations économiques concurrentielles axées sur le marché et l'introduction de mesures visant à amener des personnes morales et des personnes physiques de l'étranger à participer au processus de transformation.

La promotion du développement de l'infrastructure d'établissements de crédit nécessaires, d'une part, à la création et à l'expansion des institutions et des acteurs de l'économie de marché (par exemple, les fonds de placement, les banques et les sociétés d'assurance) et, d'autre part, au renforcement du marché des valeurs mobilières est au nombre des priorités absolues du gouvernement. Une attention particulière est en outre accordée au développement de marchés

secondaires de valeurs mobilières. La protection sociale de la population demeure également une priorité absolue.

Un important objectif des efforts de transformation déployés par le gouvernement est l'intégration réussie de l'Ouzbékistan au système commercial mondial. L'accession à l'OMC favorisera une telle intégration et garantira l'accès du pays aux marchés extérieurs d'exportation et d'importation dans les conditions les plus avantageuses. La promotion de l'investissement dans les installations de production tant nouvelles qu'établies de la République d'Ouzbékistan jouera un rôle déterminant pour ce qui est de l'accès du pays aux marchés extérieurs.

Le présent aide-mémoire contient de l'information détaillée sur l'économie de la République d'Ouzbékistan, ses politiques qui ont des effets sur le commerce, son régime juridique et les accords internationaux auxquels elle est liée.

Les statistiques économiques figurant dans le présent aide-mémoire portent sur la période se terminant à la fin de 1997 (sauf indication contraire), tandis que l'information sur les politiques du gouvernement et sur le système juridique décrit la situation au 1^{er} juillet 1998. Le gouvernement de la République d'Ouzbékistan est disposé à fournir des informations complémentaires si les pays Membres de l'OMC lui en font la demande.

II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR

1. Économie

- a) Description générale (territoire, population, spécialisation économique, principaux indicateurs économiques)

Territoire et population

La République d'Ouzbékistan, située au milieu de l'Asie centrale, a une superficie totale de 447 400 km². Ses frontières s'étendent sur 6 221 km, la distance entre le nord et le sud étant de 930 km et celle entre l'ouest et l'est, de 1 425 km. La République d'Ouzbékistan confine au nord et au nord-est avec le Kazakhstan, à l'est et au sud-est avec le Kirghizistan et le Tadjikistan, à l'ouest avec le Turkménistan et au sud avec l'Afghanistan.

Près des trois cinquièmes de l'Ouzbékistan sont formés de déserts, de steppes ou de régions semi-arides, tandis que les autres régions sont composées de vallées fertiles qui, entre les montagnes, longent les deux principaux fleuves, l'Amou-Daria et le Syr-Daria. Les plaines sont situées au sud-ouest et au nord-ouest, c'est-à-dire dans le plateau d'Oust-Ourt, dans le delta à l'embouchure du fleuve Amou-Daria et dans le désert du Kyzylkoum. Les montagnes et leurs contreforts, dont les montagnes Tian Shan et Gissaro-Alley, occupent près du tiers du pays, notamment l'est et le sud-est. Le plus haut sommet de l'Ouzbékistan s'élève à 4 643 mètres au-dessus du niveau de la mer. Le climat est extrêmement continental. Durant l'été, les températures maximales dépassent généralement les 42°C. En moyenne, l'Ouzbékistan reçoit entre 200 et 300 millimètres de précipitations annuellement, alors que les régions les plus arides du bas du fleuve Amou-Daria et des déserts reçoivent moins de 100 millimètres de pluie chaque année. Donc le climat est sec, les précipitations sont rares, il y a peu d'humidité et de nuages, les étés sont chauds et secs et l'hiver est court. Une forte sismicité, pouvant atteindre jusqu'à 8 à 9 degrés, caractérise également ce pays.

Sur le plan administratif et territorial, la République d'Ouzbékistan se compose de la République autonome de Karakalpakie, de 12 oblasts (provinces), de 163 districts et de 119 villes. Les principales villes de l'Ouzbékistan sont la capitale, Tachkent (2 100 000 habitants), et les villes de Samarkand (362 000), d'Andijan (323 000) et de Boukhara (238 000).

Au 1^{er} janvier 1998, la population s'élevait à 23 772 000 habitants; 62,2 pour cent habitent à la campagne. La densité de population est de 53,1 habitants par kilomètre carré. Du point de vue ethnique, la population est composée d'Ouzbeks (75,8 pour cent), de Russes (6 pour cent), de Tadjiks (4,8 pour cent), de Kazaks (4,1 pour cent) et de personnes d'autres origines ethniques (9,3 pour cent), essentiellement de Tatars, de Kirghiz et de Karakalpaks.

Le taux d'accroissement de la population est très haut (la moyenne enregistrée est de 1,8 pour cent par année pour la période de 1990 à 1997).

L'Ouzbékistan fait partie des régions riches en main-d'œuvre, le pourcentage de la population apte à travailler s'élevant à 48,9 pour cent; la ventilation de la population active occupée est indiquée au tableau 1-11 de l'annexe 1 de cet aide-mémoire. En moyenne, l'espérance de vie en Ouzbékistan est de 70,4 ans. Le degré d'instruction est révélateur du potentiel que présente la main-d'œuvre. En 1995, le taux d'alphabétisation atteignait environ 98,7 pour cent. Un actif sur quatre a fait des études secondaires ou supérieures. La langue officielle est l'ouzbek; le russe s'emploie comme langue de communication internationale.

Diverses religions sont pratiquées en Ouzbékistan (islam, christianisme, judaïsme); par contre, la religion islamique (sunnite) prédomine.

Spécialisation économique/agriculture

Le secteur agricole est celui qui a toujours contribué le plus au PIB: 34,4 pour cent en 1994, 28,1 pour cent en 1995, 22,5 pour cent en 1996 et 26,8 pour cent en 1997. La superficie cultivée était de 4,0 millions d'hectares en 1996, dont 37,1 pour cent était consacrée à la production de coton, 43,4 pour cent, à la culture des céréales, 8,8 pour cent, à la culture des fruits, 3,3 pour cent, à la culture des légumes et 7,4 pour cent, à d'autres cultures y compris celle du tabac. Les plantes vivaces occupent 300 000 hectares, et 600 000 hectares sont affermés à des paysans, des ouvriers et des employés. En raison de l'aridité du climat, plus de 82 pour cent des terres cultivées doivent être irriguées.

Le secteur non public (petites fermes privées, fermes collectives, sociétés de crédit-bail, coopératives, fermes privatisées et autres entreprises privées) est à l'origine de 98 pour cent de la production agricole.

En ce qui concerne le coton, l'Ouzbékistan est le quatrième producteur mondial et le deuxième exportateur. De plus, l'Ouzbékistan est un grand producteur de fruits, de légumes et de matières premières entrant dans la production et la transformation des aliments.

La production agricole se développe progressivement en Ouzbékistan; en 1995 elle a atteint une valeur de 85,1 milliards de sum. Le changement apporté à la structure des terres cultivées a entraîné une réduction de certaines productions végétales. Cependant, la production de céréales a augmenté en flèche vu qu'une partie des terres auparavant consacrées à la culture du coton est maintenant ensemencée en céréales. En 1997, la production de céréales s'évaluait à 3,7 millions de tonnes, soit une hausse de plus de 40 pour cent par rapport à 1994. (Les principaux indicateurs de la production agricole sont présentés aux tableaux de l'annexe 1.)

Spécialisation économique/industrie

Le deuxième secteur en importance est celui de l'industrie. Il a contribué au PIB dans une proportion de 17 pour cent en 1994, de 17,1 pour cent en 1995, de 17,4 pour cent en 1996 et de 16 pour cent en 1997.

Les principales industries en 1997 étaient les suivantes.¹

- Industrie légère (21,4 pour cent)
- Ingénierie (11,6 pour cent)
- Métallurgie (10,4 pour cent)
- Combustibles (16,4 pour cent)
- Construction mécanique et transformation des métaux (7,6 pour cent)
- Production et transformation alimentaires (10,4 pour cent)
- Chimie et pétrochimie (4,3 pour cent)
- Autres (17,9 pour cent)

Le secteur de l'énergie joue un rôle-clé dans l'économie ouzbek. La majeure partie de l'électricité est produite par des centrales hydroélectriques et des centrales thermiques (Charvak, Syr-Daria, Tachkent, Navoi, Angren). La République d'Ouzbékistan possède d'importants gisements de métaux non ferreux, y compris d'or, d'argent, de cuivre, de plomb, de zinc, d'étain, de tungstène, de chrome, de manganèse et de terres rares. Le pays dispose de riches gisements d'hydrocarbures, notamment de gaz naturel, de pétrole et de charbon. De plus, on y trouve d'importants gisements d'autres minéraux, tels que de différents sels (nécessaires, en particulier, pour la production de sodium), de pierres précieuses et semi-précieuses et de matières premières pour la construction. L'Ouzbékistan accorde une importance particulière à l'exploitation aurifère; il se classe septième au monde en termes d'extraction et cinquième en termes de ressources. L'Ouzbékistan est le dixième producteur de gaz naturel au monde.

Jusqu'à récemment, l'Ouzbékistan a été un importateur net de pétrole. Toutefois, depuis la découverte d'importants gisements de pétrole à Mingbulok et à Kokdumalak en 1992, la production de pétrole dans le pays connaît une croissance régulière. En 1995, elle a doublé par rapport à 1990, ayant atteint 5 169 millions de tonnes. La République a ainsi eu suffisamment de produits pétroliers pour approvisionner le marché intérieur et se livrer à l'exportation.

La production de gaz naturel aussi augmente à un rythme soutenu. De 1990 à 1997, elle a augmenté de 6,8 milliards de mètres cubes pour se situer à 51,2 milliards de mètres cubes par an. La plus grande proportion du gaz naturel est consommée sur le marché intérieur. Seulement 8 pour cent du gaz naturel est exporté, principalement par gazoduc, vers l'Ukraine, quelques régions du Turkménistan, et aussi vers le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Avec le développement des réseaux de gazoducs, il sera possible d'augmenter l'exportation de gaz.

La métallurgie constitue également une grande industrie en Ouzbékistan. Les entreprises de métallurgie des métaux non ferreux sont situées, principalement, dans les régions minières et industrielles adjacentes à Tachkent. Elles produisent surtout du cuivre, du zinc, des métaux réfractaires et thermorésistants et de l'or. Les plus grandes entreprises de cette industrie sont les entreprises d'exploitation minière et de métallurgie d'Almalyk et de Navoi. L'usine de Tchirtchik fabrique des métaux réfractaires et thermorésistants à partir des minerais contenant du tungstène et du molybdène découverts en Ouzbékistan.

L'industrie chimique produit, entre autres, différentes sortes d'engrais azotés et phosphorés, de fibres et de fils synthétiques, de vernis et de laques, d'ammoniums, de détergents synthétiques, de pesticides, d'alcools, de distillats, de produits microbiologiques et cosmétiques et de produits en caoutchouc.

¹ La part du rendement total de chaque type d'industrie est indiquée entre parenthèses.

Les plus importantes entreprises dans la branche de la fabrication des machines sont celles qui fabriquent des machines et de l'équipement destinés à l'agriculture, surtout des machines servant à la culture du coton.

Le secteur des textiles et des vêtements, dont les fibres et fils de coton, les tissus de coton et de soie, les fibres de kenaff, les chaussettes et les chaussures, est un secteur traditionnel de l'industrie de l'Ouzbékistan. La production de tapis, de porcelaines et d'articles de mercerie est également bien développée.

Parmi les plus grandes industries, on compte la production et la transformation de produits alimentaires; celles-ci utilisent des matières premières et des produits locaux. La production d'huile de coton en est une importante sous-industrie. Il y a également beaucoup de grandes conserveries, de meuneries, d'exploitations laitières et de conserveries de viande, d'usines pour boissons gazeuses et de confiseries.

L'industrie des matériaux de construction se spécialise principalement dans la production de ciment, de matériaux de couverture, de briques, de béton armé et de panneaux. La production de marbre en est également un important élément.

L'Ouzbékistan produit aussi des aéronefs, des automobiles, des minifourgonnettes, des équipements pour le gaz, des réfrigérateurs ménagers, des élévateurs, des grues, des pelles chargeuses (pelles électriques), des machines-outils et des sableuses. L'industrie locale des biens de consommation est bien développée.

Principaux indicateurs économiques

Des tableaux présentant les principaux indicateurs économiques de la République d'Ouzbékistan sont fournis dans l'annexe 1 de cet aide-mémoire.

b) Situation économique actuelle

Depuis que l'Ouzbékistan a acquis son indépendance en 1991, l'économie du pays a dû faire face à de graves difficultés en raison du déséquilibre au niveau des secteurs extérieur et intérieur causés par la désintégration de l'Union soviétique et par le bouleversement des liens économiques entre les Républiques. En dépit de cette situation, l'Ouzbékistan a su éviter la réduction marquée de la production qu'ont connue plusieurs autres pays de l'ex-Union soviétique. De 1991 à 1995, le PIB réel a chuté de 18 pour cent. Le gros du déclin de la production est survenu entre les années 1992 et 1994. En 1995, le PIB a baissé d'environ 1 pour cent. Le PIB réel a effectué une remontée de 1,7 pour cent en 1996 et de 5,2 pour cent en 1997.

Le caractère relativement modéré du ralentissement économique qu'a connu l'Ouzbékistan depuis son indépendance est attribuable à plusieurs facteurs, notamment la politique économique et la politique de développement du gouvernement (décrites ci-dessous), l'abondance des ressources naturelles et la capacité du pays de rapidement diversifier ses échanges commerciaux, laquelle lui a permis de pénétrer de nouveaux marchés après l'effondrement de l'Union soviétique.

En 1997, le PIB nominal s'élevait à 987,4 milliards de sum, 26,8 pour cent étant attribuables au secteur de l'agriculture, 16,0 pour cent, au secteur de l'industrie et 8,0 pour cent, au secteur du bâtiment. Le PIB par habitant en 1997 était de 41 734,1 sum.

Au début des années 90, l'Ouzbékistan, comme tous les autres pays de l'ancienne zone rouble, a subi des pressions inflationnistes. En effet, une hausse importante des prix de l'énergie et des matières premières, associée à une augmentation considérable des dépenses administratives et à l'octroi de prêts faisant l'objet d'un contrôle aux entreprises du secteur public, a fait monter les prix

dans la zone rouble dès le début de 1993. La croissance des prix a aussi été provoquée par l'émission excessive de monnaie par la Banque centrale de Russie.

En novembre 1993, l'Ouzbékistan a quitté la zone rouble, ce qui l'a aidé à devenir autonome financièrement. En raison des strictes politiques monétaire, budgétaire et fiscale poursuivies par le gouvernement, il est devenu possible, à la fin de 1994, de réduire de façon importante le taux d'inflation. Le taux d'inflation mensuel moyen était de 2,1 pour cent en 1997, contre 4,2 pour cent en 1996, 6,7 pour cent en 1995 et 24,5 pour cent en 1994.

En 1995, le déficit budgétaire représentait 2,6 pour cent du PIB et en 1996, 3,3 pour cent. La ventilation en pourcentage des grandes catégories de dépenses budgétaires était la suivante en 1996: éducation, 15,6 pour cent, soins de santé, 8 pour cent, aide sociale et programmes culturels, 10,9 pour cent et économie, 24,8 pour cent. (Voir annexe 1, tableau 7, pour une ventilation plus détaillée.)

En 1995, la valeur des échanges extérieurs s'est accrue de 24,7 pour cent par rapport à 1994 pour se situer à 6,61 milliards de dollars EU. En 1996, elle a augmenté davantage, atteignant 9,31 milliards de dollars EU. Bien que la balance des paiements ait été positive au premier semestre 1996, elle est devenue négative au deuxième semestre à cause d'une importante chute des prix mondiaux du coton, de la baisse des prix de l'or et de l'augmentation du prix des céréales importées.

La part du revenu national émanant du secteur non gouvernemental a augmenté. En effet, en 1996 ce secteur a contribué pour 68,9 pour cent au revenu national, par rapport à 63 pour cent en 1994. La part du secteur non gouvernemental dans l'emploi total grimpe continuellement aussi; elle est passée de 38,9 pour cent en 1991 à 70,2 pour cent en 1996. Par contre, dans l'ensemble, la distribution des actifs occupés par secteur n'a pas subi de véritables changements. En 1995, cette répartition était la suivante: secteur agricole, 41,2 pour cent, production industrielle, 12,9 pour cent, bâtiment, 6,3 pour cent et services, 39,6 pour cent. Actuellement, le nombre de chômeurs inscrits est de 33 900.

2. Politiques économiques

a) Grandes orientations des politiques économiques en vigueur, objectifs tactiques et stratégiques des politiques économiques, politique des prix, plans de développement économique, plans de privatisation, priorités sectorielles, plans de développement régional, etc.

i) *Orientation des politiques économiques en vigueur: objectifs tactiques et stratégiques*

Peu après avoir obtenu son indépendance, l'Ouzbékistan avait comme but macro-économique fondamental de s'engager dans la création d'une économie de marché socialisante. Par contre, le processus de transition d'une économie planifiée a été compliqué par la rupture des liens économiques établis. La situation est devenue encore plus complexe en raison du manque d'expérience en matière d'organisation et de gestion de l'économie nationale lors de la transition vers des relations axées sur le marché et de la pénurie de spécialistes suffisamment qualifiés dans ce domaine. La politique économique avait donc pour but de maintenir la stabilité macro-économique et sociale tout en créant l'infrastructure juridique et institutionnelle requise pour la transition vers une économie de marché. En même temps, il est clair que, pour maintenir cette stabilité, la transition vers l'économie de marché devrait se faire par étapes.

Durant la première étape des réformes économiques, le fondement législatif des relations économiques axées sur le marché a été établi.

Ainsi, des lois sur la propriété, les entreprises, la création d'entreprises privées, les activités économiques extérieures, les banques et services bancaires, la dénationalisation et la privatisation des biens de l'État ont été adoptées. Le processus législatif se fondait sur deux principes constitutionnels importants: liberté et égalité quant à tous les types de propriété, y compris les entreprises privées, et liberté d'exercer des activités économiques.

Le gouvernement a su éviter toute chute de la production et des niveaux de vie. Il a normalisé les systèmes de paiements et porté une attention particulière aux secteurs de production prioritaires.²

À partir de 1994, les réformes économiques en cours en Ouzbékistan sont entrées dans une nouvelle phase de transformation du marché à grande échelle, nécessitant la création d'un environnement concurrentiel et exigeant que dorénavant le jeu des forces du marché agisse comme régulateur économique.

La monnaie nationale, le sum, a été introduite le 1^{er} juillet 1994. Grâce aux politiques monétaires restrictives qu'ils ont poursuivies, le gouvernement et la Banque centrale ont pu stabiliser le taux de change de la monnaie nationale, ce qui a aussi contribué à maintenir la stabilité dans tous les secteurs de l'économie. De plus, les mesures prises en 1994 en vue de comprimer les dépenses budgétaires de l'État ont permis de réduire le déficit budgétaire, de faire descendre le taux d'inflation, de saturer le marché avec des marchandises et de déréglémenter les prix.

En 1994, des mesures ont aussi été adoptées qui visaient à accélérer le processus de privatisation et à en augmenter l'ampleur. Les bourses ont été établies et la privatisation des moyennes et grandes entreprises publiques a commencé. Une loi sur la faillite, prévoyant le régime de liquidation des entreprises insolvables, a été adoptée.

Après l'adoption de ces mesures, des signes se sont manifestés indiquant que le rythme auquel le recul économique persistait depuis 1990 avait commencé à ralentir. En 1995, le PIB a reculé de seulement 1 pour cent et, en 1996, il a connu une croissance positive de 1,6 pour cent. Au début de 1997, le gouvernement avait atteint ses principaux objectifs en matière de stabilisation économique: il a ramené l'inflation à un taux acceptable, stabilisé le taux de change du sum et créé les conditions juridiques, réglementaires et institutionnelles nécessaires pour approfondir le processus de transition. De plus, des conditions favorables avaient été créées pour attirer l'investissement étranger direct en Ouzbékistan.

Le gouvernement a aussi pris des mesures pour réduire la dépendance à l'égard des importations de céréales, de viande et de produits laitiers. Des mesures substantielles ont aussi été introduites afin d'approvisionner le marché intérieur en pétrole et en produits pétroliers nationaux; cela a été facilité par la découverte de vastes réserves pétrolières, ainsi que par la remise en état des raffineries de pétrole existantes et la construction de nouvelles raffineries.

Parmi ces mesures, mentionnons les suivantes:

- a) le gouvernement a pris des dispositions pour réduire les superficies consacrées à la production de coton et augmenter celles consacrées à la production de céréales. En conséquence de cette politique, la superficie de terres irriguées consacrées à la culture des céréales est passée de 29 pour cent en 1992 à 40 pour cent en 1995 et la production annuelle de céréales, de 2,6 millions de tonnes à 3,2 millions de tonnes;
- b) dans le but d'augmenter la production de lait, de viande et de volaille, le gouvernement a décidé d'accorder des privilèges fiscaux aux producteurs de ces produits et fait en sorte que ces derniers aient la priorité pour l'octroi de prêts. Il a

² Voir, *infra* page 13, la section sur les "Plans de développement économique/priorités sectorielles".

également pris d'autres mesures pour étendre le processus de privatisation et de transformation en société et pour aider les entreprises membres de l'association "Uzmyasomolprom" (association ouzbek de producteurs de viande et de lait), lesquelles constituent des formes supplémentaires d'encouragement;

- c) après l'indépendance, le gouvernement a adopté des mesures pour accroître la production de pétrole dans le but de permettre à l'Ouzbékistan de devenir autosuffisant. La production de pétrole brut et de gaz à condensat a grimpé, passant de 2,8 millions de tonnes en 1991 à 7,6 millions de tonnes en 1995, tandis que l'importation de pétrole brut est tombée de 9 millions de tonnes en 1991 à 1,5 million de tonnes en 1995.

ii) *Politique des prix*

La transition vers la libération des prix, exécutée par étapes, est presque terminée. Il reste peu de produits sujets à la réglementation des prix. Le processus de libération des prix a été déclenché par la Résolution n° 4 du Conseil des ministres (16 janvier 1992).

Durant cette période, le gouvernement a adopté un système de rationnement pour les denrées alimentaires et les biens de consommation essentiels, afin d'alléger l'impact de la hausse des prix sur les consommateurs. Le processus de libération des prix s'est poursuivi durant la deuxième moitié de l'année 1994 avec l'introduction de la monnaie nationale. Seulement trois produits (farine, sucre et huile végétale) demeurent rationnés. Toutes les subventions directes et indirectes pour les denrées alimentaires (sauf la farine) et pour les biens de consommation ont été éliminées et la réglementation des marges bénéficiaires est devenue moins rigoureuse. En raison de l'élimination du rationnement et de la réglementation des marges bénéficiaires vers le début de 1995, le processus de libération des prix était pour ainsi dire achevé.

Tous les prix sont maintenant liés au recouvrement des coûts, sauf ceux du chauffage, de l'eau chaude et du logement, qui sont encore subventionnés par les budgets locaux. La redistribution tarifaire au profit des ménages existe encore en ce qui concerne l'électricité et le gaz. De plus, la réglementation indirecte des prix se poursuit à l'égard des produits des entreprises classées comme telles dans le registre des entreprises monopolistes tenu par le Ministère des finances (les khokimiats contrôlent indirectement les prix pratiqués par les entreprises monopolistes inscrites dans les registres locaux des départements des finances régionaux).

Dans le but de rapprocher les prix du pétrole et des produits pétroliers des prix sur les marchés internationaux, en 1995 et 1996, les prix du pétrole ont été considérablement majorés, c'est-à-dire portés à un niveau plus élevé que celui requis pour le plein recouvrement des coûts. Le prix des produits pétroliers, y compris la TVA et le droit d'accise applicables, est actuellement comparable à celui en vigueur aux États-Unis. En 1995 et 1996, les autorités ont également majoré substantiellement le prix du gaz naturel pour les usagers industriels afin de le rapprocher des prix mondiaux. En 1995 et 1996, le prix de l'électricité, pour ce même groupe d'usagers, a été majoré dans le même but. Les tarifs pour l'électricité et le gaz qui s'appliquent aux ménages sont beaucoup plus bas que ceux pour l'industrie. Cependant, le gouvernement élimine graduellement cette différence. Les khokimiats contrôlent les prix de détail et les tarifs pour les services suivants: le chauffage, l'électricité, le transport public et les services publics.

Les prix des produits pharmaceutiques essentiels (20 noms génériques) et des terrains sont encore réglementés par l'État.

iii) *Système de commandes de l'État*

Vers le milieu de 1994, l'Ouzbékistan a remplacé presque au complet le système de commandes de l'État, hérité de l'ex-Union soviétique, par un système d'achat de marchandises pour les besoins de l'État aux prix du marché.

En 1997, l'État s'est engagé à acheter 30 pour cent de la production nationale de coton et 25 pour cent de la production nationale de céréales aux prix en vigueur sur le marché mondial (selon le taux de change officiel). Les producteurs ayant exécuté la commande de l'État sont libres de vendre le reste de la production sur le marché.

iv) *Privatisation et plans de privatisation*

La privatisation en Ouzbékistan est réalisée en plusieurs étapes.

Pendant la première étape, le gouvernement a commencé par privatiser les logements et les petites entreprises. À la fin de 1995, la plupart des logements et environ 95 pour cent des petites entreprises étaient privatisés.

Le Décret présidentiel du 5 janvier 1995 avait pour objectif de favoriser la création d'entreprises privées et d'y contribuer par des mesures d'incitation. Dans les 12 mois suivant la publication du Décret, environ 64 400 petites entreprises et personnes à leur compte étaient inscrites, desquelles 36 400 étaient des entreprises privées, quelque 17 300 des coopératives agricoles et environ 10 700 des petites entreprises. Le Ministère de la macro-économie et de la statistique a estimé que 67 pour cent du produit matériel net (PMN) en 1995 était attribuable au secteur non gouvernemental.

Durant la deuxième étape, l'État s'est entièrement concentré sur la transformation des entreprises publiques en sociétés de capitaux de divers types, y compris la transformation des sociétés par actions fermées en sociétés ouvertes, en plus de la privatisation partielle des moyennes et grandes entreprises. À la fin de 1995, la quasi-totalité des sociétés par actions fermées avaient été transformées en sociétés ouvertes.

À la fin de 1995, d'importants progrès avaient été réalisés pour ce qui est de la réduction de la participation de l'État dans les entreprises transformées, laquelle a été ramenée à 30 pour cent en moyenne. Cette politique était mise en œuvre par le Comité de gestion des biens de l'État par la vente des actions appartenant à l'État à la Bourse de la République et par l'intermédiaire de la Société nationale de placement collectif. Le gouvernement a supprimé toutes les restrictions concernant les activités auxquelles peuvent se livrer les entités privatisées ou leur capacité à embaucher des travailleurs. En 1995, dans le cadre du programme du Comité de gestion des biens de l'État, plus de 1 800 entreprises d'État ont été privatisées, dont environ 300 étaient des moyennes et grandes entreprises; 6 700 autres entreprises ont été privatisées en dehors du cadre du programme du Comité de gestion des biens de l'État.

En 1995, en collaboration avec la Banque mondiale, le gouvernement a commencé à élaborer un programme de privatisation généralisée. Contrairement à la privatisation qui se fait à l'aide de coupons, depuis juin 1996, le programme est mis en œuvre en établissant des fonds de placement pour la privatisation. Les fonds de placement pour la privatisation, qui sont semblables aux fonds communs de placement, acquièrent les actions des entreprises privatisées et émettent leurs propres actions, appelées des actions "grand public". Les fonds de placement sont mis sur pied par des sociétés de gestion qui représentent des intérêts privés. Celles-ci gèrent leur portefeuille d'actions pour le compte des actionnaires. Les fonds de placement rassemblent des capitaux par la vente d'actions aux citoyens. Le prix de chaque action est d'environ 100 sum (environ 1,30 dollar EU), et

les citoyens ne sont pas autorisés à acheter plus de 100 actions dans un fonds de placement pour la privatisation.

À partir de juillet 1998, 84 fonds de placement pour la privatisation et 84 sociétés de gestion ont été enregistrés dans différentes régions de l'Ouzbékistan. Soixante-seize fonds de placement ont fait enregistrer leur deuxième prospectus, 60 ont terminé la vente des actions aux citoyens et 52 ont participé à la vente aux enchères des actions d'entreprises privatisées. Depuis le début du programme, les fonds de placement pour la privatisation ont vendu des actions évaluées au total à 270 millions de sum. Au cours des six premiers mois de 1998, quatre ventes aux enchères ont eu lieu, au cours desquelles 1 344 000 actions de 70 sociétés par actions ont été cédées pour une somme totale de plus de 450,6 millions de sum; là-dessus, 75,1 millions ont été payés par les fonds de placement et au moyen d'un prêt gouvernemental spécial de 1 336,7 millions de sum.

Au début, 300 moyennes et grandes entreprises seront visées par le programme de privatisation généralisée. L'État conservera 26 pour cent des actions de ces entreprises, 23 pour cent seront distribuées parmi les employés, 21 pour cent seront vendues à la Bourse de la République au prix du marché et 30 pour cent seront vendues au fonds de placement pour la privatisation à leur valeur nominale. Les non-résidents pourront acheter des actions de ces entreprises au marché secondaire de la Bourse de la République. Les fonds de placement autorisés pourront emprunter au moyen de lignes de crédit spéciales, établies par l'État dans le but de financer l'achat des actions des entreprises. Chaque action achetée par le fonds de placement pour la privatisation à l'aide des capitaux rassemblés par l'émission d'actions grand public permettra au fonds de placement d'acquérir à crédit cinq actions de plus auprès de l'État, aux conditions suivantes: période de sept ans pour le remboursement et période de grâce de quatre ans pendant laquelle il ne s'accumulera pas d'intérêts. La période de grâce vise à offrir aux fonds de placement le temps nécessaire pour restructurer les entreprises dont ils achètent les actions. Le coût du programme de crédit pour l'État correspond aux produits que la privatisation lui rapporterait s'il vendait les entreprises pour du comptant.

Le gouvernement a aussi élaboré un programme d'aide à l'intention des petites et moyennes entreprises privatisées. Le programme est administré par le Fonds pour les entreprises. Au début, tous les produits de la privatisation sont allés au Comité de gestion des biens de l'État, qui en a transféré 30 pour cent au Fonds pour les entreprises et 30 pour cent au Ministère des finances. Le reste est destiné aux khokimiats locaux pour financer les prêts aux entreprises et le remboursement des dépenses occasionnées par le programme de privatisation.

Le Fonds pour les entreprises, qui a été établi au milieu de 1995, est aussi autorisé à participer à une grande diversité d'activités. Celles-ci incluent les prêts à long terme, l'assistance technique, les études de faisabilité, la location d'équipement étranger, la gestion de fiducie et les services d'affacturage et de courtier. Le Fonds pour les entreprises peut aussi consentir des prêts à conditions favorables (taux d'intérêt se situant entre 15 et 35 pour cent et période de grâce de deux à cinq ans) pour une période allant jusqu'à dix ans. L'État considère le fait d'accorder cette forme de crédit aux entreprises nouvellement privatisées comme un moyen essentiel d'éviter le chômage à grande échelle durant la période de transition, particulièrement dans les régions rurales. Néanmoins, l'État compte cesser progressivement de consentir de nouveaux prêts d'ici l'an 2000, sauf aux entreprises situées dans les régions les plus défavorisées.

En 1994 et 1995, le marché financier a été créé et un certain nombre de structures institutionnelles appropriées ont été fondées, telles que la Bourse de la République, la Société nationale de placement collectif et le Dépositaire national de titres, qui ont été conçus pour faciliter l'émission d'actions des entreprises privatisées et des sociétés par actions nouvellement créées. En 1995, des actions d'une valeur atteignant 1,5 milliard de sum (0,5 pour cent du PIB) ont été vendues par l'intermédiaire de la Bourse de la République et d'autres institutions appropriées. Durant les six premiers mois de 1998, 2 797 opérations ont été nouées à la Bourse de la République, ce qui a

eu pour effet d'entraîner la vente de 1 134 700 actions de 244 sociétés par actions pour la somme de 773,4 millions de sum. De ce nombre, 167 opérations ont été nouées sur le marché secondaire, où 62 000 actions de 50 sociétés par actions ont été vendues pour la somme totale de 250 000 sum.

Le développement en envergure et en profondeur du processus de privatisation a contribué à l'émergence d'une nouvelle catégorie de propriétaires. Plus de 4 500 anciennes entreprises publiques ont été transformées en sociétés par actions. La valeur totale des actions émises s'élève à plus de 1 milliard de dollars EU. Certaines grandes entreprises ont subi des modifications, soit l'usine d'avions de Tachkent (fabricant d'avions de ligne de type IL-76), le constructeur de tracteurs de Tachkent (le seul fabricant de tracteurs agricoles en Asie centrale), l'association "Uzbekcabel" (producteur de câbles multipolaires uniques en leur genre), les usines métallurgiques ouzbeks, et les plus grandes entreprises de produits chimiques, de transport de pétrole et de gaz, de transformation de produits alimentaires et de tabac.

Des 6,5 millions de personnes qui sont économiquement actives, environ 2 millions sont actionnaires d'entreprises privatisées.

Les réformes sont aussi appliquées dans les campagnes. Le nombre de fermes privées a atteint 19 300, tandis qu'en 1994 il n'était que de 2 900. On dénombre 85 000 petites et moyennes entreprises.

Selon la Loi sur la dénationalisation et la privatisation du 19 novembre 1991 (modifiée par les lois portant modification de certains instruments juridiques de l'Ouzbékistan ayant pris effet le 7 mai 1993, 23 septembre 1994, 31 août 1995 et 26 avril 1996), les terres ne devraient pas être privatisées, sauf dans des cas spéciaux prévus par la loi.

Selon l'article 16 du Code foncier de la République d'Ouzbékistan adopté le 30 avril 1998, "les terres sont la propriété de l'État; il s'agit d'une richesse qui appartient à la nation entière, qui est susceptible d'utilisation rationnelle, qui est protégée par l'État et qui, sauf dans les cas spécifiés par la législation de la République d'Ouzbékistan, ne peut être vendue/achetée, échangée, offerte en cadeau, ou nantie".

L'article 17 du Code foncier adopté le 30 avril 1998 spécifie les droits des personnes morales et des personnes physiques à la possession de terrains:

- les personnes morales peuvent posséder des terrains sur la base d'un droit à la possession permanente, à l'utilisation permanente, à l'utilisation temporaire, à la location et à la propriété, conformément au Code foncier et à d'autres instruments juridiques;
- les personnes physiques peuvent posséder des terrains sur la base d'un droit à la possession viagère et héréditaire, à l'utilisation permanente, à l'utilisation temporaire, à la location et à la propriété, conformément au Code foncier et à d'autres instruments juridiques.

Selon l'article 18 du Code foncier:

- le droit des personnes morales et des personnes physiques à la possession de terrains prendra naissance selon la procédure légale spécifiée, au moment de la privatisation des entités de commerce et de service et des terrains sur lesquels elles sont situées;
- le droit des missions diplomatiques ou des organisations internationales jouissant du même statut et accréditées auprès de la République d'Ouzbékistan à la possession de terrains prendra naissance au moment où des bâtiments, devant servir en totalité ou en

partie de bureaux diplomatiques, y compris de résidence pour un chef de mission, sont achetés avec les terrains sur lesquels ils sont construits, de même qu'au moment où des terrains sont achetés pour la construction de bâtiments à usage diplomatique.

- le droit des ressortissants étrangers, qu'il s'agisse de personnes morales ou de personnes physiques (y compris les personnes faisant partie d'un corps diplomatique, des médias, des missions permanentes rattachées à des firmes, des entreprises ou des organisations internationales, du personnel normal d'entreprises à participation étrangère, ainsi que les résidents permanents qui ont un permis de résidence en Ouzbékistan) à la possession de terrains prendra naissance au moment où les lieux seront achetés avec les terrains sur lesquels ils sont situés, selon la procédure légale spécifiée.

v) *Plans de développement économique et priorités sectorielles*

Le tableau qui suit résume les plans de développement économique du gouvernement selon des priorités industrielles et sectorielles:

1. Électricité:
 - attirer l'investissement étranger en vue du développement du secteur de l'hydroélectricité; et
 - moderniser et rétablir le réseau de distribution à haute tension.
2. Industrie houillère:
 - restructurer le secteur et ses entreprises en réorganisant et, au besoin, en liquidant des entreprises;
 - ouvrir des mines de charbon à ciel ouvert pour réduire les coûts de production; et
 - introduire des technologies économes en énergie.
3. Pétrole et gaz:
 - construire des raffineries de pétrole et les mettre en exploitation; et
 - monter des dossiers pour les appels d'offres internationaux conçus pour attirer l'investissement étranger en vue de l'exploration et de l'exploitation pétrolières et gazières; lancer ces appels d'offres.
4. Industrie légère:
 - accélérer la transformation structurelle des industries légères pour trouver de nouveaux marchés d'approvisionnement à la fois dans la CEI et hors de la CEI; et
 - acheter de l'équipement moderne.

5. Métaux non ferreux:
 - attirer l'investissement étranger en vue du développement de ce secteur.
6. Machines et transformation des métaux:
 - organiser la production de machines et d'équipement (et de leurs pièces de rechange) pour: i) la transformation des produits agricoles, ii) la mécanisation des petites propriétés agricoles et fermes familiales et iii) leur application dans les houillères.
7. Technologie électrique:
 - orienter les entreprises vers la production d'appareils électriques complexes et d'équipement pour la production d'électricité; et
 - créer une industrie électrotechnique pour les appareils électroménagers.
8. Exploitation aurifère:
 - attirer l'investissement étranger en vue de l'exploration et de l'exploitation de gisements d'or.
9. Production et transformation de produits alimentaires:
 - établir, dans les localités, des petites ou moyennes entreprises de production pour la transformation du lait, de la viande, des fruits et des légumes.
10. Industrie pharmaceutique:
 - attirer l'investissement étranger en vue de l'établissement d'une industrie pharmaceutique nationale.
11. Agriculture:
 - attirer l'investissement étranger en vue de moderniser la production agricole; et
 - fonder des coentreprises à participation étrangère pour la modernisation de la production agricole, y compris la production axée sur l'exportation.
12. Construction:
 - attirer l'investissement étranger dans le secteur de la construction; et
 - encourager la fabrication de matériaux de construction économes en énergie.
13. Industrie de l'automobile:
 - contribuer à l'établissement et à l'expansion d'une industrie nationale de l'automobile qui puisse approvisionner le marché intérieur et exporter vers les marchés des pays voisins.

14. Construction aéronautique:

- aider et moderniser les installations existantes de production d'aéronefs et de pièces de rechange.

vi) *Plans de développement régional*

Les plans de développement régional en sont à l'étape de l'élaboration. En août 1997, le plan pour le développement de la région de Khorezm a notamment été approuvé.

b) Politique monétaire et fiscale

i) *Politique monétaire et politique de crédit*

Les politiques financière et monétaire de l'Ouzbékistan ont pour objectif de maintenir la stabilité macro-économique et sociale. Par conséquent, le pays poursuit actuellement une politique monétaire restrictive avec l'intention première de faire baisser l'inflation et de stabiliser le taux de change de la nouvelle monnaie nationale, le sum (introduite le 1^{er} juillet 1994). Par la même occasion, cette politique monétaire permet de stabiliser le système financier et de maîtriser le taux d'intérêt réel et nominal.

Tant que l'économie ouzbek est en période de transition, deux taux de change sont appliqués: le taux du marché et un taux hors cote (commercial). (Le régime est décrit à la fin de cette section.) Parallèlement, une politique restrictive et très proactive est appliquée sur le plan monétaire ainsi qu'en matière de crédit et de change.

Le système bancaire de l'Ouzbékistan comprend la Banque centrale d'Ouzbékistan (CBU), qui compte 14 succursales principales sur le territoire; 32 banques commerciales, parmi lesquelles deux ont été fondées par l'État, soit la Banque nationale pour les activités économiques extérieures de la République d'Ouzbékistan (NBU) et la Banque populaire; quatre banques à participation étrangère; et six banques privées. De son côté, l'État a des intérêts dans des banques constituées en sociétés par actions. Plusieurs établissements ont des fonctions d'organes financiers. La Banque centrale jouit d'une grande marge d'indépendance en vertu de la Loi sur la Banque centrale adoptée au milieu de 1995. Elle a des pouvoirs exclusifs pour ce qui est de mettre en circulation de la monnaie et de réglementer l'utilisation des devises sur le territoire de l'Ouzbékistan. Elle émet des sum, s'occupe des dépôts et des transferts pour le compte de l'État et accorde des prêts à celui-ci.

Les réserves de devises librement convertibles sont administrées par la CBU. Au début de 1995, celle-ci a acheté de l'or à des exploitations minières au prix du marché et, vers le milieu de 1995, elle achetait pratiquement tout l'or produit en Ouzbékistan. En décembre 1995, le Ministère des finances a vendu à la CBU le restant de ses réserves d'or et de ses dépôts à court terme en devises étrangères. En 1996, il a aussi confié à la CBU la gestion des dépôts en devises qu'il a dans des banques étrangères. La part des réserves internationales ouzbeks détenues par la CBU a augmenté, passant d'environ un tiers à la fin de 1994 à près de trois quarts un an plus tard.

Durant les deux premières années qui ont suivi l'indépendance, la politique financière a été conçue pour atténuer la baisse de la production et de la demande intérieure en accordant des subventions à la consommation et à la production. En 1993, alors que les déséquilibres macro-économiques s'aggravaient, les taux d'inflation augmentaient et la dette à court terme a commencé à s'accumuler rapidement. À la suite de l'apparition du sum, la nouvelle monnaie nationale introduite le 1^{er} juillet 1994, la politique financière a été resserrée. À plusieurs reprises, la CBU a élevé les taux d'intérêt appliqués au crédit et a cessé d'accorder des prêts aux entreprises déficitaires. L'État a mis fin au financement sans intérêt des entreprises d'État et a coupé dans ses autres dépenses.

Ces mesures ont eu pour effet de faire réduire la proportion du déficit consolidé par rapport au PIB de 10 points de pourcentage en 1993, ramenant celle-ci à 4,1 pour cent en 1994.

Les efforts de stabilisation et les réformes structurelles ont été intensifiés en 1995. La politique financière a été resserrée davantage: la CBU a porté son taux de refinancement à un niveau qui était positif en termes réels, elle a nettement restreint le financement des banques et éliminé l'excès de liquidités dans le système financier, ayant émis des certificats de dépôt et acheté des crédits à des ventes aux enchères interbancaires. Les nouvelles mesures ont principalement eu pour effet de ramener le déficit budgétaire consolidé à 2,7 pour cent.

La Banque populaire a tenté d'accumuler l'épargne des particuliers en introduisant de nouvelles catégories de dépôt assorties d'un taux d'intérêt réel positif, tandis que les banques commerciales recherchent maintenant plus activement à attirer les dépôts des ménages. En 1995, le PIB réel a diminué d'un peu plus de 1 pour cent alors que l'inflation annuelle, mesurée en fonction de l'indice des prix à la consommation, a été ramenée à 117 pour cent, comparativement à 1 281 pour cent l'année précédente. En 1995, l'État a continué d'appliquer son régime de taux de change à la fois flottant et dirigé: la chute de 42 pour cent en termes nominaux du taux de change du sum par rapport au dollar EU a représenté pendant l'année une appréciation de presque 50 pour cent en termes réels. Cette appréciation en termes réels s'est poursuivie en 1996. Le taux de change officiel du sum par rapport au dollar EU a chuté de 46,3 pour cent, passant de 36,16 sum au dollar EU en janvier à 52,91 sum au dollar EU en décembre 1996. Cependant, l'inflation en 1996 était estimée à environ 64 pour cent. Ce qui signifie qu'en 1996 le prix du sum par rapport au dollar américain, en termes réels, a fléchi de 17,7 pour cent de plus.

Depuis l'indépendance, la politique du gouvernement en matière de développement consiste à favoriser l'industrialisation et la diversification, dans le but d'augmenter la capacité du pays à produire une grande variété de marchandises et de produits, y compris des produits finis et semi-finis, pour approvisionner le marché national et les marchés d'exportation.

Pour essayer d'accroître l'indépendance économique du pays, le gouvernement poursuit une politique de diversification de la production et de création d'entreprises destinées à fabriquer et à transformer des produits essentiels et des biens de consommation pour le pays. Depuis 1995, cette politique a permis à l'Ouzbékistan de devenir un exportateur net de pétrole et de réduire de façon considérable ses importations d'énergie, qui s'élevaient à 20 pour cent de l'ensemble des importations entre 1992 et 1994. Le déficit de la balance des opérations courantes en proportion du PIB s'est contracté, passant de presque 12 pour cent en 1992 à moins de 1 pour cent en 1995. Au même moment, à la fin de 1995, les réserves brutes d'or et de devises avaient augmenté pour représenter l'équivalent de plus de six mois d'importations.

Durant les trois premiers trimestres de 1996, le déficit des opérations courantes avec l'extérieur a grimpé à 8,1 pour cent du PIB en raison de la dégringolade des prix du coton sur les marchés internationaux, tandis que l'importation de céréales, de biens de consommation et de biens d'équipement se poursuivait à des prix demeurés élevés sur les marchés internationaux. Le déficit des opérations courantes avec l'extérieur était aussi lié à la libéralisation du régime de taux de change et des systèmes commerciaux. Afin de maintenir les réserves en devises, pour éviter des difficultés afférentes à la balance des paiements et protéger l'intérêt de la population, l'État a commencé en octobre 1996 à limiter la convertibilité du sum; ainsi, il a réduit considérablement le nombre d'entreprises autorisées à convertir des sum en devises fortes à la Banque centrale d'Ouzbékistan et établi des quotas mensuels pour toutes les entreprises, adaptés à leurs besoins réels. Cette politique avait pour objectif d'empêcher l'importation de biens de consommation de mauvaise qualité ou de biens disponibles auprès de fournisseurs nationaux en vue de prétendre par la suite vouloir convertir les recettes tirées de la vente de ces biens. Ces mesures étaient considérées comme étant temporaires et elles seront graduellement abolies à mesure que la situation macro-économique du pays sera

stabilisée. La politique du gouvernement vise à ce que la monnaie nationale soit, à terme, entièrement convertible.

La réforme des institutions financières de la République d'Ouzbékistan joue un rôle important dans le processus global de transformation économique.

La politique financière du pays est fondée sur le principe que de telles institutions vont contribuer à atteindre et à maintenir la stabilité sociale et macro-économique, et aussi à créer des conditions favorables à la croissance économique et au développement et à la diversification de l'économie. La politique financière actuelle du pays consiste à équilibrer graduellement le budget en limitant les dépenses publiques et en augmentant les recettes fiscales, et ce, en percevant les impôts d'une façon plus efficace et auprès d'un plus grand nombre d'entreprises privées.

La limitation des dépenses publiques implique l'élimination des subventions aux entreprises du secteur public qui sont peu rentables et la vente de ces entreprises ou de leurs éléments d'actifs. L'aide à la privatisation des entreprises publiques et l'appui fourni à ces entreprises par la suite vont dans le sens de l'objectif de la politique financière gouvernementale d'élargir l'assiette fiscale et d'éliminer la nécessité de subventionner des entreprises publiques peu rentables.

La politique financière comporte un certain nombre de mesures d'ajustement, dont la stabilisation du déficit budgétaire à 3 pour cent du PIB en 1997 (en 1994, il était de 4,1 pour cent).

ii) Droits, taxes et impôts

En ce qui a trait aux recettes, le gouvernement a l'intention de mettre en œuvre des mesures de perception d'impôts plus efficaces tout en maintenant les impôts et les taxes à un niveau qui ne nuira pas à la croissance économique. Le Comité d'État des impôts prend part à la rédaction des lois fiscales et des règlements gouvernementaux visant leur application. À la fin d'avril 1997, le Parlement a adopté le nouveau Code des impôts révisé, qui consolidait, réorganisait et rationalisait le droit fiscal de la République d'Ouzbékistan, modifiant profondément la politique fiscale et la loi fiscale et faisant de cette dernière la loi fondamentale du pays.

Le nouveau Code des impôts, adopté par le Parlement à la fin d'avril 1997, a été rédigé avec l'aide d'experts internationaux. Le Code des impôts a institué huit types fondamentaux de taxes et d'impôts: 1) impôt sur le revenu des personnes physiques et des personnes morales; 2) taxe sur la valeur ajoutée; 3) droit d'accise; 4) impôt immobilier; 5) impôt foncier; 6) taxe pour l'utilisation des ressources souterraines; 7) taxe environnementale; et 8) taxe d'eau.

Selon l'article 28 du Code des impôts, les revenus imposables (bénéfices) des personnes morales en Ouzbékistan sont susceptibles d'être imposés à un taux maximum de 35 pour cent. Cet article autorise aussi le Conseil des ministres à établir des taux d'impôt sur le revenu (bénéfices) inférieurs pour certaines personnes morales, particulièrement celles qui produisent des produits agricoles (comme activité principale), et pour les entreprises à participation étrangère.

Il faut cependant souligner que les entreprises agricoles sont assujetties à l'impôt sur le revenu à des taux différentiels (de 5 à 35 pour cent) imposés par le Conseil des ministres en fonction de la rentabilité des entreprises.

Selon l'article 35, "les personnes morales étrangères doivent être assujetties à l'impôt sur le territoire de la République d'Ouzbékistan [...] conformément aux prescriptions des accords internationaux auxquels est partie la République d'Ouzbékistan", selon les dispositions du Code des impôts, par exemple, au taux de 35 pour cent. À part l'impôt sur le revenu (bénéfices), le bureau

permanent d'une personne morale non résidente doit payer au taux de 10 pour cent l'impôt sur le revenu (bénéfices) de cette entité qui est transféré à l'étranger.

L'impôt sur le revenu est prélevé sur le revenu imposable (bénéfices) des entreprises, calculé comme étant la différence entre le revenu total et les déductions, établies selon le Code des impôts.

Certains types d'entreprises sont exemptés du paiement de l'impôt sur le revenu; par exemple, les entreprises qui produisent des articles prothétiques/orthopédiques, les personnes morales œuvrant dans le transport des passagers (à l'exception des chauffeurs de taxis), le revenu tiré de la construction et de l'entretien des routes d'utilisation publique, les entreprises de fabrication dans lesquelles la participation étrangère est de 50 pour cent du capital exigé en vertu de la loi et le revenu (bénéfices) qui est réinvesti pour le développement et l'expansion de la production.

D'autres types d'entreprises sont dispensées de payer de l'impôt sur le revenu (bénéfices) pour une certaine période, par exemple les fermes et les entreprises privées qui tirent leur revenu de la transformation et de la production de produits agricoles, de biens de consommation et de matériaux de construction - pendant deux ans, à partir de la date de leur inscription; les entreprises de fabrication à participation étrangère nouvellement créées qui fabriquent des marchandises et des produits destinés à l'exportation pour satisfaire aux exigences du marché national - pendant deux ans à partir du début de la production, si la participation étrangère est d'au moins 50 pour cent du capital exigé en vertu de la loi ou pour cinq ans à partir du début de la production, si plus de 25 pour cent de la production est constituée d'articles pour enfants; les entreprises de fabrication à participation étrangère qui investissent dans les projets du Programme d'investissement de la République - pendant sept ans à partir de la date d'inscription.

Le Code des impôts a établi un barème progressif de l'impôt sur le revenu (bénéfices) des personnes physiques, dont le taux augmente en fonction de la taille du revenu:

Montant du revenu imposable	Montant de l'impôt
jusqu'à trois fois le salaire minimum mensuel	15 pour cent du revenu
de trois (+1 sum) à cinq fois le salaire minimum mensuel	l'impôt sur trois fois le salaire minimum plus 25 pour cent du montant dépassant trois fois le salaire minimum
de cinq (+1 sum) à dix fois le salaire minimum mensuel	l'impôt sur cinq fois le salaire minimum plus 35 pour cent du montant dépassant cinq fois le salaire minimum
de dix (+1 sum) à 15 fois le salaire minimum mensuel	l'impôt sur dix fois le salaire minimum plus 40 pour cent du montant dépassant dix fois le salaire minimum
plus de 15 fois le salaire minimum mensuel	l'impôt sur 15 fois le salaire minimum plus 45 pour cent du montant dépassant 15 fois le salaire minimum

Le Code des impôts détermine les types de revenu des personnes physiques qui ne sont pas assujettis à l'impôt, par exemple le revenu personnel tiré de la vente de bétail et de volaille élevés par des ménages, ou de la vente de produits de l'apiculture et de la culture végétale (sous forme naturelle ou transformée), le montant obtenu de la vente de biens appartenant à des personnes physiques à titre privé, à l'exception des montants obtenus de la vente de biens reçus dans le cadre d'une transaction d'affaires, les salaires et autres revenus personnels utilisés pour acheter des biens appartenant à des entreprises d'État, les actions d'entreprises privatisées et les dividendes réinvestis dans l'achat d'actions des sociétés par actions ayant versé ces dividendes.

Selon l'article 66, "la taxe sur la valeur ajoutée doit être payée par les personnes morales [...], et pour ce qui est des importations de marchandises (travail, services) [...] par les personnes morales et les personnes physiques qui les importent".

Selon l'article 73 du Code des impôts, la taxe sur la valeur ajoutée est prélevée à un taux forfaitaire de 20 pour cent. Il faut cependant mentionner que "sur certains produits alimentaires essentiels pour la population, la taxe sur la valeur ajoutée doit être payée à un taux de 10 pour cent. La liste de ces produits doit être établie par le Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan."

Bien que la République d'Ouzbékistan poursuive en général une politique qui tend à maintenir des taux d'impôt uniformes pour tous les types d'activité économique, il arrive que le gouvernement ait recours à la législation fiscale et à des résolutions pour favoriser l'application de mesures sociales.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (article 72) est nul pour:

- "les marchandises exportées (travail, services), sauf s'il s'agit de marchandises (travail, services) vendues à des pays qui prélèvent une taxe sur la valeur ajoutée sur les marchandises (travail, services) qu'ils exportent en Ouzbékistan³ ;
- les engrais minéraux, les combustibles et les lubrifiants fournis aux entreprises agricoles pour leurs besoins en matière de production agricole".

Certaines marchandises et certains services ont été exemptés de la taxe sur la valeur ajoutée (article 71) pour en accroître l'accessibilité ou pour appuyer des mesures sociales. Par exemple, certaines transactions ayant trait à certaines marchandises et à certains services comme la vente ou la location de propriétés à usage résidentiel, la vente de produits alimentaires de production propre, une grande variété de services financiers (tels que l'assurance-vie ou les pensions de vieillesse), les services de transport en commun, les services postaux, les opérations liées à la privatisation et les importations liées à l'aide humanitaire.

Le Code des impôts prévoit l'instauration de droits d'accise pour certaines catégories de marchandises, qu'elles soient produites dans le pays ou importées. Selon l'article 80 du Code des impôts, "les marchandises normalement assujetties à des droits d'accise en sont exemptées lorsqu'elles sont exportées, sauf s'il s'agit de marchandises (travail, services) vendues à des pays qui prélèvent des droits d'accise sur les marchandises (travail, services) qu'ils exportent en Ouzbékistan".

En ce qui a trait aux marchandises produites en Ouzbékistan qui sont assujetties à un droit d'accise, le taux en est déterminé en fonction de leur valeur (pour les besoins de l'accise), abstraction faite de la taxe sur la valeur ajoutée ou du volume des marchandises. Pour ce qui est des marchandises importées, le taux du droit d'accise est également déterminé en fonction de leur valeur, mais d'après les procédures d'évaluation en douane. Le pouvoir d'établir la liste des marchandises assujetties à l'accise et les taux applicables relève du Conseil des ministres.

Le Code des impôts a aussi instauré un impôt immobilier qui est différent de l'impôt foncier et qui est prélevé sur certains types de biens appartenant à des personnes morales ou à des personnes physiques. Depuis le 1^{er} janvier 1998, l'impôt immobilier pour les personnes morales est de 4 pour cent de la valeur comptable pour ce qui est des éléments d'actif de base, y compris les bâtiments et les actifs incorporels, qui figurent dans le bilan de l'entité. Certains biens sont exemptés du paiement de l'impôt immobilier, par exemple les biens utilisés pour la production, l'entreposage et la sélection de produits agricoles. Les biens de certaines personnes morales ne sont pas assujettis à cet impôt, par exemple les entreprises de fabrication dont la part du capital exigé en vertu de la loi qui appartient à des intérêts étrangers s'élève à au moins 500 000 dollars EU.

³ Il y a un accord de la CEI qui prévoit la perception de la taxe sur la valeur ajoutée sur les exportations à destination des autres pays de la CEI.

Le Code des impôts prévoit le paiement d'un impôt foncier. Selon le Code des impôts, doit payer cet impôt toute personne morale qui possède des terres ou a le droit d'en faire un usage permanent. Le taux de l'impôt foncier est déterminé par le Conseil des ministres. Certains types de terrains et certains contribuables sont exemptés de payer l'impôt foncier, par exemple les terrains utilisés par des établissements des domaines de la culture, de l'éducation, des soins de santé et du bien-être.

Le Code des impôts prévoit aussi une taxe pour l'utilisation de ressources souterraines. Cette taxe est payée par les personnes morales qui se livrent à l'extraction de minéraux et par les personnes morales qui construisent ou exploitent des structures souterraines qui ne sont pas liées à l'extraction de ressources minérales. Le taux de la taxe pour l'utilisation de ressources souterraines est déterminé par le Conseil des ministres, et il varie selon la quantité de minéraux, les formations tectogéniques (déchets de l'exploitation minière et de la transformation de minéraux bruts), la taille des structures souterraines qui ne sont pas liées à l'extraction des ressources minérales ou la superficie du terrain fourni pour la collecte de matériel géologique.

La taxe environnementale est payable par les personnes morales qui œuvrent dans la production de marchandises, font des travaux de construction ou offrent des services. Cette taxe porte sur le coût primaire de la production (coûts de revient de base) des marchandises (travail, services). La taxe environnementale est payée au taux de 1 pour cent.

De plus, une taxe d'eau payable par les personnes morales a été instaurée, et elle est variée selon la quantité d'eau utilisée à des fins technologiques ou à des fins de production. Les taux sont fixés par le Conseil des ministres, selon le type de ressource en eau utilisé et le type d'activité de la personne morale.

iii) Système bancaire

Le système bancaire de la République d'Ouzbékistan, comme nous l'avons déjà indiqué, se compose de la Banque centrale d'Ouzbékistan (CBU), de ses 14 succursales principales sur le territoire (régionales) et de 32 banques commerciales, dont deux ont été entièrement fondées par l'État (la Banque nationale pour les activités économiques extérieures (NBU) et la banque populaire). Il y a également quatre banques à participation étrangère et six banques privées. L'État a des intérêts dans d'autres banques qui sont des banques par actions.

Pour l'établissement de banques commerciales, il était nécessaire, jusqu'au milieu de 1996, de se conformer aux exigences de la CBU énoncées dans le Protocole n° 5, qui a été approuvé par la Résolution du Conseil de la Banque centrale d'Ouzbékistan du 28 mars 1993. En l'occurrence, il fallait que les banques commerciales aient le capital minimum exigé en vertu de la loi, soit 2 millions de dollars EU.

Le 25 avril 1996, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les banques et les activités bancaires, qui est actuellement la loi fondamentale établissant la réglementation bancaire. Cette loi a donné à la CBU le pouvoir de déterminer, à sa discrétion et selon le cas, le montant du capital minimum exigé pour les banques commerciales.

Selon le règlement sur la procédure d'inscription et d'autorisation des banques approuvé par la CBU (Lettre n° 22 de la CBU datée du 22 janvier 1997) le montant du capital minimum exigé en vertu de la loi pour les banques à participation étrangère a été porté à 5 millions de dollars EU.

c) Régime de change et système de paiements; relations avec le Fonds monétaire international, application de mesures de contrôle des changes, le cas échéant

i) *Contrôle des changes et taux de change*

Les marchés des changes officiels de l'Ouzbékistan sont constitués de la Bourse de change de la République (RFCE) et d'un marché hors-cote, ou commercial, y compris les bureaux de change.

Depuis l'introduction de la monnaie nationale, le sum, le 1^{er} juillet 1994, la République d'Ouzbékistan applique un régime de taux de change à la fois flottant et dirigé. Au début, les autorités tenaient quotidiennement des ventes aux enchères de devises entre banques à la RFCE afin de déterminer le taux officiel du sum. Les banques commerciales autorisées et la CBU participaient à ces enchères.

Au début, soit à partir du 1^{er} juillet 1994, le taux de change officiel fixé aux ventes aux enchères était de 7 sum au dollar EU. Les taux de change officiels par rapport à 30 autres devises et aux DTS sont fixés selon le taux de change croisé sur la base du dollar américain et s'appliquent aux opérations officielles, y compris en ce qui concerne les devises vendues par des exportateurs à la CBU et destinées à être revendues aux enchères.

De la mi-avril à la fin juin 1996, l'écart entre les cours officiels et les taux commerciaux est descendu à près de 5 pour cent, ce qui a amené les banques à introduire à leur tour un léger écart entre le taux d'achat et le taux de vente proposés par les bureaux de change.

Actuellement, il n'y a qu'un seul cours du change, établi chaque semaine par la CBU. Les banques autorisées appliquent une marge (taxe de commission) plus élevée de 10 à 12 pour cent que le taux officiel. Les bureaux de change tiennent compte de cette marge (taxe de commission) lorsque des particuliers achètent ou vendent des devises.

Au 1^{er} août 1998, le taux de change officiel était d'environ 101,02 sum au dollar EU.

ii) *Convertibilité et paiements*

La République d'Ouzbékistan possède actuellement un système de lois et de réglementations qui précise les conditions selon lesquelles les entreprises et les particuliers peuvent avoir accès à des devises aux ventes aux enchères et aux bureaux de change des banques commerciales.

Les personnes physiques qui résident en Ouzbékistan peuvent acheter des devises à un taux majoré au bureau de change d'une banque commerciale pour leurs besoins personnels, y compris pour leurs voyages à l'étranger. Les résidents peuvent utiliser des cartes de crédit pour se procurer des devises.

Les non-résidents peuvent convertir des sum en devises dans un bureau de change au taux majoré, en présentant les documents prouvant que les sum ont été achetés au départ dans un bureau de change autorisé. Toute personne désirant acheter des devises dans un bureau de change doit présenter les documents et pièces d'identité nécessaires. Il n'y a pas de limite à la quantité de devises que des particuliers peuvent importer dans la République; cependant les montants dépassant 10 000 dollars EU sont assujettis à une taxe de 1 pour cent. Les personnes qui importent des devises sont tenues de faire une déclaration en douane du montant. Les résidents ne peuvent exporter plus de 1 500 dollars EU en devises, tandis que les non-résidents peuvent exporter en devises un montant égal à celui qu'ils ont importé auparavant.

Les résidents et non-résidents, qu'il s'agisse de particuliers ou de personnes morales, peuvent ouvrir des comptes en sum ou en devises dans les banques commerciales en Ouzbékistan. Les résidents ne peuvent ouvrir des comptes en devises à l'étranger qu'avec une permission spéciale de la CBU. Les personnes morales qui ont des recettes d'exportation en devises sont tenues d'en convertir 30 pour cent au taux officiel de la CBU.

La conversion en devises des recettes d'importation en sum est assujettie à un système de réglementations qui vise à faire en sorte que la transaction d'importation soit équitable et que les conditions du contrat d'importation soient optimales. Le but de ce processus est de voir à ce que les importateurs de produits de qualité inférieure, inutiles, excessivement chers ou importés illégalement n'aient pas accès aux devises vendues aux enchères, soit directement ou par l'intermédiaire d'une banque commerciale ou d'un autre établissement, pour convertir en devises le produit en sum de la vente de ces produits et à ce qu'aient accès rapidement à des devises pour financer leurs transactions les importateurs autorisés dont les transactions et les prix de revente projetés (prix majorés de 10 pour cent au maximum pour les grossistes et de 20 pour cent pour les détaillants) ont été examinés et trouvés équitables par le Ministère des relations économiques extérieures.

En permettant la conversion de sum en devises pour financer les contrats d'importation concernant des biens importants du point de vue de la production et de la technologie, ce processus a aussi pour but d'encourager l'importation d'équipement et de technologie de production modernes qui serviront à la création d'installations de production dans les secteurs prioritaires de l'économie.

Les secteurs prioritaires de l'économie sont: i) la production d'aéronefs et l'industrie automobile; ii) les industries extractives; iii) l'industrie chimique; iv) l'agriculture; v) la production de matériaux d'emballage; vi) la production de matériaux de construction; vii) l'industrie légère; viii) les télécommunications; ix) les transports.

Le principal objectif de la politique monétaire et budgétaire de la CBU est de limiter la croissance du volume de monnaie en circulation. La CBU tente de maintenir la liquidité du système bancaire au niveau nécessaire pour permettre que les paiements soient effectués à temps, et elle recommande également aux personnes morales de régler leurs paiements entre elles (sauf en ce qui concerne la vente au détail de biens de consommation et de services, y compris les voyages et le paiement des salaires) par des virements interbancaires.

iii) Relations avec le Fonds monétaire international

La République d'Ouzbékistan s'est jointe au FMI le 21 septembre 1992. En septembre 1993, un bureau régional du FMI a été ouvert à Tachkent. La mission du FMI est de fournir une assistance technique et de conseiller le gouvernement et la CBU. Le FMI tente d'aider le gouvernement à améliorer ses capacités pour ce qui est de la formulation de la politique monétaire et de la politique de change, de la collecte et de l'analyse de données statistiques, de la supervision des banques et de l'identification des secteurs de l'économie qui manifestent des faiblesses. Le montant de DTS alloué à l'Ouzbékistan a été fixé le 16 avril 1993 à 199 500 000.

Afin d'accroître l'efficacité de la coopération avec la Banque mondiale, le FMI et les autres institutions financières internationales et d'adapter l'action des ministères et des institutions à la mission des organisations financières internationales, un Comité interinstitutionnel de la collaboration avec les institutions financières internationales, opérant en permanence, a été établi en 1994.

Le programme économique du gouvernement pour l'année 1995 a bénéficié d'un premier tirage dans le cadre de la facilité pour la transformation systémique (FTS) du FMI et d'un prêt à l'importation pour le redressement de l'économie de la Banque mondiale.

Pour faciliter davantage l'exécution de ce programme ainsi que pour lutter contre l'inflation et créer les conditions nécessaires à la reprise de la croissance économique, le gouvernement a adopté un programme de stabilisation et de réforme macro-économiques pour la période du 1^{er} octobre 1995 au 31 décembre 1996. Le programme économique du gouvernement pour 1996 a aussi bénéficié d'un deuxième tirage dans le cadre de la FTS et d'un accord de confirmation avec le FMI. Le FMI a loué les mesures importantes prises par l'État en vue de la stabilisation.

En conformité avec la Résolution n° 118 prise par le Conseil des ministres le 18 mars 1998, un groupe de travail mixte a été mis sur pied pour accroître et approfondir la coopération avec le FMI. Le principal objectif de ce groupe est d'élaborer une approche complexe pour ce qui est de l'exécution des mesures visant à libéraliser davantage le régime de change et le commerce extérieur. Ce groupe comprend des représentants du Conseil des ministres, du Ministère des relations économiques extérieures, du Ministère de la macro-économie et de la statistique, de la Banque centrale, du Comité de gestion des biens de l'État et de la Banque nationale pour les activités économiques extérieures ainsi que le Représentant résident du FMI à Tachkent.

d) Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur

Pour mettre en œuvre sa politique d'industrialisation et de modernisation, le gouvernement de la République d'Ouzbékistan a pris des mesures pour encourager activement l'investissement étranger direct, surtout dans certains secteurs prioritaires de l'économie.

C'est ainsi que, pour attirer l'investissement étranger, des modifications ont été apportées de 1992 à 1994 à la Loi de l'impôt sur le revenu des entreprises du 15 février 1991, créant ainsi des avantages et des privilèges fiscaux pour les personnes morales à participation étrangère. Ainsi, selon cette loi, les coentreprises ainsi que leurs filiales et leurs succursales dans lesquelles la participation étrangère est de 30 pour cent ou plus et qui sont spécialisées dans la production de biens de consommation, la machinerie agricole, la production agricole et la transformation des aliments, l'équipement médical, l'industrie légère et le recyclage ou les matériaux de constructions, obtiennent une exonération fiscale temporaire d'au plus deux ans suivant leur inscription. Par ailleurs, une coentreprise à participation étrangère qui investit dans un projet, dont le Programme public d'investissement de la République d'Ouzbékistan, obtient une exonération fiscale temporaire de cinq ans.

Le nouveau Code des impôts procure des avantages additionnels aux personnes morales dans lesquelles la participation étrangère est supérieure à 50 pour cent et qui se spécialisent dans la production de biens de consommation. Le 5 mai 1994, l'Olii Majlis (le Parlement) a édicté la Loi sur l'investissement étranger et les garanties visant à protéger l'activité des investisseurs étrangers (modifiée le 23 septembre 1994 et le 6 mai 1995), qui réitère et, dans certains cas, étend les garanties de protection fournies par les précédentes lois sur l'investissement étranger.

Les garanties sont notamment les suivantes: i) une protection contre l'expropriation, sauf dans des circonstances extraordinaires (catastrophes naturelles, urgences, épidémies et épizootie) et le versement prévu d'indemnités dans le cas de tels événements; ii) le droit de rapatrier les profits; iii) une protection de dix ans contre tout changement législatif ultérieur défavorable, sous réserve de certaines exceptions, notamment lorsqu'il s'agit de changements relatifs à des questions de défense nationale, de sécurité nationale, d'ordre public et de protection environnementale; iv) des dispenses de licences d'exportation et d'importation et des exemptions de droits à l'exportation et à l'importation pour les personnes morales sous contrôle étranger qui exportent leur production et pour les personnes morales sous contrôle étranger qui importent des biens pour combler leurs besoins de production; v) une exonération fiscale sur les biens importés par une personne morale sous contrôle étranger pour combler ses besoins de production et les besoins personnels de ses employés étrangers; et vi) le droit de régler les différends par arbitrage étranger.

En novembre 1996, un décret présidentiel sur les incitations et les privilèges additionnels accordés aux entreprises à participation étrangère (le "Décret MEFI") établissait une catégorie spéciale d'entreprises appelées "entreprises de fabrication à participation étrangère (MEFI)", auxquelles devait être accordé un traitement préférentiel.

Le Décret présidentiel daté du 27 mars 1998 définit les entreprises de fabrication à participation étrangère comme des personnes morales dont le capital est détenu en totalité ou en partie par des ressortissants étrangers. La notion englobe également leurs succursales et coentreprises. Les entreprises de fabrication à participation étrangère sont celles: i) dont le capital apporté s'élève à au moins 150 000 dollars EU; ii) dont l'un des propriétaires au moins est un ressortissant étranger; iii) dans lesquelles la part de l'investissement étranger correspond à au moins 30 pour cent du capital apporté; et iv) qui tirent plus de 60 pour cent de leur revenu total de leur production propre ou de la prestation de services d'entretien à l'égard des produits qu'elles fabriquent.

Ce décret réduit également les avantages offerts aux entreprises qui ne sont pas comprises dans la définition des entreprises de fabrication à participation étrangère; les entreprises à participation étrangère que la définition n'englobe pas et qui ont été créées avant l'adoption du Décret continueront cependant de se voir offrir les avantages fiscaux que leur procuraient les décrets antérieurs, et ce, jusqu'à ce que ces derniers prennent fin.

Depuis le 1^{er} janvier 1997, i) les entreprises de fabrication à participation étrangère qui investissent dans le Programme public d'investissement sont exemptées d'impôt sur le revenu pendant sept ans; ii) les entreprises de fabrication à participation étrangère dont la part de l'investissement étranger dans le capital apporté est supérieure à 50 pour cent bénéficieront d'une réduction de 20 pour cent du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés lorsque le capital apporté se situe entre 300 000 dollars EU et 1 million de dollars EU et de 16 pour cent lorsque le capital apporté s'élève à au moins 1 million de dollars EU; iii) le revenu d'une entreprise de fabrication à participation étrangère qui est réinvesti dans des activités de production est exempté d'impôt; et iv) les entreprises de fabrication à participation étrangère qui se lancent dans la production orientée vers l'exportation et dans la production de biens de substitution aux importations sont exonérées de l'impôt sur le revenu des sociétés:

- pendant les deux années qui suivent le début de la production si la part de l'investissement étranger dans le capital apporté est supérieure à 50 pour cent;
- pendant les cinq années qui suivent le début de la production si plus de 25 pour cent des produits fabriqués sont des articles destinés aux enfants. Dans les années suivantes, le taux de l'impôt sur le revenu correspond à la moitié du taux qui s'applique habituellement.

En vue d'améliorer le travail de coordination qu'exige l'établissement de programmes d'investissement, lesquels visent à provoquer une profonde transformation structurelle de l'économie et la création d'un milieu propice à l'investissement étranger, le Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan a pris une Résolution le 27 décembre 1997 par laquelle il créait un nouveau Département des programmes d'investissement relevant de lui.

Conformément au Décret du Président de la République d'Ouzbékistan sur les actions qui visent à améliorer le mécanisme de mise en œuvre des projets basés sur des investissements étrangers, qui a été promulgué le neuvième jour de février 1998, le Département des programmes d'investissement, sous l'égide du Conseil des ministres, est le seul organe responsable de la mise en application de la politique publique d'investissement qui soit autorisé à contrôler le processus de mise en œuvre des projets basés sur des investissements étrangers. Il doit, à ce titre: i) cerner et analyser les facteurs qui empêchent l'avancement des projets d'investissement à chacune des étapes de leur mise en œuvre et prendre les décisions qui s'imposent pour éliminer ces facteurs; ii) formuler des

propositions pour améliorer le fondement législatif de l'activité d'investissement; iii) éliminer tout obstacle administratif en limitant le nombre de conditions selon lesquelles différentes questions relatives à la mise en œuvre des projets d'investissement sont étudiées.

Conformément au Décret du Président de la République d'Ouzbékistan sur les mesures additionnelles inspirées de la mise en œuvre des projets d'investissement, qui a été promulgué le 19 janvier 1998, et dans le but de procéder aux transformations structurelles de l'économie au moyen de la mise en œuvre des projets d'investissement classés par ordre de priorité, l'équipement technologique importé pour les domaines classés par ordre de priorité et inclus dans le programme d'investissement pour l'année 1998, le projet d'investissement financé par des crédits extérieurs garantis par l'État, les entreprises récemment établies et les entreprises réétablies qui se spécialisent dans la production de produits de base et les investissements étrangers, dans la mesure où ils contribuent au capital autorisé de l'entreprise à participation étrangère, seront exemptés de la taxe sur la valeur ajoutée.

Toutes les lois comportent des articles spéciaux qui garantissent la primauté des lois internationales sur la législation nationale, ce qui garantit de saines relations internationales dans l'exercice du droit.

e) Politique en matière de concurrence

La République d'Ouzbékistan a pour politique de créer les conditions nécessaires à une économie de marché entièrement fonctionnelle qui repose sur le principe d'une concurrence libre et loyale.

L'Ouzbékistan a adopté sa première loi antitrust en 1992 et l'a renforcée en 1994. En février 1995, le gouvernement a adopté une résolution établissant un plan d'action concret pour la démonopolisation d'entreprises importantes dans les secteurs de l'agriculture, du commerce de gros et des transports afin d'éliminer les obstacles à l'entrée d'entreprises privées sur ces marchés.

À l'heure actuelle, la Loi sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des marchandises (la Loi antitrust), qui a été adoptée le 27 décembre 1996, régit la concurrence sur le marché des marchandises de la République d'Ouzbékistan, où les principaux acteurs sont des personnes morales locales et des personnes physiques locales, de même que des entités étrangères et des autorités administratives nationales et locales.

La loi, qui régit l'activité monopolistique et qui interdit le recours à des modes de concurrence déloyaux, est aujourd'hui administrée par l'Organisation antitrust de l'État (SAMO), dont la création a été exigée par la Loi antitrust. L'Organisation antitrust de l'État a remplacé le Comité d'État de la démonopolisation et du développement de la concurrence (SCDDC), qui avait été établi par décret présidentiel le 15 mai 1996.

La SAMO est indépendante d'autres autorités administratives, et ses décisions peuvent faire l'objet d'appels devant les tribunaux.

Comme son prédécesseur, le Comité d'État de la démonopolisation et du développement de la concurrence, elle relève du Ministère des finances et est chargée d'administrer et de faire respecter la législation sur la protection des consommateurs, notamment la Loi sur la protection des droits des consommateurs du 26 avril 1996.

En vertu de la Loi antitrust, qui a été en vigueur jusqu'à la fin de 1996, les producteurs de produits dont la part de marché était d'au moins 35 pour cent étaient considérés comme des monopoles, sauf dans le cas de l'industrie alimentaire, où ce sont les producteurs dont la part de

marché se situait à 20 pour cent ou plus qui étaient considérés comme des monopoles. L'application de ces seuils dans l'économie en transition que constitue actuellement l'Ouzbékistan a fait en sorte que plus de 1 000 entités ont été classées comme des monopoles et plus de 3 000 produits, comme des produits faisant l'objet d'un monopole. En conséquence, en vertu de l'ancienne Loi antitrust, les hausses de prix de ces produits devaient être approuvées par le Comité d'État de la démonopolisation et du développement de la concurrence.

En vertu de la loi actuelle, la SAMO est chargée de créer et de maintenir les conditions assurant le jeu de la concurrence en identifiant les entreprises pouvant être classées parmi les "entreprises dominantes", c'est-à-dire des entreprises qui ont une part dominante du marché pour un produit donné.

Les entreprises dominantes ayant une part de 65 pour cent ou plus du marché pour un produit donné sont systématiquement classées parmi les monopoles et sont sous la tutelle de la SAMO.

Les entreprises dominantes ayant une part égale ou supérieure à 35 pour cent, mais inférieure à 65 pour cent du marché pour un produit donné peuvent être classées parmi les monopoles si une enquête de la SAMO révèle la présence de facteurs justifiant un tel classement.

Dans le cadre de son enquête, celle-ci doit évaluer la stabilité de la part de marché de l'entité concernée, la taille relative des parts dont disposent les compétiteurs, la mesure dans laquelle le marché est ouvert à de nouveaux compétiteurs potentiels et "d'autres critères qui caractérisent le marché concerné". Par suite de l'adoption de ces nouvelles définitions, la SAMO est en voie de réduire sensiblement la liste des entités monopolistes et des produits de monopole.

La nouvelle loi autorise la SAMO à prendre un certain nombre de mesures pour limiter la capacité d'une entreprise dominante à exploiter sa position, dont le droit d'instaurer des dispositifs de contrôle des prix et de la rentabilité et le droit d'exiger d'une entreprise qu'elle renonce aux profits réalisés en violation de la loi. La SAMO est aussi responsable de l'examen et de l'approbation des fusions pouvant mener à la création d'une entreprise dominante.

La Loi antitrust précise que le contrôle de monopoles "naturels" dans certains secteurs spécifiques de l'économie peut être prévu dans d'autres lois.

Les secteurs spécifiques sont: i) l'extraction et la production de pétrole, de gaz à condensat, de gaz naturel et de charbon; ii) le transport de pétrole, de produits pétroliers et de gaz par voie de canalisations principales; iii) la production et le transport d'énergie électrique et d'énergie thermique; iv) le transport ferroviaire; v) les services portuaires et d'aérogare; vi) les services de communication électronique et postale fournis par les services publics; et vii) les services d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées fournis par les services publics.

Le Parlement a donc adopté, le 24 avril 1997 une nouvelle loi régissant expressément les activités des monopoles naturels dans ces secteurs spécifiques, la Loi sur les monopoles naturels.

La nouvelle loi définit le "monopole naturel" comme une entité dont le produit ou le service est, pour des motifs technologiques, fourni de façon plus efficiente par un seul fournisseur et pour lequel la demande est très inélastique par rapport au prix à cause de l'absence de produits ou de services de remplacement.

Selon la Loi sur les monopoles naturels, le Conseil des ministres et la SAMO sont responsables de la réglementation des activités exercées par les monopoles naturels.

Les méthodes suivantes peuvent être appliquées pour la réglementation des monopoles naturels:

- la réglementation des prix par l'établissement de tarifs ou de prix maximums;
- l'identification des consommateurs auxquels il faut fournir des services et/ou la détermination du niveau minimal de services devant être fournis à ces consommateurs dans le cas où il serait impossible de satisfaire immédiatement à la totalité de la demande de marchandises, de travail et de services fournis par des monopoles naturels;
- la concession de licences pour les activités exercées par des monopoles naturels.

Quelque 78 grandes entreprises industrielles, héritées de l'empire soviétique, exercent toujours des activités sur le marché ouzbek. Il est impossible de démembrer et de restructurer ces entités à l'intérieur d'une courte période. Elles exercent leurs activités sous la supervision de la SAMO. C'est dans l'industrie chimique, dans la fabrication de machines et dans les industries extractives que sont concentrées ces entreprises.

3. Commerce extérieur des marchandises et des services: volume et valeur des échanges, exportations et importations, balance du commerce extérieur, structure des échanges, commerce par régions géographiques et dynamique du commerce, données statistiques en la matière et renseignements sur les publications (voir annexe 1)

Dans les six années qui ont suivi l'accession à l'indépendance, la structure des échanges extérieurs de l'Ouzbékistan a radicalement changé. À l'heure actuelle, toutes les entreprises possèdent le droit de vendre leur production sur le marché mondial, bien qu'une partie de la production de certaines marchandises demeure assujettie au système de commandes de l'État. Les prix sur le marché intérieur des marchandises qui font l'objet de commandes de l'État sont établis en fonction des prix en vigueur sur le marché mondial.

Les échanges réalisés par l'Ouzbékistan avec l'étranger se sont considérablement libéralisés depuis que la République a obtenu son indépendance. Des relations commerciales et économiques ont été établies avec plus de 120 pays et elles ne se limitent pas seulement à la coopération avec certaines régions ou certains groupes de pays. La répartition géographique des échanges extérieurs a beaucoup changé et la valeur des échanges avec les pays dont l'économie est très développée s'est multipliée par 1,7, pour se situer à 72 pour cent du volume total.

À partir de 1992, la valeur des échanges commerciaux a quintuplé et, en 1997, elle atteignait environ 9 milliards de dollars EU. La production à forte valeur ajoutée (fabrication d'avions, ingénierie, industrie automobile, industrie légère, industrie chimique et pétrochimie, électronique génératrice d'économies de main-d'œuvre, produits alimentaires, services, etc.) occupe toujours une part croissante de la production destinée à l'exportation au même titre que les marchandises traditionnelles (fibres de coton, énergie, métal ferreux et métal non ferreux).

La valeur totale des investissements étrangers, qui s'élevait à plus de 8 milliards de dollars EU, a permis de procéder à la production de plus de 200 nouveaux produits destinés à l'exportation.

Le solde de la valeur des échanges commerciaux, qui était de plus de 200 millions de dollars EU, a enregistré un excédent dans la première moitié de l'année 1998.

La production à forte valeur ajoutée destinée à l'exportation a très nettement augmenté. Ainsi, la valeur des exportations d'équipements mécaniques, d'équipement électrique et d'automobiles et autres modes de transport s'est respectivement multipliée par 4,5, 2,6 et 1,8. Au total, la valeur des

exportations pour les principaux produits d'exportation a augmenté de plus de 122 millions de dollars EU.

L'application de la politique de rationalisation des importations a permis de réduire la valeur des importations de plus de 700 millions de dollars EU au cours de la première moitié de l'année 1998 par rapport à la même période en 1997. Plus de 70 pour cent des importations sont composées de produits nécessaires à la production manufacturière, notamment des machines et de l'équipement qui ne sont pas fabriqués en Ouzbékistan et qui sont importés pour les besoins de la transformation structurelle de l'économie.

Des statistiques sur les principales importations et exportations ainsi qu'une ventilation du commerce extérieur sont présentées dans les tableaux 1-15 à 1-28 de l'annexe 1.

4. Commerce intérieur des services, y compris valeur et composition des investissements directs étrangers

La part du secteur des services dans le PIB était d'environ 34,6 pour cent en 1995 et de 38,3 pour cent en 1996. En 1996 toujours, la part du secteur des services dans l'emploi total s'élevait à 34 pour cent.

Les principales branches nationales des services sont les suivantes:

- services de traiteur aux entreprises et au grand public;
- éducation;
- transports;
- services de crédit et d'assurance;
- soins de santé et protection sociale.

La plupart des entreprises à participation étrangère sont établies dans le secteur des services de traiteur aux entreprises et au grand public, du tourisme, de la réparation d'équipement, des transports et des communications, de même que dans le secteur de la prestation de services de conseil, de services financiers, de services d'éducation et de services médicaux.

5. Renseignements sur les mouvements financiers en relation avec les nationaux travaillant à l'étranger, envois de fonds, etc.

L'importation de devises par des nationaux qui travaillent à l'étranger ne fait l'objet d'aucune restriction.

6. Renseignements sur la croissance du commerce des marchandises et des services au cours des dernières années et prévisions pour les années à venir

Des données statistiques sur le commerce extérieur des marchandises au cours des quatre dernières années sont présentées dans les tableaux 1-5 à 1-28 de l'annexe 1.

À cause des difficultés qu'a suscité le remplacement de la devise de l'ex-Union soviétique (le rouble) par l'ancienne monnaie temporaire de l'Ouzbékistan (le coupon-sum) puis par la monnaie nationale actuelle de l'Ouzbékistan (le sum), il est compliqué de présenter des données précises sur les échanges réalisés avec l'étranger ces dernières années. Des prévisions sur les niveaux et l'évolution prévus du commerce des marchandises et des services sont en voie d'être établies.

III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

1. Attribution des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire

Suivant la Constitution de la République d'Ouzbékistan, qui énonce l'attachement du pays envers les idéaux que sont la démocratie et la justice sociale, le système de gouvernement se fonde sur la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

a) Pouvoir exécutif

i) *Le Président de la République d'Ouzbékistan*

Le Président est le Chef de l'État et du pouvoir exécutif de la République d'Ouzbékistan.

Il est en même temps Président du Conseil des ministres.

Il est élu au suffrage universel, par scrutin secret, le droit de vote étant conféré sur une base égalitaire et exercé directement. Son mandat est de cinq ans. L'article 90 de la Constitution prévoit que seul un citoyen de la République d'Ouzbékistan âgé d'au moins 35 ans est éligible à ce poste. La Constitution prévoit également qu'une personne ne peut être élue à la présidence pour plus de deux mandats consécutifs.

La Constitution confère un pouvoir étendu au Président, qui est appelé à représenter la République d'Ouzbékistan à l'échelle nationale et dans le cadre de ses relations internationales.

Sur le fondement de la Constitution et des lois de la République d'Ouzbékistan, et aux fins de leur application, le Président prend des décrets, des résolutions et des arrêtés qui ont force obligatoire sur tout le territoire de la République.

Le Président appose sa signature aux lois de la République d'Ouzbékistan. Il peut renvoyer un texte de loi à l'Olii Majlis (le Parlement) pour la tenue de nouveaux débats et d'un autre scrutin, et signifier ses motifs d'opposition. Si le Parlement confirme sa décision initiale à raison des deux tiers des voix, le Président est tenu de signer la loi. Le Président peut suspendre l'application des actes de l'administration et des khokims, ou les annuler.

Le Président choisit les membres de l'exécutif et en dirige les activités, veille à ce que les principaux organes de pouvoir et d'administration de la République interagissent entre eux, crée et abolit des ministères, des comités d'État et d'autres organes d'administration publique de la République d'Ouzbékistan, puis soumet des décrets à l'approbation du Parlement.

Le Président nomme et démet de leurs fonctions le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre principal, les Vice-Premiers Ministres, les membres du Conseil des ministres, le procureur général et ses adjoints, sous réserve de l'approbation du Parlement.

Il est également investi du pouvoir de nommer le président et les membres de la Cour constitutionnelle, de la Cour suprême et de la Cour suprême de commerce, ainsi que le président du conseil de la Banque centrale d'Ouzbékistan et celui du Comité d'État de la protection de la nature, sous réserve de l'approbation du Parlement.

Le Président peut, à son gré et de son seul chef, nommer les juges des cours régionales, municipales, de district et de commerce. Il peut nommer et relever de leurs fonctions les khokims des

provinces et de la ville de Tachkent, sous réserve de l'approbation des représentants compétents des conseils populaires. Il peut également relever de leurs fonctions les khokims des districts et des villes qui violent la Constitution ou les lois ou qui accomplissent des actes attentatoires à l'honneur et à la dignité des khokims.

La Constitution confère également au Président le pouvoir de dissoudre le Parlement.

Dans le domaine des relations internationales, le Président mène des négociations et signe des traités et des accords liant la République d'Ouzbékistan. Il veille au respect des traités et des accords conclus et à l'exécution des obligations contractées par la République, il reçoit les lettres de créance des agents diplomatiques ou autres qui sont accrédités auprès de lui et il nomme et relève de leurs fonctions les agents diplomatiques ou autres de la République d'Ouzbékistan à l'étranger.

ii) *Le Conseil des ministres*

Le Conseil des ministres est la principale institution gouvernementale et le principal organe de l'exécutif. Ses membres sont nommés par le Président de la République d'Ouzbékistan, sous réserve de l'approbation du Parlement.

Il se compose du Premier Ministre et des Vice-Premiers Ministres, ainsi que des dirigeants des ministères, des comités d'État et des organes de gestion économique. En raison de son statut, le Chef de la République de Karakalpakie en fait également partie.

Le Conseil des ministres joue un rôle de premier plan dans le fonctionnement efficace de l'économie et des secteurs social et spirituel, tout comme dans la mise en application des résolutions du Parlement, y compris les lois votées, de même que des décrets, des arrêtés et des résolutions du Président de la République d'Ouzbékistan.

Le Conseil des ministres établit le budget de l'État et le soumet à l'examen du Parlement. Il est également responsable de l'exécution du budget.

Le Conseil des ministres oriente et coordonne les travaux et les activités des ministères, des comités d'État, des administrations publiques et des organes de gestion économique. Il peut par ailleurs déléguer aux ministères, aux comités d'État et aux autres organes d'administration publique le pouvoir de régler certaines questions qui relèvent de sa compétence. Cependant, il lui est loisible de modifier ou d'annuler, s'ils sont contraires à la loi, les actes réglementaires des ministères, des comités d'État ou des autres organes d'administration publique.

Le Conseil des ministres est dissous lors de l'élection d'un nouveau Parlement.

b) *Pouvoir législatif*

L'organe représentatif suprême doté d'un pouvoir législatif au sein de l'État est l'Olii Majlis (le Parlement) de la République d'Ouzbékistan.

L'élection des députés au Parlement a lieu tous les cinq ans au suffrage universel, par circonscription territoriale et sur la base du multipartisme.

Le Parlement de l'Ouzbékistan se compose de 250 députés. Lors des sessions, le quorum est constitué des deux tiers des députés. Les projets de loi sont adoptés à la majorité des voix exprimées par les députés présents. Pour être applicables, les lois et autres actes réglementaires doivent obligatoirement être publiés.

Le Président et les Vice-Présidents du Parlement sont élus parmi les députés au scrutin secret. L'un des Vice-Présidents est un représentant de la République de Karakalpakie, qui est député du Parlement de la République d'Ouzbékistan.

Le Parlement crée des comités et des commissions constitués de ses députés et chargés de la rédaction des lois, de la révision et de la préparation des dossiers qui seront soumis à son examen, ainsi que du contrôle de l'application des lois et des autres résolutions.

Le Parlement a le pouvoir exclusif d'adopter la Constitution et les lois de la République d'Ouzbékistan et d'en proposer la modification, d'établir les paramètres des politiques internes et étrangères de la République et d'adopter des programmes publics stratégiques, de légiférer au sujet des questions liées aux unités administratives et territoriales, d'adopter le budget de l'État de la République d'Ouzbékistan proposé par le Conseil des ministres et d'en surveiller l'exécution, de créer des taxes et autres prélèvements obligatoires, de nommer les juges de la Cour constitutionnelle, de la Cour suprême et de la Cour suprême de commerce de la République d'Ouzbékistan, ainsi que de ratifier et de dénoncer des traités et des accords internationaux.

c) Pouvoir judiciaire

En conformité avec l'article 106 de la Constitution de la République d'Ouzbékistan, le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs législatif et exécutif, des partis politiques et de toute autre association publique.

Le pouvoir judiciaire est constitué de la Cour constitutionnelle de la République d'Ouzbékistan, de la Cour suprême de la République d'Ouzbékistan, de la Cour suprême de commerce de la République d'Ouzbékistan, de la Cour suprême de la République de Karakalpakie et de la Cour de commerce de la République de Karakalpakie, dont les juges sont nommés pour une période de cinq ans. Il englobe également les tribunaux régionaux, municipaux, de commerce, de district et de la ville de Tachkent, dont les juges sont nommés pour la même durée.

La Cour constitutionnelle de la République d'Ouzbékistan est saisie des affaires portant sur la constitutionnalité des actes des pouvoirs législatif et exécutif et elle interprète les dispositions de la Constitution et des lois de la République d'Ouzbékistan.

La Cour suprême de la République d'Ouzbékistan est le plus haut tribunal ayant compétence en matière administrative. Elle est habilitée à surveiller les travaux de la Cour suprême de la République de Karakalpakie, ainsi que des cours provinciales, municipales et de district.

La Cour suprême de commerce ou les tribunaux de commerce exerçant leur compétence en appel, conformément à leurs attributions, tranchent les différends de nature commerciale, notamment ceux qui opposent des entités sous divers régimes de propriété ou des entrepreneurs.

Les cours de justice ont pour mission d'assurer la justice sociale, ainsi que de veiller au respect des garanties et à la protection des droits des citoyens. Dans l'exercice de leurs activités, elles se conforment à la Loi sur les tribunaux adoptée par le Parlement le 2 septembre 1993 (modifiée le 31 août 1995 et le 27 décembre 1996).

Aux termes de l'article 112 de la Constitution de la République d'Ouzbékistan, les juges sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi. Ils ne peuvent appartenir à aucun parti ou mouvement politique ni exercer d'autres fonctions rémunérées.

Un juge ne peut être démis de ses fonctions avant l'expiration de son mandat de cinq ans que pour l'un ou l'autre des motifs prévus dans la Loi sur les tribunaux.

2. Entités gouvernementales responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques affectant le commerce extérieur

La politique relative au commerce extérieur fait partie intégrante de la politique étrangère globale de la République d'Ouzbékistan.

Dans les faits, la politique relative au commerce extérieur est établie et appliquée par le Conseil des ministres avec le concours d'un certain nombre de ministères, et d'organismes et d'organes publics qu'il dirige ou qui lui sont assujettis.

Le rôle principal dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative au commerce extérieur est tenu par le Ministère de la coordination des activités économiques extérieures, qui relève directement du Conseil des ministres, et par le Ministère des relations économiques extérieures.

Le Ministère de la coordination des activités économiques extérieures a pour objectif d'accroître les relations économiques extérieures de la République d'Ouzbékistan et d'en augmenter l'efficacité, de coordonner les travaux des ministères, des organismes, des organes d'État et des organisations de la République, de consolider la collaboration avec les organisations internationales à caractère financier et économique et de créer un climat favorable à l'investissement en Ouzbékistan. En plus de ses autres tâches, le Ministère formule des propositions concernant la politique économique extérieure de la République et l'amélioration du cadre réglementaire de l'activité économique extérieure.

Il incombe au Ministère des relations économiques extérieures d'accroître l'efficacité de ces relations et des activités d'import-export. Ses principales attributions consistent: i) à analyser les marchés internationaux des marchandises et des services et à conclure des accords et traités internationaux en matière de commerce, d'économie et de coopération technique, ii) à établir une stratégie concernant les activités économiques extérieures du pays dans un certain nombre de domaines en particulier, comme la fixation des prix, l'importation, l'exportation, la promotion des produits, et le matériel et l'information scientifiques et techniques, iii) à réglementer l'activité économique extérieure des entreprises commerciales, à capitaux privés ou publics et iv) à décentraliser les opérations d'import-export.

Les attributions du Ministère liées à la négociation d'accords commerciaux ont été substantiellement modifiées à la fin de 1994. Auparavant, le Ministère était responsable des exportations et des importations centralisées, de même que du contrôle de la politique relative au commerce extérieur par l'application d'un régime de licences. À la suite de la diminution du nombre de marchandises devant faire l'objet d'une licence, le Ministère s'est consacré principalement à l'établissement de stratégies commerciales et d'un régime de commerce en Ouzbékistan, à la rédaction de réglementations commerciales, à la surveillance des prix à l'exportation et à l'importation, et à l'accomplissement du travail de préparation ou de coordination aux fins de l'accession à l'OMC et à d'autres organisations internationales.

Les prix à l'exportation et à l'importation sont surveillés de telle sorte que les marchandises ne soient pas exportées à des prix inférieurs aux prix mondiaux ni importées à des prix supérieurs aux prix mondiaux.

3. Partage des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements sous-centraux

i) Administration publique régionale

Au niveau régional, les autorités gouvernementales de la République d'Ouzbékistan s'acquittent de leurs fonctions par l'entremise de 14 administrations publiques qui relèvent directement

du Conseil des ministres: celle de la République de Karakalpakie, celle de Tachkent et celle de chacune des provinces (oblasts).

Les administrations publiques régionales sont toutes dotées d'un certain nombre d'unités ayant une compétence régionale à l'égard de certaines questions (par exemple une unité agro-industrielle, une unité économique).

Chacune des unités relève de l'administration publique régionale dont elle fait partie et d'un ministère compétent. Dans la mesure où les administrations publiques régionales sont assujetties au Conseil des ministres et où toutes les unités des administrations relèvent de ministères compétents, la politique gouvernementale applicable au commerce des marchandises et des services à l'échelon régional est principalement déterminée par l'État central.

Les chefs des administrations publiques régionales dans les provinces et à Tachkent, les "khokims" (préfets), sont nommés et relevés de leurs fonctions par le Président, sous réserve de l'approbation de l'assemblée provinciale ou municipale ayant compétence - en l'occurrence des membres du Conseil populaire (ou, dans la République de Karakalpakie, du "Jokargi Kenges", l'organe représentatif suprême de cette République). Les khokims régionaux et celui de Tachkent sont à la tête des pouvoirs exécutif et législatif dans leurs territoires respectifs.

À l'échelon inférieur, on retrouve les administrations publiques de district. La République de Karakalpakie, les provinces et la ville de Tachkent sont subdivisées en districts. Les khokims des provinces et celui de Tachkent nomment et relèvent de leurs fonctions les khokims des districts assujettis à leur compétence, sous réserve de l'approbation des membres du Conseil populaire municipal ou de district.

ii) Khokimiats des villes et des districts

Selon la Constitution de la République d'Ouzbékistan, les autorités représentatives des districts et des villes (sauf les villes relevant de la compétence de districts ou les districts d'une ville) sont les membres des Conseils populaires dirigés par les khokims, qui règlent les questions ressortissant à leur compétence au mieux des intérêts de l'État et des citoyens.

Les khokims des districts et des villes sont à la tête des pouvoirs exécutif et législatif dans leurs territoires respectifs.

Le mandat des khokims et des membres des Conseils populaires est de cinq ans.

Les autorités représentatives sont élues au suffrage universel, le droit de vote étant reconnu également à tout citoyen de la République d'Ouzbékistan âgé de 18 ans ou plus et exercé directement.

Voici ce qui ressortit à la compétence des autorités régionales:

- l'observation de la loi, son application et la sécurité des citoyens;
- le développement économique, social et culturel du territoire;
- l'établissement et l'exécution des budgets régionaux, l'imposition de taxes et de redevances au palier régional et la constitution de fonds extrabudgétaires;
- la gestion des installations publiques;
- la protection de l'environnement;

- l'inscription des actes de l'état civil;
- l'adoption d'actes réglementaires et d'autres textes officiels qui ne sont pas incompatibles avec la Constitution et les lois de la République d'Ouzbékistan.

iii) *La République de Karakalpakie*

La République de Karakalpakie jouit de la souveraineté à l'intérieur de la République d'Ouzbékistan. Elle est dotée de sa propre Constitution, qui ne peut être incompatible avec celle de la République d'Ouzbékistan, de même que de son propre Conseil des ministres.

4. Éventuels programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire

Le Parlement publie l'ordre du jour de ses sessions un mois à l'avance.

Voici la liste des lois relatives au commerce et à l'économie qui ont été adoptées aux sessions du printemps (25 et 26 avril), de l'été (29 et 30 août) et de l'hiver 1997 (25 au 27 décembre) et du printemps 1998 (30 avril et 1^{er} mai) du Parlement:

- Code des douanes de la République d'Ouzbékistan
- Code de procédure civile de la République d'Ouzbékistan
- Code de procédure commerciale de la République d'Ouzbékistan
- Code des impôts de la République d'Ouzbékistan
- Code pénal de la République d'Ouzbékistan
- Code foncier de la République d'Ouzbékistan
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur le tarif douanier
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur les monopoles naturels
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur les garanties et le libre accès à l'information
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur les regroupements de producteurs de produits de base et d'entrepreneurs
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur la rédaction des instruments juridiques
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur l'utilisation rationnelle de l'énergie
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur les médicaments et les activités pharmaceutiques
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur la géodésie et la cartographie
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur le transport municipal de passagers
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur la qualité et la sécurité des produits alimentaires

- Loi de la République d'Ouzbékistan sur l'amélioration de la situation des entreprises agricoles
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur la protection et l'utilisation de la flore
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur la protection et l'utilisation de la faune
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur les mass media
- Loi sur l'investissement étranger
- Loi sur les garanties et les mesures visant à protéger les droits des investisseurs étrangers
- Loi sur les coopératives agricoles (shirkats)
- Loi sur les fermes paysannes
- Loi sur les fermes
- Loi sur les services douaniers de l'État
- Loi de la République d'Ouzbékistan sur les services fiscaux de l'État
- Loi sur le nantissement

5. Lois et instruments juridiques

Les lois et les instruments juridiques qui régissent l'activité économique et le commerce extérieur des marchandises et des services à l'étranger sont énumérés à l'annexe 2.

6. Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs, le cas échéant

a) Procédure judiciaire

Une société étrangère peut s'adresser à la cour de commerce (arbitrage) en exerçant les mêmes droits qu'une société nationale. Elle joint à sa demande les documents (copies de lettres, etc.) qui appuient ses prétentions.

La procédure judiciaire se déroule en langue ouzbek ou dans la langue dont les parties conviennent, ou les deux. Le public est admis à l'audience, sauf lorsque le huis clos est ordonné, ce qui ne peut se produire que dans les circonstances expressément prévues dans la loi (par exemple, l'affaire se rapporte à des secrets d'État ou des secrets commerciaux).

Le montant réclamé et l'emplacement des parties déterminent la nature de l'instance, et celle-ci se déroule conformément au Code de procédure commerciale de la République d'Ouzbékistan.

Les différends sont entendus et tranchés par un seul juge de la cour de commerce ayant une compétence principale à leur égard. Les parties peuvent régler le différend à tout moment avant le prononcé de la décision. Le cas échéant, la cour entérine les conditions du règlement et met fin à l'affaire.

La décision de la cour de commerce devient exécutoire le trente et unième jour qui suit son prononcé. Dans l'intervalle, l'une ou l'autre des parties peut en appeler de la décision devant le même tribunal. En cas d'appel, l'affaire est examinée par une formation de la cour d'arbitrage composée d'au moins trois juges. Le recours ne suspend toutefois pas l'application de la décision.

Une fois le jugement devenu exécutoire, l'une ou l'autre des parties peut, dans les 30 jours qui suivent, interjeter appel de la décision devant la Cour suprême de commerce. Cette dernière peut alors, à la demande d'une partie, suspendre l'application de la décision.

Signalons qu'une cour de commerce peut, dans les cas qui s'y prêtent, appliquer le droit étranger. En outre, tout recours supplémentaire prévu dans une convention internationale peut être exercé.

b) Procédure d'arbitrage

L'investisseur étranger qui a conclu un accord en ce sens avec l'autre partie peut soumettre un différend à l'arbitrage. Les parties peuvent recourir à l'arbitrage en République d'Ouzbékistan ou ailleurs. Les tribunaux d'Ouzbékistan assurent l'exécution des sentences arbitrales.

La République d'Ouzbékistan est signataire de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958).

Les tribunaux d'Ouzbékistan doivent donc veiller à l'exécution de clauses contractuelles lorsque les parties ont convenu de soumettre un différend à l'arbitrage international et de se conformer à la sentence arbitrale rendue, à la condition que l'exécution de celle-ci ne soit pas contraire à l'intérêt public ou à la loi en République d'Ouzbékistan.

La République d'Ouzbékistan est également partie à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements, de sorte que ses tribunaux peuvent exécuter les décisions rendues en application de cet accord.

c) Procédure administrative

Pour en appeler de la décision d'un organisme public ou d'un ministère, il faut d'abord s'adresser à l'instance supérieure de l'organisme ou du ministère en cause. Il peut ensuite être interjeté appel devant un tribunal compétent.

Les décisions de nature administrative sont rendues conformément aux principes établis dans le Code de la responsabilité administrative de la République d'Ouzbékistan du 22 septembre 1994.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation

Pour se livrer à des échanges avec l'étranger ou à d'autres activités économiques, une entreprise (organisation) doit, une fois inscrite auprès de l'État et figurant dans le Registre d'État des entreprises, s'inscrire auprès du Ministère des relations économiques extérieures.

Toute personne morale, à l'exception des organisations non commerciales, peut s'inscrire auprès du Ministère des relations économiques extérieures à titre d'entité participant aux relations économiques extérieures.

Pour inscrire une entreprise et la faire figurer dans le Registre des entités participant aux relations économiques extérieures, le demandeur doit se présenter en personne. Pour les entreprises à participation étrangère, le délai d'inscription est de trois jours ouvrables à partir de la date de présentation de leur demande auprès du Ministère des relations économiques extérieures; pour toute autre organisation, ce délai est de cinq jours ouvrables. L'inscription d'une entreprise (organisation) comme entité participant aux relations économiques extérieures doit être renouvelée tous les ans. Des droits équivalant à cinq fois le salaire minimum sont exigés pour l'inscription. En juillet 1998, cette somme s'élevait à 5 500 sum (environ 60 dollars EU).

i) Enregistrement des contrats d'importation

Selon la Résolution n° 137 prise le 31 mars 1998 par le Conseil des ministres, le Ministère des relations économiques extérieures, le Ministère des finances et le Comité d'État des douanes ont adopté la Directive n° 424 sur la procédure d'enregistrement des contrats d'importation au Ministère des relations économiques extérieures.

Les contrats doivent être enregistrés dans les dix jours ouvrables suivant la date où le Ministère des relations économiques extérieures reçoit la demande d'enregistrement.

L'enregistrement a principalement pour but de protéger les intérêts de l'État et les intérêts des entreprises ouzbeks dans le cadre d'opérations d'importation, de protéger les consommateurs contre la fabrication de produits de mauvaise qualité et de simplifier les opérations de change.

Approuvées le 8 avril 1998 par le Ministère de la justice en vertu de la Directive n° 424, les Procédures d'enregistrement des contrats d'importation au Ministère des relations économiques extérieures font état des motifs pouvant être invoqués pour refuser d'approuver une demande d'enregistrement, notamment dans le cas de non-conformité aux normes du droit commercial international ou d'une loi en vigueur de la République d'Ouzbékistan, ou dans le cas de l'importation de technologies, d'équipement ou d'autres biens nuisibles à l'environnement.

Le rejet d'une demande d'enregistrement de contrat doit être justifié et la décision doit être présentée par écrit au déposant. Ce dernier peut en appeler d'une décision déraisonnable.

Selon le Décret sur les mesures additionnelles de simplification des opérations d'importation, qui a été promulgué le 8 février 1998 par le Président de la République d'Ouzbékistan, seuls les contrats d'importation d'entités économiques ne possédant pas de devises doivent être enregistrés au Ministère des relations économiques extérieures.

La procédure d'enregistrement des contrats d'importation est régulièrement assouplie.

- b) Caractéristiques du tarif national (en communiquer la version la plus récente), nomenclature du tarif douanier (SH), types de droits, description générale de la structure du tarif douanier, niveau moyen pondéré des droits pour les principaux groupes du tarif douanier, application des taux de droits NPF, préférences tarifaires

i) Tarif douanier applicable aux importations

Pour libéraliser encore plus les activités économiques extérieures et pour améliorer la réglementation sur les opérations d'exportation et d'importation, le Président a instauré, dans son Décret n° UP-1871 du 10 octobre 1997, de nouveaux taux de droits de douane sur les importations entrant en vigueur le 1^{er} novembre 1997. Le Décret présidentiel a établi un taux minimal de 3 pour cent pour les droits de douane applicables à tous les produits importés (travail et services), à

l'exception des produits figurant à l'annexe 1 de la Résolution n° 80 sur les mesures de réglementation tarifaire, qui a été prise le 24 février 1998 par le Conseil des ministres.

Selon la Résolution n° 137 sur les mesures additionnelles de libéralisation des activités de commerce extérieur en République d'Ouzbékistan, qui a été prise le 31 mars 1998 par le Conseil des ministres, les taux susmentionnés sont les taux applicables à la nation la plus favorisée (traitement NPF). Les taux de droit pour les pays auxquels le traitement NPF ne s'applique pas correspondent au double du taux NPF.

La liste des taux de droit applicables aux marchandises (travail et services) et le code correspondant dans la Nomenclature des marchandises relevant de l'activité économique extérieure a été approuvée par le Conseil des ministres dans la Résolution n° 80 sur les mesures de réglementation tarifaire, qui a été prise le 24 février 1998 (les mesures sont reproduites à l'annexe 10 du présent aide-mémoire).

La Loi sur le tarif douanier, qui a été adoptée le 29 août 1997 par le Parlement et qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1998, établit les types de taux de droits de douane suivants:

- le taux *ad valorem*, qui est un pourcentage de la valeur en douane des marchandises;
- le taux spécifique, qui est un droit fixe par unité de marchandise imposable;
- le taux combiné, qui est une combinaison des deux types de taux précités.

Selon la Loi sur le tarif douanier, les niveaux supérieurs des taux de droits applicables aux importations de marchandises qui proviennent de pays auxquels la République d'Ouzbékistan accorde le traitement de la nation la plus favorisée devaient être établis par l'assemblée législative.

Les importations de marchandises en provenance du territoire douanier des pays ayant signé les Accords sur les zones de libre-échange (voir la partie VII du présent aide-mémoire) ne sont pas visées par les droits de douane applicables aux importations. Les pays en question sont ceux figurant sur la liste dont l'enregistrement a été approuvé le 8 avril 1998 par le Ministère de la justice dans sa Directive n° 429. Ce régime s'applique aux échanges réalisés avec l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldova, la Russie, l'Ukraine et le Tadjikistan.

ii) *Traitement de la nation la plus favorisée*

La liste des pays auxquels la République d'Ouzbékistan accorde le traitement NPF a été approuvée par le Ministère de la justice le 8 avril 1998 dans sa Directive n° 426. Les pays sont les suivants:

1. Autriche	10. Irlande	19. Pakistan	28. République tchèque
2. Belgique	11. Espagne	20. Portugal	29. Suisse
3. Royaume-Uni	12. Italie	21. Pologne	30. Suède
4. Hongrie	13. République de Corée	22. Roumanie	31. Estonie
5. Viet Nam	14. Chine	23. Slovaquie	32. Japon
6. Allemagne	15. Lettonie	24. États-Unis	33. Malaisie
7. Grèce	16. Lituanie	25. Turquie	34. Jordanie
8. Danemark	17. Luxembourg	26. Finlande	35. Arabie saoudite
9. Inde	18. Pays-Bas	27. France	

iii) Nomenclature du tarif douanier

L'Ouzbékistan applique la Nomenclature des marchandises relevant de l'activité économique extérieure qui a été établie à partir du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) et de la Nomenclature combinée de l'Union européenne.

Tous les codes des marchandises se composent de neuf chiffres décimaux:

- les chiffres de 1 à 6 correspondent à la position des catégories de marchandises dans le Système harmonisé;
- les chiffres 7 et 8 correspondent à la position des marchandises dans la Nomenclature combinée de l'Union européenne;
- les chiffres 9 et 0 désignent les marchandises traditionnelles de la Nomenclature des marchandises relevant de l'activité économique extérieure.

iv) Niveau moyen pondéré des droits à l'importation

Selon le régime tarifaire en vigueur, le taux moyen pondéré des droits d'importation applicables à toutes les importations s'élevait, en 1998, à environ 5,0 pour cent.

v) Préférences tarifaires

La République d'Ouzbékistan n'applique pas le système de préférences tarifaires utilisé par l'OMC.

c) Contingents tarifaires, exemptions de droits

La République d'Ouzbékistan n'impose aucun contingent tarifaire.

Conformément à la Résolution n° 137 sur les mesures additionnelles de libéralisation des activités de commerce extérieur en République d'Ouzbékistan, qui a été prise le 31 mars 1998 par le Conseil des ministres, aucun droit de douane n'est perçu sur les marchandises suivantes:

- i) les marchandises fournies en vertu d'accords intergouvernementaux ou d'accords de crédit qui ont été signés au nom du gouvernement ouzbek ou en fonction des garanties qu'il a données;
- ii) les marchandises importées de pays avec lesquels l'Ouzbékistan a signé des accords de libre-échange;
- iii) les marchandises importées en puisant dans les fonds budgétaires conformément aux résolutions prises par le gouvernement ouzbek;
- iv) les marchandises importées par des personnes morales étrangères qui effectuent un investissement étranger direct de plus de 50 millions de dollars EU dans l'économie du pays, à condition qu'elles aient été produites par ces dernières.

Selon les procédures établies, les importations introduites dans le territoire douanier de la République d'Ouzbékistan et les exportations en provenance de ce territoire sont exemptées des droits de douane dans les cas suivants:

- si les marchandises sont destinées à servir d'éléments pour des expositions, de la publicité ou des exposés;
- s'il s'agit de matières premières ou autres, ou de composants importés (ou exportés) destinés à subir un traitement industriel ou à servir à la fabrication de produits qui seront exportés (ou importés).

Aux termes de l'article 12 de la Loi de la République d'Ouzbékistan sur l'investissement étranger, qui a été adoptée le 30 avril 1998, les biens importés à des fins de production ou pour les besoins personnels du personnel étranger d'entreprises à participation étrangère sont soustraits à l'application des droits de douane.

Conformément à l'article 33 de la Loi sur le tarif douanier, les éléments suivants sont soustraits à l'application des droits de douane:

- les véhicules de transport utilisés pour le transport, à l'échelon mondial, de fret, de bagages et de voyageurs, ainsi que les moyens logistiques, le carburant, les aliments et les autres biens requis pour le transport régulier en transit et pour les escales, et les biens acquis à l'étranger lors d'une situation d'urgence (par exemple, lorsqu'un tel véhicule de transport tombe en panne);
- la monnaie nationale de la République d'Ouzbékistan, les devises étrangères (sauf pour la numismatique) et les titres, conformément à la loi;
- les moyens logistiques, le carburant, les aliments et les autres biens acheminés à l'extérieur du territoire douanier pour assurer la bonne marche des navires de la République d'Ouzbékistan, des navires loués par des personnes morales ou des personnes physiques de la République d'Ouzbékistan, des navires de pêche, ou les produits de la pêche introduits dans le territoire douanier de la République d'Ouzbékistan;
- les marchandises devant être transférées à l'État dans les cas spécifiés par la loi;
- les marchandises introduites dans le territoire douanier ou acheminées à l'extérieur de celui-ci, pour des raisons officielles ou personnelles, par des représentants de pays étrangers ou des personnes physiques qui sont autorisés à importer de tels objets en franchise de droits, conformément à la loi ou aux traités internationaux que la République d'Ouzbékistan a signés;
- les marchandises introduites dans le territoire douanier de la République d'Ouzbékistan ou acheminées à l'extérieur de celui-ci pour une opération d'aide humanitaire, une aide financière ou une œuvre de bienfaisance à laquelle participent les États concernés et des organisations internationales; il peut s'agir d'une aide technique, de l'élimination des conséquences de situations d'urgence ou de catastrophes naturelles, ou d'ouvrages scolaires pour l'enseignement gratuit, des centres préscolaires ou des établissements de soins médicaux;
- les marchandises en transit qui franchissent le contrôle douanier du territoire douanier et qui sont destinées à des pays tiers;
- les marchandises avec lesquelles des personnes physiques franchissent les services frontaliers des douanes et qui ne sont pas destinées à des activités manufacturières ou commerciales, conformément à la loi.

d) Autres droits et impositions, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus

i) *Redevances douanières/impositions*

D'après le nouveau Code des douanes de la République d'Ouzbékistan, qui a été adopté le 29 août 1997 par le Parlement, les redevances suivantes sont perçues pour: i) les formalités douanières; ii) les services douaniers; et iii) la délivrance de certificats de la douane.

Ces redevances sont identiques à celles déjà prévues dans le Décret n° 218 sur les taux des redevances douanières pour les formalités douanières, les services douaniers et la délivrance de certificats de la douane, qui a été pris le 31 décembre 1994 par le Comité d'État des impôts. Ces taux sont exposés dans les tableaux suivants:

Tableau IV-1: Taux des redevances pour les formalités douanières

	Types de formalités douanières associés à	Taux (pourcentage du prix facturé des marchandises)
1.	Activités d'exportation/d'importation	0,15
2.	Marchandises destinées à des expositions et autres marchandises importées et exportées temporairement	0,15
3.	Approvisionnement de céréales, de sucre et d'équipement pour des unités industrielles qui sont en voie d'être construites ou d'être modernisées	0,05

Tableau IV-2: Taux des redevances pour les services douaniers

	Types de services douaniers	Taux (en proportion du salaire mensuel minimum)
1.	Instructions fournies à un expert au moment de la déclaration de marchandises	3
2.	Recours à un agent des douanes pour remplir des formalités douanières à l'extérieur du poste des douanes, notamment pour des marchandises soumises au contrôle de la douane sur les lieux des entreprises et des organisations qui entreposent ces marchandises, par heure-personne:	
	- pendant les heures de travail (9-18 heures))	0,1
	- en dehors des heures de travail (18-9 heures), les samedis, les dimanches et les jours de congé	0,2
3.	Traitement de fret destiné à des expositions, par heure-personne:	
	- pendant les heures de travail	0,2
	- en dehors des heures de travail (18-9 heures)), les samedis, les dimanches et les jours de congé	0,4
4.	Délivrance d'un certificat autorisant l'immatriculation ou le renouvellement de l'immatriculation de véhicules de transport introduits par des citoyens en République d'Ouzbékistan, dont:	
	- les voitures	3
	- les camions, les camionnettes, les autobus	4
	- les moyens de transport non mus par moteur (remorques, semi-remorques, chalets d'été et autres)	2
	- motocyclettes, scooters et vélomoteurs	1,2

	Types de services douaniers	Taux (en proportion du salaire mensuel minimum)
5.	Délivrance de certificats d'importation et d'exportation de marchandises par écrit, copies de déclarations, registre des stocks de marchandises, des devises étrangères et d'autres données	0,3
6.	Inspection d'un camion: - avec fret - vide	0,2 0,1
7.	Inspection d'un autobus	0,2
8.	Inspection d'une voiture	0,2

Tableau IV-3: Taux des redevances pour la délivrance de certificats de la douane

	Types de certificats	Taux (en proportion du salaire mensuel minimum)
1.	Délivrance d'un certificat de qualification à un expert au moment de la déclaration de marchandises	5
2.	Délivrance d'un certificat autorisant la déclaration à titre de courtier de marchandises sur une base contractuelle	25
3.	Délivrance d'un certificat autorisant l'ouverture d'une boutique hors taxes	50
4.	Délivrance d'un certificat autorisant l'établissement d'un entrepôt en douane ayant une superficie totale: - d'au plus 500 mètres carrés - d'au plus 1 000 mètres carrés - supérieure à 1 000 mètres carrés	50 60 70
5.	Délivrance d'un permis pour la transformation de marchandises étrangères importées temporairement (matières premières)	10

Le produit est versé dans les comptes des services relevant du Comité d'État des douanes et sert au développement de ces derniers.

Selon le paragraphe 2 du Décret n° 218 susmentionné, les marchandises pour lesquelles les formalités douanières sont soustraites à l'application de redevances sont les suivantes:

- i) les marchandises à destination ou en provenance de la République d'Ouzbékistan dont la valeur totale est inférieure à dix fois le salaire minimum;
- ii) les marchandises à destination ou en provenance de la République d'Ouzbékistan qui sont fournies à titre d'aide humanitaire;
- iii) les munitions militaires importées ou exportées par le Ministère de la défense, par la Sécurité nationale ou par le Ministère de l'intérieur de la République d'Ouzbékistan;
- iv) les marchandises devant servir à des fins officielles aux missions diplomatiques de pays étrangers, ou à des organisations ou associations internationales qui jouissent de privilèges douaniers en République d'Ouzbékistan.

- e) Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

i) *Contingents*

La République d'Ouzbékistan n'impose aucun contingent d'importation.

ii) *Prohibitions à l'importation*

L'annexe n° 5 du Décret présidentiel n° UP-1871 du 10 octobre 1997 contient la liste des articles qu'il est interdit d'importer en République d'Ouzbékistan. La liste comprend les publications, les manuscrits, les timbres, les dessins, les photos, les films, les négatifs, les productions vidéo et audio, les électrophones, les enregistrements et les disques qui visent: i) à nuire à l'État et à l'ordre public; ii) à violer l'intégrité territoriale de la République, ou sa souveraineté politique ou étatique; iii) à exercer de la propagande, à provoquer la guerre, le terrorisme ou la violence; iv) à établir une supériorité ethnique, ou v) à nourrir la haine et le racisme sous toutes ses formes (antisémitisme, fascisme), ou à faire la promotion de matériel pornographique.

Selon la Résolution gouvernementale n° 213, qui est datée du 15 mai 1998, il est interdit de laisser entrer et de faire passer en transit de l'alcool éthylique.

f) Procédures en matière de licences d'importation

Les procédures de licences d'importation en vigueur en République d'Ouzbékistan sont décrites à l'annexe 3 du présent aide-mémoire.

g) Autres mesures à la frontière

La Résolution n° 95 sur les mesures visant à améliorer le contrôle de l'utilisation des devises étrangères pour les activités de commerce extérieur, qui a été prise le 13 mars 1997 par le Conseil des ministres (et les modifications apportées le 14 août 1996, le 1^{er} novembre 1996, le 21 novembre 1996 et le 24 février 1998), exige l'enregistrement des "passeports d'activités d'importation" (document décrivant un contrat d'importation et ses modalités et devant être signé par un importateur, un directeur de banque et un agent des douanes).

Selon cette résolution, les banques sont autorisées à effectuer des paiements anticipés dont le montant ne doit pas dépasser 15 pour cent de la valeur du contrat. Le reste du montant du contrat est payé au moment où l'importateur remet à la banque la déclaration en douane qui atteste le dédouanement des marchandises.

h) Évaluation en douane

La Loi de la République d'Ouzbékistan sur le tarif douanier renferme des dispositions sur le calcul de la valeur en douane. Selon cette loi, les taux des droits de douane sont, depuis le 1^{er} janvier 1998, calculés en fonction de la valeur en douane des marchandises (travail, services).

Selon la législation douanière, la valeur en douane est utilisée pour la perception des taux de droit *ad valorem*, des redevances douanières, de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits d'accise. L'État a besoin de la valeur en douane pour produire des statistiques sur le commerce extérieur et pour prendre d'autres mesures de réglementation commerciale.

Pour toute information supplémentaire, on se reportera à l'annexe 4 du présent aide-mémoire.

i) Autres formalités douanières

Pour faciliter le dédouanement du fret exporté ou importé, les autorités douanières doivent, conformément à la réglementation en vigueur, recevoir les certificats, les factures, le contrat et la déclaration en douane du fret.

Les agents des douanes ont le droit d'exiger les documents d'origine à partir desquels la déclaration a été remplie, si les données présentées soulèvent des questions ou des doutes.

j) Inspection avant expédition

Pour garantir la qualité des produits de consommation, des produits alimentaires, de la machinerie, de l'équipement et des technologies importés, le Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan a adopté, le 3 décembre 1997, la Résolution n° 534 sur les mesures à prendre pour un examen par un expert indépendant, des contrats et pour l'inspection avant expédition des marchandises importées. Cette résolution dispose que les contrats doivent être examinés par un cabinet de consultants indépendant, lequel vérifie la qualité, la quantité et le prix des marchandises importées ainsi que les autres modalités du contrat et inspecte les marchandises avant qu'elles ne soient expédiées.

Le cabinet de consultants indépendant, qui doit être accrédité par le Comité d'État de la normalisation (Uzgosstandard), lequel relève du Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan, doit examiner les contrats d'importation et inspecter les marchandises importées avant leur expédition conformément aux exigences de la Fédération internationale des services d'inspection et selon la procédure convenue et approuvée au niveau international par la Chambre internationale de commerce, les normes de garantie des exportateurs et l'Accord sur l'inspection avant expédition du GATT/de l'OMC.

Les entités économiques de l'Ouzbékistan qui se livrent à l'importation de marchandises peuvent, à leur discrétion, confier l'examen des contrats et l'inspection avant expédition à un cabinet de consultants.

Il n'y a pas lieu de procéder à l'inspection avant expédition dans le cas:

- de l'importation de marchandises sous contrat d'une valeur totale d'au plus 50 000 dollars;
- de l'importation de marchandises spécifiques sous licence accordée par le Ministère des relations économiques extérieures de la République d'Ouzbékistan.

k) Application de taxes intérieures aux importations

i) *Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)*

Conformément au Code des impôts de la République d'Ouzbékistan, une taxe sur la valeur ajoutée de 20 pour cent est appliquée aux marchandises (travail et services) importées dans la République d'Ouzbékistan. Une taxe sur la valeur ajoutée de 10 pour cent est également appliquée à quatre types de produits alimentaires (farine, pain, viande et lait).

La taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux marchandises importées doit être payée avant ou pendant les formalités douanières.

La liste des marchandises qui sont soustraites à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée figure à l'article 71 du Code des impôts. Selon le Décret du Président de la République d'Ouzbékistan

du 19 janvier 1998, l'équipement technologique importé est exempté de la taxe sur la valeur ajoutée s'il est:

- destiné à la réalisation de projets prioritaires prévus dans le cadre du programme d'investissement de 1998;
- destiné à la mise en œuvre de projets d'investissement financés par des emprunts contractés à l'étranger et garantis par l'État;
- destiné à des entreprises qui sont en voie d'être fondées ou modernisées ou qui se spécialisent dans la fabrication de produits de consommation;
- importé par des investisseurs étrangers à titre de contribution au capital exigé en vertu de la loi dans le cas des entreprises à participation étrangère.

ii) *Droits d'accise*

Conformément à l'article 82 du Code des impôts, la liste des marchandises assujetties aux droits d'accise est établie par le Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan.

Les taux des droits d'accise et la liste des marchandises assujetties aux droits d'accise applicables à l'importation, à l'exportation et à la production destinée à la consommation intérieure figurent à l'annexe 9 du présent aide-mémoire.

Le taux des droits d'accise appliqués aux marchandises importées qui y sont assujetties est fonction de leur valeur en douane, laquelle est déterminée conformément à la législation douanière.

Les droits d'accise appliqués aux marchandises importées doivent être payés avant ou pendant les formalités douanières.

1) *Règles d'origine*

Les articles 24 à 31 de la Loi de la République d'Ouzbékistan sur le tarif douanier, qui a été adoptée le 29 août 1997, définissent les règles d'origine des marchandises. Ces règles d'origine sont dans l'ensemble conformes à celles qui se trouvent dans l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine.

La Loi sur le tarif douanier a établi des règles d'origine fondées sur les critères internationaux relatifs à deux catégories principales de marchandises: i) les marchandises entièrement produites dans un seul pays auquel est attribuée l'origine des marchandises ou ii) les marchandises qui ont subi une "ouvraison suffisante", ou les marchandises fabriquées, transformées ou assemblées dans un pays et dont certaines des composantes provenaient d'au moins un autre pays.

La première catégorie couvre principalement les produits naturels, comme les animaux vivants, les plantes et les minéraux, tandis que la seconde catégorie englobe les produits fabriqués dans un seul pays, mais dont certaines des composantes proviennent d'ailleurs.

Dans le cas de la seconde catégorie, le critère d'"ouvraison suffisante" est appliqué pour déterminer le pays d'origine, notamment:

- si la modification apportée à l'un des quatre premiers chiffres de la position tarifaire (code des marchandises selon la Nomenclature des marchandises relevant de l'activité économique extérieure) était attribuable à l'ouvraison des marchandises (ou à

l'utilisation d'une composante ou de composantes importées de l'étranger pour la production des marchandises finales);

- si les opérations manufacturières ou technologiques étaient suffisantes ou non pour déterminer que les marchandises proviennent du pays où ces opérations ont eu lieu;
- la règle du pourcentage *ad valorem* - modification de la valeur des marchandises (si un pourcentage important de la valeur a été ajouté à la valeur des marchandises finales dans le pays où elles ont été produites).

Pour confirmer l'origine de marchandises, les autorités douanières de l'Ouzbékistan exigent la présentation du certificat d'origine reconnu à l'échelle internationale.

m) Régime antidumping

L'article 9 de la Loi du 29 août 1997 sur le tarif douanier autorise l'application de droits antidumping aux marchandises qui sont importées dans le territoire douanier de l'Ouzbékistan à des prix inférieurs au coût primaire auquel reviennent ces marchandises à l'exportateur dans le pays exportateur, si ces importations causent ou sont susceptibles de causer un préjudice grave aux producteurs ouzbeks de marchandises similaires ou concurrentes, ou si elles empêchent la production ou l'augmentation de la production de marchandises similaires en République d'Ouzbékistan.

L'application de droits antidumping doit être précédée d'une enquête menée à l'initiative des services douaniers, conformément à la Loi de la République d'Ouzbékistan. La décision d'appliquer des droits antidumping devrait reposer sur l'évaluation de données quantitatives. Les taux de ces droits sont établis par le Conseil des ministres, après examen de chaque cas. Les taux doivent être déterminés à partir des prix dumping et du préjudice grave constaté au cours d'une enquête.

La République d'Ouzbékistan n'a jamais encore imposé de droits antidumping.

Le gouvernement de la République d'Ouzbékistan procède actuellement à la rédaction d'une Loi sur les droits antidumping conformément aux règles de l'OMC.

n) Régime des droits compensateurs

L'article 10 de la Loi du 29 août 1997 sur le tarif douanier prévoit l'application de droits compensateurs aux marchandises qui sont importées dans le territoire douanier de la République d'Ouzbékistan et dont la fabrication ou l'exportation a été directement ou indirectement subventionnée, si ces importations causent ou sont susceptibles de causer un préjudice grave aux producteurs ouzbeks de marchandises similaires ou concurrentes, ou si elles empêchent la production ou l'augmentation de la production de marchandises similaires en République d'Ouzbékistan.

Les règles de procédure relatives à l'application de droits compensateurs sont les mêmes que celles qui concernent les droits antidumping.

La République d'Ouzbékistan n'a jamais encore imposé de droits compensateurs.

Le gouvernement de la République d'Ouzbékistan procède actuellement à la rédaction d'une Loi sur les droits compensateurs conformément aux règles de l'OMC.

o) Régime des sauvegardes

L'article 8 de la Loi du 29 août 1997 sur le tarif douanier prévoit l'application de droits spéciaux (mesures de sauvegarde). Ces droits spéciaux sont envisagés lorsque des marchandises sont

importées dans des quantités ou à des conditions telles qu'elles causent ou sont susceptibles de causer un préjudice grave aux producteurs ouzbeks de marchandises similaires ou concurrentes; ou en réaction contre un acte discriminatoire ou tout autre acte commis par un autre pays ou ses alliés, s'il en est de l'intérêt de la République d'Ouzbékistan.

Le gouvernement de la République d'Ouzbékistan procède actuellement à la rédaction d'une Loi sur les mesures de sauvegarde conformément aux règles de l'OMC.

Rétorsion

La Loi du 29 août 1997 sur le tarif douanier autorise l'application de droits spéciaux à titre de mesure de rétorsion contre des actes discriminatoires commis par un autre pays ou des pays alliés à l'endroit de la République d'Ouzbékistan. Cette loi autorise également l'application de droits à titre de mesure de rétorsion contre toute action menée par un pays ou des pays alliés à l'endroit de la République d'Ouzbékistan.

La République d'Ouzbékistan n'a jamais encore appliqué de tels droits.

2. Réglementation des exportations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation

Pour se livrer à des échanges avec l'étranger ou à d'autres activités économiques extérieures, une entreprise (organisation) doit, une fois inscrite auprès de l'État et figurant dans le Registre d'État des entreprises, s'inscrire auprès du Ministère des relations économiques extérieures.

Toute personne morale, à l'exception des organisations non commerciales, peut s'inscrire auprès du Ministère des relations économiques extérieures à titre d'entité participant aux relations économiques extérieures. Pour inscrire une entreprise et la faire figurer dans le Registre des entités participant aux relations économiques extérieures, le demandeur doit se présenter en personne.

Pour les entreprises à participation étrangère, le délai d'inscription est de trois jours ouvrables à partir de la date de réception de leur demande. Pour les autres organisations, ce délai est de cinq jours ouvrables.

L'inscription d'une entreprise (organisation) à titre d'entité participant aux relations économiques extérieures doit être renouvelée tous les ans.

Des droits équivalant à cinq fois le salaire minimum sont exigés pour l'inscription. En juin 1998, cette somme s'élevait à 5 500 sum (environ 60 dollars EU).

b) Nomenclature du tarif douanier, types de droits, taux de droit, moyenne pondérée des taux

Conformément au Décret présidentiel n° UP-1871 sur les mesures additionnelles visant à favoriser l'exportation de marchandises (travail, services), qui a été promulgué le 10 octobre 1997, les droits de douane sur les exportations de tous les types de marchandises (travail, services) ont été abolis le 1^{er} novembre 1997.

c) Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

i) *Description générale du régime, champ d'application et objectifs*

Les licences et les contingents d'exportation de marchandises (travail, services), hormis quelques exceptions (voir ci-dessous), ont été abolis le 1^{er} novembre 1997.

d) Procédures en matière de licences d'exportation

Conformément au Décret présidentiel sur les mesures additionnelles visant à favoriser l'exportation de marchandises (travail, services), qui a été promulgué le 10 octobre 1997, les prescriptions en matière de licences d'exportation ont été abolies le 1^{er} novembre 1997, sauf pour certaines marchandises figurant au tableau IV-4.

Tableau IV-4: Liste des marchandises dont l'exportation et l'importation nécessitent une licence du Ministère des relations économiques extérieures, d'après les directives du Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan

Brève description des marchandises	Position, selon la Nomenclature des marchandises relevant de l'activité économique extérieure
Armes et munitions militaires, éléments spéciaux pour leur production	8526 (uniquement pour des fins militaires), 8710, 8802 (sauf 8802 11 100, 8802 12 100, 8802 20 100, 8802 30 100, 8802 40 100), 8803 100 (sauf 8803 10 100, 8803 20 100, 8803 30 100, 8803 90 910), 8805 (sauf 8805 20 100), 8906 00 100, 9013 10, 9013 20, 9013 80, 9014, 9301, 9302, 9305 (uniquement pour les armes de combat), 9306 (sauf 9306 10, 9306 29 100, 9306 29 200, 9306 29 400, 9306 30 910, 9306 30 930)
Métaux précieux, alliages, ouvrages en ces matières, minerais, concentrés, débris et déchets de métaux précieux, pierres précieuses naturelles et ouvrages en ces matières, déchets connexes, poudres et appareils de récupération de pierres précieuses naturelles, perles et ouvrages en ces matières, ambre et ouvrages en ces matières	2843, 3006 40 (uniquement à partir de métaux précieux), 7106-7115, 7118 (uniquement à partir de métaux précieux) 9003 19 100, 9021 29 100, 9101, 9111 10 000, 9113 10 000, 9608 10 300, 9608 39 100, 9705 (uniquement les pièces fabriquées à partir de pierres précieuses), 7116 (uniquement à partir de perles et de pierres précieuses naturelles), 9602 (ambre traité et ouvrages en cette matière)
Uranium et autres matières radioactives, ouvrages en ces matières, déchets de matières radioactives	2612 (uniquement les concentrés d'uranium), 2844, 2845
Instruments et équipement faisant appel à des matières radioactives	8401

L'annexe 2 de la Résolution n° 137 prise le 31 mars 1998 par le Conseil des ministres contient la liste des marchandises (travail et services) dont l'exportation et l'importation requièrent l'approbation des organismes autorisés de la République d'Ouzbékistan (tableau IV-5).

Tableau IV-5: Liste des marchandises (travail et services) dont l'exportation et l'importation exigent l'approbation des organismes autorisés de la République d'Ouzbékistan

N°	Brève description	Organismes habilités à délivrer un permis
1.	Activités professionnelles de citoyens de la République d'Ouzbékistan qui travaillent à l'étranger et de citoyens étrangers qui travaillent en République d'Ouzbékistan	Ministère du travail
2.	Importations de productions cinématographiques, vidéo et audio	Ministère de la culture
3.	Exportation de travaux (recherches), de savoir-faire et d'inventions scientifiques	Comité d'État de la science et la technologie
4.	Investissement à l'étranger	Ministère des relations économiques extérieures
5.	Transport international	Ministère des relations économiques extérieures
6.	Exportations d'œuvres d'art	Ministère de la culture
7.	Exportations d'animaux et de plantes inscrits dans le Livre Rouge de la République d'Ouzbékistan	Comité d'État de la protection de la nature

i) Prohibitions

L'annexe 6 du Décret présidentiel n° UP-871 du 10 octobre 1997 contient la liste des articles qu'il est interdit de faire passer en transit par le territoire de la République d'Ouzbékistan. La liste englobe: 1) les armes, les munitions et le matériel militaire; 2) les aéronefs, ainsi que les pièces, les instruments et l'équipement d'aéronefs; 3) les machines-outils et la machinerie pour la fabrication d'armes, de munitions et d'aéronefs; 4) les explosifs; 5) les poisons puissants; et 6) les articles dont l'importation est interdite en République d'Ouzbékistan. Le Ministère des relations économiques extérieures peut, en concertation avec le Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan, autoriser le transit des marchandises susmentionnées. Selon la Résolution n° 213 du 15 mai 1998, il est interdit de faire passer de l'alcool éthylique en transit par le territoire de la République d'Ouzbékistan.

L'annexe 4 du Décret présidentiel n° UP-1871 du 10 octobre 1997 contient la liste des marchandises et des produits dont l'exportation est interdite. Cette liste se trouve au tableau 1 de l'annexe 11 du présent aide-mémoire.

Les procédures en matière de licences d'exportation pour les marchandises susmentionnées sont similaires aux procédures en matière de licences d'importation qui sont décrites à l'annexe 3 du présent aide-mémoire.

- e) Autres mesures, par exemple prix minimaux à l'exportation, autolimitations des exportations et arrangements de commercialisation ordonnée

i) Prix minimaux à l'exportation

La République d'Ouzbékistan n'applique aucun régime de prix minimaux à l'exportation. Le Ministère des relations économiques extérieures examine cependant les contrats d'exportation de matières premières (comme le coton, les métaux ferreux et les métaux non ferreux) pour voir si les prix à l'exportation qui y sont contenus sont conformes aux prix mondiaux.

ii) *Droits d'accise applicables aux exportations*

Certaines marchandises sont assujetties à un droit d'accise lorsqu'elles sont exportées de la République d'Ouzbékistan. La liste de ces marchandises et les taux applicables figurent à l'annexe 9 du présent aide-mémoire.

Aux termes de l'article 80 du Code des impôts (qui est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998), les marchandises normalement assujetties à des droits d'accise en sont exemptées lorsqu'elles sont exportées, sauf s'il s'agit de marchandises (travail, services) vendues à des pays qui prélèvent des droits d'accise sur les marchandises (travail, services) qu'ils exportent vers la République d'Ouzbékistan.

f) *Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations*

Conformément au Décret présidentiel du 18 février 1997, la société nationale d'assurance, "Uzbekinvest", fondée en avril 1994, a été transformée en société nationale d'assurance à l'exportation et à l'importation, notamment d'assurance de crédits à l'exportation. Aux termes du paragraphe 2 de ce décret, la société Uzbekinvest a principalement pour activité: i) d'assurer les exportateurs nationaux contre les risques politiques ou commerciaux et ii) de garantir les crédits à l'exportation. Le Décret précise également que le Ministère des finances s'engage à satisfaire les obligations de la République d'Ouzbékistan en cas de défaillance de celle-ci.

En vertu du nouveau Code des impôts, les nouvelles entreprises manufacturières à participation étrangère qui fabriquent des marchandises orientées vers l'exportation et des marchandises de remplacement des importations sont temporairement exemptées de l'impôt sur le revenu (bénéfices):

- pendant les cinq années qui suivent le début de la production, si plus de 25 pour cent de la production se compose d'articles pour enfants. Par la suite, le taux applicable correspond à la moitié du taux en vigueur;
- pendant les deux années qui suivent le début de la production, si la participation étrangère dans le capital de la société exigé en vertu de la loi est de 50 pour cent ou plus.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est nul pour les marchandises exportées (travail et services), sauf s'il s'agit de marchandises (travail, services) vendues à des pays qui prélèvent une taxe sur la valeur ajoutée sur les marchandises (travail, services) qu'ils exportent vers la République d'Ouzbékistan.⁴

Conformément au Code des impôts, les marchandises normalement assujetties à des droits d'accise en sont exemptées lorsqu'elles sont exportées, sauf s'il s'agit de marchandises (travail, services) vendues à des pays qui prélèvent des droits d'accise sur les marchandises (travail, services) qu'ils exportent vers la République d'Ouzbékistan.

Conformément au Décret présidentiel n° UP-1871 sur les mesures additionnelles visant à favoriser l'exportation de marchandises (travail, services), qui a été promulgué le 10 octobre 1997, les privilèges et préférences qui suivent sont accordés depuis le 1^{er} novembre 1997 aux entreprises qui exportent des marchandises (travail, services) qu'elles ont elles-mêmes fabriquées et pour lesquelles elles sont payées dans une devise librement convertible:

⁴ C'est-à-dire les pays de la Communauté des États indépendants.

- le droit d'exporter des marchandises qu'elles ont elles-mêmes fabriquées sans qu'elles aient obtenu un paiement anticipé ni l'ouverture d'une lettre de crédit garantie par une banque autorisée et correspondant à la période de réception du produit de la vente en devise précisée dans la loi en vigueur;
- lorsque la part des marchandises exportées correspond à au moins 30 pour cent du chiffre d'affaires total, le taux de l'impôt sur les bénéfices est de la moitié du taux en vigueur;
- depuis le 1^{er} janvier 1998, les entreprises qui exportent des marchandises qu'elles ont elles-mêmes fabriquées vers des pays de la CEI et pour lesquelles elles sont payées dans une devise librement convertible sont exemptées des droits d'accise et de la taxe sur la valeur ajoutée, sauf indication contraire dans les accords internationaux.

Ces privilèges et préférences ne sont accordés ni aux organisations professionnelles et intermédiaires ni aux entreprises manufacturières qui exportent des matières premières (voir l'annexe 11 du présent aide-mémoire).

g) Prescriptions en matière de résultats à l'exportation

La République d'Ouzbékistan n'a pas de prescriptions particulières en matière de résultats à l'exportation. Elle dispose cependant de quelques programmes de promotion des exportations (voir les sections 3 d), 3 f) et 3 g) de la partie IV et la section 2 b) de la partie II).

h) Systèmes de ristourne de droits à l'importation

En vertu du nouveau Code des douanes de la République d'Ouzbékistan, le remboursement des droits de douane versés sur des marchandises importées est accordé lorsque ces dernières sont destinées à être transformées. Pour que les droits de douane soient remboursés, les marchandises doivent être transformées dans un délai donné, et les marchandises transformées doivent être réexportées dans les deux ans suivant la date d'importation de leurs composants essentiels.

Le Code des douanes prévoit aussi la possibilité d'obtenir une exemption des droits et des taxes à verser sur les marchandises déclarées comme étant des marchandises destinées à la réexportation, à condition que ces dernières soient réellement réexportées dans les six mois suivant leur importation. Si les marchandises ne sont pas réexportées dans les six mois prescrits, elles sont assujetties aux droits, aux taxes et aux intérêts. Le remboursement des droits et des taxes peut être accordé si: 1) les marchandises sont réexportées aux mêmes conditions que celles qui s'appliquaient lorsqu'elles ont été importées, 2) les marchandises sont réexportées dans les deux ans suivant leur importation et 3) les marchandises réexportées n'ont pas été utilisées à des fins lucratives.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

a) Politique industrielle

Le programme à mi-parcours d'ajustement structurel de l'industrie pour la période allant de 1996 à l'an 2000 a les quatre grands objectifs suivants:

- appuyer les producteurs performants et compétitifs, et supprimer graduellement la production obsolète à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé;
- veiller à utiliser les ressources de façon efficace, à garder les meilleurs éléments scientifiques et techniques et à supprimer les distorsions structurelles;

- aider les entreprises à s'adapter aux exigences de l'économie de marché; et
- développer de façon ciblée les relations économiques extérieures.

La politique structurelle pour la période allant de 1996 à l'an 2000 vise essentiellement à appuyer les activités de production les plus rentables, à réorganiser et réorienter les entreprises inefficaces et les capacités excessives tant dans le secteur public que dans le secteur privé, à moderniser la technologie dans toutes les branches d'activité, à introduire des technologies qui permettent d'importantes économies de ressources, et à améliorer la qualité des marchandises et donc à accroître leur compétitivité.

Le gouvernement a élaboré une politique et une stratégie générales en vue de créer une vaste économie de marché, d'attirer l'investissement étranger et de techniciser tous les secteurs de l'économie afin d'accélérer le passage à l'économie de marché et la privatisation des entreprises d'État.

- b) Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations (voir l'annexe 5)

Les normes et les prescriptions en matière de certification de la République d'Ouzbékistan ne visent pas à créer des obstacles techniques au commerce.

Ces normes et prescriptions en matière de certification ont pour but: i) de garantir la sécurité et/ou la qualité des marchandises, du travail et des services; ii) de protéger l'environnement et la santé, la vie, le milieu de travail et les biens des citoyens, de même que d'assurer la sécurité au travail; iii) d'uniformiser la mesure quantitative, la compatibilité technologique et l'interchangeabilité des produits; et iv) de préserver tous les types de ressources.

L'annexe 5 du présent aide-mémoire décrit en détail les lois et les procédures relatives aux dispositions, aux normes et aux prescriptions de certification qui ont trait aux obstacles techniques.

- c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris mesures prises à l'égard des importations

La politique du gouvernement ouzbek en matière d'élaboration et d'application des normes sanitaires vise à protéger la vie et la santé des personnes, des animaux et des plantes, plutôt qu'à créer des obstacles techniques au commerce des marchandises en provenance de l'étranger ou à protéger les producteurs nationaux.

Conformément à la Loi du 3 juillet 1992 sur le contrôle sanitaire exercé par l'État, les experts du Ministère de la santé effectuent des examens en vue de la certification sanitaire de nombreuses marchandises importées (produits alimentaires, matières premières, médicaments, produits chimiques et minéraux). Ces marchandises doivent respecter les normes médicales et biologiques n° 0065-96. Si elles ne satisfont pas à ces normes, les marchandises ne peuvent pas être importées en République d'Ouzbékistan et, de ce fait, être utilisées.

L'organisation et la mise en œuvre des mesures de contrôle vétérinaires reposent sur la Loi de la République d'Ouzbékistan sur les services vétérinaires, qui a été adoptée le 3 septembre 1993 (modifiée le 6 mai 1995 et le 25 avril 1997), et sur d'autres instruments juridiques fondés sur cette loi.

La législation sur les services vétérinaires définit les principaux objectifs de ces services, leur système de gestion, les pouvoirs des inspecteurs vétérinaires de l'État, les droits et les obligations des propriétaires de bétail et de produits du bétail, la procédure à suivre pour imposer ou lever la quarantaine dans le cas de maladies contagieuses qui frappent le bétail, et autres questions organisationnelles et légales relatives aux services vétérinaires.

Le Département des services vétérinaires de l'État du Ministère de l'agriculture et de ressources en eau gère le réseau des services vétérinaires. Ses divisions régissent le transport transfrontières et intérieur des animaux.

Le Département des services vétérinaires de l'État évalue la situation en matière d'épizootie en République d'Ouzbékistan et exerce un contrôle pour empêcher l'entrée de maladies infectieuses des animaux sur le territoire de la République d'Ouzbékistan, en adoptant les mesures nécessaires pour contrôler l'achat, le transport, l'exportation et l'importation de bétail et de produits du bétail, de fourrage, de suppléments au fourrage et d'autres produits utilisés en agriculture. Ce service exige que les personnes morales et les personnes physiques en République d'Ouzbékistan prennent des mesures de prévention et d'élimination des maladies transmissibles et diffusent l'information utile pour reconnaître les maladies qui frappent les animaux.

Les importations de viandes et de produits de la viande ne font l'objet d'aucune restriction. Cependant, depuis le 3 avril 1996, l'importation de viande, de produits laitiers et d'animaux vivants en provenance du Royaume-Uni est frappée d'une interdiction temporaire à cause de la maladie des bovins. L'importation de produits carnés et laitiers en provenance d'autres pays est autorisée à condition que leur origine ait été certifiée.

Le Service d'inspection relative à la quarantaine phytosanitaire, qui relève du Ministère de l'agriculture et des ressources en eau, exerce un contrôle sur l'importation et l'exportation des végétaux et applique un régime uniforme de quarantaine phytosanitaire. En fonction des prescriptions relatives à la quarantaine phytosanitaire, le Service d'inspection voit à l'application de différentes mesures gouvernementales, sociales et autres destinées à protéger les végétaux et à prévenir la propagation de maladies.

d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce

La République d'Ouzbékistan n'applique aucune mesure concernant les investissements et liées au commerce (MIC) qui aille à l'encontre des dispositions du paragraphe 4 de l'article III ou du paragraphe 1 de l'article XI du GATT de 1994.

Il en a été ainsi déterminé à la lumière de la liste exemplative des MIC incompatibles qui est annexée à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

e) Pratiques en matière de commerce d'État (voir l'annexe 6)

La République d'Ouzbékistan a démantelé une grande partie du système de commerce d'État qu'elle avait hérité de l'ex-Union soviétique.

Les produits suivants relèvent toujours, dans une certaine mesure, du commerce d'État: le coton, les céréales, les métaux ferreux et les métaux non ferreux, le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Le régime de commerce de ces marchandises est décrit à l'annexe 6 du présent aide-mémoire.

f) Zones franches

La Loi de la République d'Ouzbékistan sur les zones d'activité économique libre, qui a été adoptée le 25 avril 1996, prévoit la création de zones de libre-échange qui peuvent consister en des entrepôts de consignation, en des zones franches et en des zones réservées au traitement, à l'emballage, au triage et à l'entreposage de marchandises. Aucune zone de ce genre n'a encore été créée.

Le Code des douanes comporte des dispositions sur la création de zones franches et d'entrepôts francs où la production et toute autre opération commerciale peuvent être effectuées, à l'exception de la vente au détail. Ce n'est qu'au moment où les marchandises sont introduites dans le territoire douanier de l'Ouzbékistan que les droits de douane et les taxes applicables aux marchandises qui sont introduites dans les zones et les entrepôts francs ou qui en sortent sont perçus et que les restrictions économiques sont mises en œuvre.

g) Zones d'activité économique libre

La Loi du 25 avril 1996 sur les zones d'activité économique libre prévoit la création de zones d'activité économique libre. Aucune zone de ce genre n'a cependant encore été créée.

h) Politiques environnementales liées au commerce

Le Comité d'État de la protection de la nature est un organisme public autorisé à exercer un contrôle environnemental en vue d'une utilisation efficace des ressources naturelles de la République d'Ouzbékistan.

Aux termes de l'article 89 du Code de la responsabilité administrative de la République d'Ouzbékistan, qui a été adopté le 22 septembre 1994, les organes relevant du Comité d'État de la protection de la nature sont chargés d'exercer un contrôle sur l'exécution des règles de transport et d'entreposage, sur l'application de mesures de protection des végétaux et sur l'utilisation de produits destinés à stimuler la croissance des plantes, et sur l'emploi de produits de fertilisation minérale et d'autres produits chimiques et préparations susceptibles de contaminer le sol, l'eau ou l'air atmosphérique ou de détruire la flore et la faune.

i) Réglementations spéciales relatives aux mélanges de composants de différentes marchandises, selon leur origine

En République d'Ouzbékistan, il n'existe aucune prescription ou réglementation concernant les mélanges. L'Ouzbékistan n'applique par ailleurs aucune prescription relative à la teneur en produits nationaux.

j) Commerce de compensation et de troc prescrit par le gouvernement

La République d'Ouzbékistan ne dispose d'aucun système de commerce de compensation et de troc prescrit par le gouvernement.

Les arrangements en matière de commerce de compensation et de troc sont autorisés en Ouzbékistan sous réserve de certaines conditions.

Chaque contrat de troc doit prévoir, d'une part, la livraison des marchandises importées ou la présentation d'une garantie bancaire pour les marchandises exportées de l'Ouzbékistan et, d'autre part, la vente sur le marché hors cote de la République d'Ouzbékistan d'une partie de la devise librement convertible reçue une fois la transaction terminée. Peu fréquentes en réalité, les opérations de troc servent essentiellement à satisfaire les besoins de l'État.

k) Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays

Hormis les quelques exceptions quantitatives contenues dans l'Accord sur les textiles et les vêtements qu'elle a conclu avec l'Union européenne (voir la section 5 a) ci-dessous), la République d'Ouzbékistan n'a contracté aucun autre accord renfermant des dispositions qui nécessiteraient ou conduiraient à une répartition des contingents par pays.

- l) Pratiques en matière de marchés publics, y compris régime juridique général et procédures pour les appels d'offres, le traitement des soumissions et les adjudications

Conformément à la Résolution n° 397 sur l'amélioration du système d'acquisition de produits alimentaires de base pour les besoins de l'État, qui a été prise le 14 août 1997 par le Conseil des ministres, le Ministère des finances détermine, en fonction de la demande estimée (population, niveaux types de consommation et moyenne pondérée des prix du marché), les limites maximales du financement des marchés pour chaque type de produits alimentaires nécessaires pour l'année à venir et en informe directement les ministères et départements compétents, le Conseil des ministres de la République de Karakalpakie, les préfectures (khokimyat) régionales et celle de la ville de Tachkent.

L'acquisition de produits alimentaires de base dont l'État a besoin fait généralement l'objet d'un appel d'offres.

Ces types d'achats s'effectuent par l'adjudication de marchés directement aux producteurs ouzbeks de marchandises ou dans des foires ou encore par le lancement d'appels d'offres par l'Association de sociétés par actions de la République pour la vente en gros et le commerce des marchandises, "Uzulgurjibirjasavdo". En pareil cas, les marchés peuvent être signés au moment de la réception du consentement (au sujet des prix) du Ministère des finances ou de l'un de ses organes locaux.

Les achats de produits d'importation se font uniquement par appel d'offres. Les appels d'offres se déroulent selon la procédure établie par le Conseil des ministres.

La Commission de la République pour la coordination des appels d'offres en vue de l'acquisition des principaux produits alimentaires dont l'État a besoin a été établie en République d'Ouzbékistan pour le lancement des appels d'offres et la présélection des soumissionnaires.

Division spéciale autonome du Ministère des relations économiques extérieures, l'Office des marchés publics ("Uzbektenderconsulting") est le principal organisme responsable du lancement des appels d'offres, de la présélection des fournisseurs et de l'évaluation des soumissions par des experts.

En fonction des demandes des clients approuvées par le Ministère des finances, l'"Uzbektenderconsulting" lance un appel d'offres dans les principaux médias, au plus tard 20 jours avant la date de soumission. Toute organisation, sans égard à son régime de propriété, qui souhaite présenter une soumission obtient, moyennant certains frais calculés à partir du barème établi par la Commission, des directives sur la façon de préparer et de présenter les soumissions, les conditions de base des marchés et la liste des documents devant être fournis par les fournisseurs et d'autres documents devant accompagner les soumissions.

Aux termes de la clause 10 de la Résolution n° 397 prise par le Conseil des ministres, le projet de loi de la République d'Ouzbékistan sur les marchés publics a été élaboré.

- m) Réglementation du commerce en transit

Les marchandises en transit doivent être déclarées aux autorités douanières de l'Ouzbékistan au moment de leur arrivée, et, une fois dédouanées, elles peuvent être déplacées à l'intérieur du territoire douanier de la République d'Ouzbékistan uniquement selon un itinéraire établi par les services douaniers. Les marchandises en transit ne sont frappées ni de droits de douane ni de taxes.

Lorsque les marchandises sont classées comme étant "en transit", elles doivent rester en l'état, exception faite de la dépréciation naturelle, et ne pas servir à des fins commerciales. Ces

marchandises doivent être transportées jusqu'à destination selon l'itinéraire établi par les services douaniers de l'Ouzbékistan.

Si les marchandises ne sont pas déclarées aux services douaniers de l'Ouzbékistan une fois qu'elles ont été dédouanées, le transporteur doit acquitter la totalité des droits et des taxes du fait qu'elles ont été mises en libre circulation (une amende administrative peut aussi être infligée au transporteur), à moins qu'il ne soit prouvé qu'elles ont été exportées, détruites ou perdues à la suite d'un accident ou d'un cas de force majeure.

L'annexe 6 du Décret présidentiel n° UP-1871 sur les mesures additionnelles visant à favoriser les exportations de marchandises (travail et services), qui a été promulgué le 10 octobre 1997, contient la liste des marchandises qu'il est interdit de faire passer en transit par le territoire de la République d'Ouzbékistan (voir la section 2 de la présente partie). Il peut être permis de faire passer ces marchandises en transit si le Ministère des relations économiques extérieures l'approuve et le Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan donne son approbation. Selon la Résolution n° 213, qui a été prise le 15 mai 1998 par le Conseil des ministres, il est interdit de faire passer de l'alcool éthylique en transit par le territoire douanier de la République d'Ouzbékistan.

Le paiement des droits applicables aux marchandises assujetties aux droits d'accise qui traversent le territoire douanier de la République d'Ouzbékistan s'effectue dans un compte de dépôt du Comité d'État des douanes. Une fois que ces marchandises sont sorties du territoire de la République d'Ouzbékistan, les droits acquittés par le payeur lui sont remboursés. Le transit d'alcool et de tabacs par le territoire de la République d'Ouzbékistan doit se faire sous escorte douanière moyennant le versement de 200 écus.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

- a) Importations - à savoir description complète des types de protection à la frontière maintenus: droits de douane et/ou toute autre mesure à la frontière

L'importation de produits agricoles ne nécessite pas de licence. Les entreprises ouzbeks qui souhaitent importer des produits agricoles de l'étranger en vue de les vendre doivent d'abord s'inscrire auprès du Ministère des relations économiques extérieures comme entités participant aux activités économiques extérieures au même titre que les importateurs d'autres marchandises (voir la section 2 c) de la partie II et section 1 de la présente partie).

Comme il est mentionné à l'annexe 5 du présent aide-mémoire, l'importation en Ouzbékistan d'une vaste gamme de produits agricoles et de produits alimentaires visés par la Résolution n° 409 sur l'approbation de la liste des marchandises assujetties à la certification obligatoire, sur les procédures de certification et sur le transport des marchandises dont il faut certifier qu'elles peuvent en toute sécurité entrer dans le territoire de la République d'Ouzbékistan et en sortir, laquelle a été prise le 12 août 1994 par le Conseil des ministres, peut être autorisée par les services douaniers uniquement sur présentation d'un certificat délivré par un organisme autorisé et dans lequel il est dit que les marchandises sont conformes aux normes applicables ou aux exigences technologiques. Les importations de produits alimentaires et de produits agricoles sont assujetties à des droits à l'importation dont le taux se situe entre 3 et 30 pour cent.

- b) Exportations - à savoir description des mesures de subvention à l'exportation en vigueur ainsi que dépenses budgétaires et, le cas échéant, recettes sacrifiées au titre de chacune de ces mesures

Comme il est mentionné à la section 2 f) de la présente partie, l'Ouzbékistan accorde certains privilèges et certaines exonérations fiscales aux entreprises manufacturières à participation étrangère qui exportent des marchandises qu'elles ont elles-mêmes fabriquées.

L'exportation de certains produits agricoles s'effectue par l'intermédiaire des sociétés d'État et des sociétés par actions dont il est question à l'annexe 6 du présent aide-mémoire.

c) Prohibitions et restrictions à l'exportation

Voir la description à la section 2 c) de la présente partie.

d) Crédits à l'exportation, garanties de crédit à l'exportation ou programmes d'assurance

Voir la section 2 f) de la présente partie.

e) Politiques internes - à savoir description des mesures de soutien interne en vigueur ainsi que dépenses budgétaires et, le cas échéant, recettes sacrifiées au titre de chacune de ces mesures

Les politiques agricoles du gouvernement ont principalement pour objectif de garantir la stabilité et la croissance des approvisionnements agricoles sur le marché intérieur. Conformément à sa politique, le gouvernement procède à la diversification de la production agricole. Il n'a cependant pas l'intention de fournir un soutien financier direct au secteur agricole. Les réformes du secteur agricole visent à éliminer, dans un proche avenir, le versement des subventions actuellement accordées aux entreprises de ce secteur et aux agriculteurs dans le cadre du programme de soutien financier direct de l'État.

5. Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs

a) Régime des textiles

Les importations d'articles textiles sont assujetties à des droits de douane, dont le taux se situe entre 3 et 30 pour cent.

Les entreprises de textiles de la République d'Ouzbékistan traitent 150 000 tonnes de coton brut et produisent 124 200 tonnes de fils et 550 millions de mètres de tissus et de tissus non tissés, ainsi que de coton hydrophyle utilisé en médecine et dans d'autres secteurs. Elles fabriquent également du fil de soie, des tissus et une vaste gamme de vêtements et de tapis.

La République d'Ouzbékistan et l'Union européenne ont signé le 9 juin 1993 l'Accord sur les textiles et les vêtements (l'Accord de l'Union européenne sur les textiles), qui imposait un contingent sur les articles textiles en provenance de l'Ouzbékistan et exportés à destination de l'Union européenne. L'Accord a été en vigueur de 1993 à 1995. Au titre de cet accord, l'Union européenne a institué un contingent sur les échanges de tissus de coton avec l'Ouzbékistan. Ce contingent, de 2 861 tonnes en 1995, limitait les perspectives d'exportation de la République d'Ouzbékistan.

En décembre 1995, un nouvel accord a été signé qui prévoyait l'imposition des contingents suivants sur les textiles de l'Ouzbékistan: en 1996, 6 400 tonnes; en 1997, 6 624 tonnes; en 1998, 6 856 tonnes; en 1999, 7 096 tonnes.

Les contrats pour l'exportation d'articles textiles vers l'Union européenne qui sont assujettis à des contingents aux termes de l'Accord sur les textiles et les vêtements conclu avec les pays de l'Union européenne doivent être enregistrés auprès du Ministère des relations économiques extérieures, ainsi que l'exige la Résolution n° 343 prise le 24 août 1995 par le Conseil des ministres. La période de validité de l'Accord sur les textiles et les vêtements conclu avec l'Union européenne prend fin le 31 décembre 1998 (l'Accord sera reconduit jusqu'au 31 décembre 1999).

b) Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs importants

La République d'Ouzbékistan a une politique de promotion des exportations qui, dans l'ensemble, influe sur le commerce extérieur. Les principales marchandises auxquelles s'applique cette politique sont le pétrole et les produits de consommation.

V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Généralités

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

Depuis l'accession du pays à l'indépendance, le gouvernement de la République d'Ouzbékistan a entrepris de mettre sur pied un régime de protection de la propriété intellectuelle semblable à ceux des pays développés dotés d'une économie de marché. Le Code civil a donc été modifié par l'adjonction de dispositions qui visent à protéger la propriété intellectuelle, et des lois normatives ont été adoptées pour la réglementer.

La transition d'un régime d'État à un régime privé en matière de propriété intellectuelle est presque terminée. La République d'Ouzbékistan est également en voie d'établir sa législation nationale et de l'adapter en vue de son adhésion aux principaux accords internationaux relatifs à la propriété intellectuelle. Au nombre des priorités du gouvernement mentionnons la protection des droits des ressortissants étrangers, des citoyens ouzbeks et des apatrides conformément aux normes observées à l'échelle internationale.

De façon générale, le régime ouzbek de protection des droits de propriété intellectuelle comporte trois volets:

- le cadre juridique;
- les organismes appelés à faire respecter les droits et relevant du pouvoir exécutif;
- l'appareil judiciaire.

Les éléments fondamentaux qu'exige la mise sur pied d'un régime efficace de protection des droits de propriété intellectuelle se retrouvent aux articles 11 (séparation des pouvoirs), 23 (garantie des droits et libertés des ressortissants étrangers et des apatrides), 36 (droits de propriété), 42 (liberté de création scientifique et technique), 44 (protection juridique des droits et des libertés) et 53 (garantie de l'inviolabilité de la propriété) de la Constitution, ainsi que dans les accords internationaux applicables.

À l'heure actuelle, la quasi-totalité des objets de propriété intellectuelle bénéficie d'une protection en République d'Ouzbékistan.

b) Organismes responsables de la formulation et de la mise en œuvre de la politique relative aux droits de propriété intellectuelle (organismes compétents)

Deux organismes publics se partagent la responsabilité afférente à la formulation d'une politique et à la protection des droits de propriété intellectuelle en République d'Ouzbékistan.

Relevant du Conseil des ministres, le Bureau du droit d'auteur assure la protection du droit d'auteur et des droits connexes. Le Bureau des brevets du Comité d'État de la science et de la technologie de la République d'Ouzbékistan est chargé de la protection des droits de brevet et des droits sur les inventions, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels, les marques de

fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les appellations d'origine, les sélections, les programmes d'ordinateur et les bases de données.

Par ailleurs, l'Organisation antitrust de l'État est responsable de la rédaction et de la proposition de lois interdisant la concurrence déloyale, y compris l'emploi non autorisé de marques de fabrique ou de commerce, d'emballages, de renseignements commerciaux non divulgués et confidentiels, de même que l'entrave à l'accès aux marchés des marchandises et des services.

Le Comité d'État des douanes, qui est un organisme de protection juridique selon la loi applicable, participe à la formulation et à la mise en œuvre de la politique sur les douanes, assure l'observation des lois relatives aux douanes, prend des mesures de protection des droits et des intérêts des personnes physiques et morales, empêche le transfert d'objets présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique et appartenant aux citoyens de la République d'Ouzbékistan, d'objets visés par la propriété intellectuelle, de races animales et de variétés végétales menacées d'extinction, par leur interception à la frontière, et il s'acquitte d'autres fonctions conformément à son mandat principal.

c) Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle

En mai 1993, le Président de la République d'Ouzbékistan a signé une déclaration faisant état de l'intention de la République d'adhérer à la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et au Traité de coopération en matière de brevets (TCB). Le 18 août 1993, l'OMPI a confirmé que la République d'Ouzbékistan était désormais partie à ces accords. La République d'Ouzbékistan est également membre de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.

Pour l'heure, le gouvernement envisage la possibilité d'adhérer au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, à l'Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets et à l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques. En outre, la République d'Ouzbékistan compte devenir signataire du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et adhérer à la Convention pour la protection des obtentions végétales administrée par l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), de même qu'au Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (le Traité de Washington).

La République d'Ouzbékistan a apposé sa signature à l'Accord intergouvernemental de collaboration dans la répression des atteintes aux droits de propriété intellectuelle sur le territoire des États membres de la CEI; elle a conclu des accords bilatéraux de protection et de collaboration en matière de propriété industrielle avec la Fédération de Russie (27 juin 1995), la République de Géorgie (28 mai 1996), la République kirghize (24 décembre 1996), la République du Kazakhstan (2 juin 1997) et la République azerbaïdjanaise (18 juin 1997), et en matière de propriété intellectuelle, avec l'Ukraine (19 février 1998) et la République turque (13 avril 1998).

d) Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers

La politique générale de la République d'Ouzbékistan consiste à accorder, sur son territoire, aux ressortissants étrangers, aux apatrides et aux personnes morales étrangères, les mêmes droits que ceux reconnus aux nationaux. Des dispositions expresses concernant le traitement national figurent dans le Code civil (partie IV, article 7), la Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels (article 42), la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de

service (article 33), la Loi sur la protection juridique des programmes d'ordinateur et des bases de données (article 9) et la Loi sur la protection des obtentions végétales (article 2).

Il existe cependant certaines exceptions à l'application de la politique générale concernant le "traitement national". Premièrement, les personnes étrangères, physiques ou morales, et les apatrides doivent procéder à l'enregistrement et accomplir d'autres actes importants sur le plan juridique par l'entremise d'un avocat de brevets de la République. Deuxièmement, elles doivent acquitter des redevances et des taxes d'enregistrement supérieures à celles exigées des ressortissants et des entités des pays membres de la CEI pour la protection d'objets de propriété intellectuelle. Troisièmement, certaines catégories de citoyens ouzbeks (à savoir les anciens combattants de la seconde guerre mondiale, les étudiants et les invalides) acquittent des taxes d'enregistrement et des droits moindres.⁵

Selon la Loi sur l'investissement étranger, adoptée par le Parlement de la République d'Ouzbékistan, qui prévoit le fondement juridique, la priorité d'obtention et l'utilisation rationnelle, sur le territoire de la République d'Ouzbékistan, des ressources financières, matérielles et intellectuelles provenant de l'étranger, les techniques modernes et l'expérience de gestion, toutes les catégories de marchandises matérielles et immatérielles et tous les droits sur elles, y compris les droits de propriété intellectuelle, sont reconnus comme des investissements étrangers (article 3). Les sommes (redevances, droits de licence, etc.) que les investisseurs étrangers réinvestissent dans leurs entreprises et dans d'autres types d'activités sont également considérées comme des investissements étrangers. Parallèlement aux autres formes d'investissement étranger, l'investisseur étranger peut acquérir des droits de propriété intellectuelle, y compris des droits d'auteur, des inventions, des modèles d'utilité, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique ou de commerce, des noms commerciaux, des procédés et une clientèle (article 5). L'article 9 dispose que l'État, dans le cadre de son activité liée à l'investissement, garantit et protège les droits et les intérêts des investisseurs. L'investisseur peut, de son propre chef, faire breveter à l'étranger et en République d'Ouzbékistan les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels qui lui appartiennent et qui sont le fruit de son activité d'investissement en République d'Ouzbékistan (article 10). La protection juridique et l'utilisation des objets de propriété intellectuelle par les entreprises, liée à des investissements étrangers, sont régies par la législation nationale (article 12).

Conformément à la Loi sur les garanties et les mesures visant à protéger les droits des investisseurs étrangers, les investissements étrangers et autres éléments d'actif des investisseurs étrangers échappent à la nationalisation et à la réquisition (article 5), ainsi qu'à l'utilisation et au transfert de fonds (articles 6 et 7), et le remboursement des investissements étrangers en liaison avec la cessation de l'activité d'investissement est garanti (article 8).

e) Redevances et taxes

Des taxes d'enregistrement et de maintien des droits sont perçues pour les demandes, pour l'examen des brevets, des modèles d'utilité, des dessins et modèles industriels, des sélections et des marques de fabrique ou de commerce et pour la prorogation de l'enregistrement des dessins et modèles industriels, des modèles d'utilité, des sélections et des marques de fabrique ou de commerce. Des droits sont aussi exigibles pour l'enregistrement de programmes d'ordinateur et de bases de données. Les tableaux suivants font état des taxes et droits exigibles.

⁵ D'autres redevances et taxes d'enregistrement sont en voie d'être établies conformément à l'Accord sur les ADPIC.

Tableau V-1: Taxe perçue pour la délivrance d'un brevet d'invention ou de dessin ou modèle industriel ou d'un certificat de modèle d'utilité

Procédure	Taxe exigée d'un citoyen (en proportion du salaire mensuel minimum)	Taxe exigée d'un ressortissant étranger (en dollars EU)
Dépôt d'une demande de brevet visant une invention, un dessin ou modèle industriel ou un modèle d'utilité	0,5	300
Examen préalable par un expert de la demande de brevet visant une invention ou un dessin ou modèle industriel	1,0	300
Examen formel par un expert de la demande de brevet visant une invention ou un dessin ou modèle industriel	1,5	900
Enregistrement, publication et délivrance d'un brevet ou brevet provisoire visant une invention ou un dessin ou modèle industriel ou d'un certificat de modèle d'utilité	2,0	1 200
Dépôt au Conseil des appels d'une opposition à la décision de rejeter la demande de brevet ou de certificat provisoire prise à l'issue de l'examen formel par un expert	0,5	300
Dépôt au Conseil des appels d'une opposition à la décision de rejeter la demande de brevet ou de certificat prise à l'issue de l'examen général de la demande par un expert	1,0	600
Dépôt au Conseil des appels d'une opposition à la délivrance d'un brevet, d'un brevet provisoire ou d'un certificat	1,0	600
Enregistrement d'une concession de licence	1,0	300
Enregistrement d'une cession de brevet, de brevet provisoire ou de certificat	1,5	450

Tableau V-2: Taxe d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service

Procédure	Taxe exigée d'un citoyen (en proportion du salaire mensuel minimum)	Taxe exigée d'un ressortissant étranger (en dollars EU)
Dépôt d'une demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service et examen de la demande par un expert	1,0	600
Dépôt au Conseil des appels d'une opposition à la décision de rejeter la demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service	1,0	600
Enregistrement, publication et délivrance d'un certificat de marque	1,0	600
Enregistrement d'une concession de licence	1,0	300
Enregistrement d'une cession de marque	0,75	225

Tableau V-3: Taxe de maintien des droits afférents à un brevet d'invention

Nombre d'années (à partir de l'enregistrement)	Taxe exigée d'un citoyen (en proportion du salaire mensuel minimum)	Taxe exigée d'un ressortissant étranger (en dollars EU)
de 1 à 3	1,0	600
de 4 à 7	2,0	1 200
de 8 à 11	3,0	1 800

Tableau V-4: Taxe de maintien des droits afférents à un brevet de dessin ou modèle industriel

Nombre d'années (à partir de l'enregistrement)	Taxe exigée d'un citoyen (en proportion du salaire mensuel minimum)	Taxe exigée d'un ressortissant étranger (en dollars EU)
3	0,5	300
de 4 à 7 (annuellement)	0,75	450
de 8 à 10 (annuellement)	1,0	600

Tableau V-5: Taxe de maintien des droits afférents à un brevet provisoire d'invention ou de dessin ou modèle industriel ou à un certificat provisoire de modèle d'utilité

Nombre d'années (à partir de l'enregistrement)	Taxe exigée d'un citoyen (en proportion du salaire mensuel minimum)	Taxe exigée d'un ressortissant étranger (en dollars EU)
1	1,0	600
2	1,0	600
3	1,0	600
4	1,0	600
5	1,0	600

Tableau V-6: Taxe d'enregistrement officiel d'un programme d'ordinateur et d'une base de données ou d'une cession de droits de propriété

Procédure	Taxe exigée d'un citoyen (en proportion du salaire mensuel minimum)	Taxe exigée d'un ressortissant étranger (en dollars EU)
Dépôt d'une demande d'enregistrement officiel d'un programme d'ordinateur ou d'une base de données	0,5	60
Enregistrement, publication et délivrance d'un certificat d'enregistrement d'un programme d'ordinateur ou d'une base de données	1,0	120
Enregistrement de la cession de la totalité des droits de propriété sur un programme d'ordinateur ou une base de données enregistré	1,5	180
Enregistrement de la cession de droits de propriété sur un programme d'ordinateur ou une base de données	1,0	120

Le Code des impôts renferme des dispositions qui régissent l'imposition du revenu tiré de l'utilisation d'un objet de propriété industrielle. Suivant les articles 31 et 58, le revenu du titulaire de brevet/concédant et celui du concessionnaire issus de l'utilisation d'un objet de propriété industrielle sont exonérés d'impôt pendant les périodes suivantes:

Brevet visant une invention ou une sélection	cinq ans
Brevet provisoire visant une invention ou certificat provisoire visant une sélection	trois ans
Brevet visant un dessin ou modèle industriel	trois ans
Brevet provisoire visant un dessin ou modèle industriel	deux ans
Certificat visant un modèle d'utilité (concessionnaire)	deux ans
Certificat visant une marque de fabrique ou de commerce (concessionnaire)	un an

À l'expiration de ces périodes d'exonération d'impôt, le revenu est soumis aux règles fiscales habituelles. Aux termes de l'article 19 du Code des impôts, les dépenses d'acquisition de droits de propriété intellectuelle peuvent être déduites du revenu total pendant la période subséquente, par voie d'amortissement.

Outre l'exonération d'impôt susmentionnée, les sommes versées relativement à un brevet, à un enregistrement ou à la concession d'une licence pour l'obtention de droits de propriété intellectuelle échappent à la taxe sur la valeur ajoutée (article 71 du Code des impôts).

2. Normes fondamentales de protection, y compris les procédures pour l'acquisition, le maintien et l'exercice des droits de propriété intellectuelle

Les normes générales de protection des droits de propriété intellectuelle sont énoncées à la partie IV (articles 1031 à 1111) du Code civil adopté le 29 août 1996 et entré en vigueur le 1^{er} mars 1997.

L'article 1031 du Code civil définit la "propriété intellectuelle" conformément à l'article 2 viii) de la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Les articles 1031 à 1040 renferment les normes civiles d'application générale qui régissent la création, le transfert, la cession, les conditions et les moyens de protection des droits exclusifs de propriété intellectuelle. Aux termes de ces dispositions, une œuvre scientifique, littéraire ou artistique, une invention et tout autre produit de l'activité intellectuelle confèrent un droit de propriété intellectuelle dès leur création. L'article 11 du Code civil prévoit que l'on peut faire respecter les droits de propriété intellectuelle par la reconnaissance du droit du propriétaire, le rétablissement du statu quo, l'autoprotection du propriétaire, le dédommagement ou l'annulation ou la modification des droits du contrevenant.

Les articles 1041 à 1081 du Code civil établissent généralement un régime de droit d'auteur et de droits voisins en République d'Ouzbékistan. L'article 1042 prévoit qu'une œuvre littéraire, musicale, sonore ou visuelle, une œuvre de peinture, de sculpture ou d'architecture, un programme d'ordinateur et d'autres œuvres peuvent faire l'objet du droit d'auteur et des droits voisins. Les articles 1046 et 1052 reconnaissent le droit exclusif d'un citoyen sur le résultat tangible de son effort intellectuel, sur ses œuvres exécutées ou les services qu'il fournit.

Les articles 1082 à 1090 portent sur la propriété industrielle (inventions, modèles d'utilité et dessins et modèles industriels). Ils prévoient la protection par brevet des objets de propriété industrielle. Le droit d'exploiter une invention, un modèle d'utilité ou un dessin ou modèle industriel appartient au titulaire du brevet ou à son ayant droit.

Les articles 1091 à 1094 reconnaissent au "sélectionneur" des droits sur les obtentions végétales et les nouvelles races animales.

Les articles 1095 à 1097 assurent la protection juridique des renseignements commerciaux et procédés non divulgués. Ainsi, les renseignements non divulgués sont protégés contre l'utilisation illicite sans que l'accomplissement de quelque formalité ne soit exigé. La personne physique ou morale qui communique illégalement des renseignements non divulgués est tenue de dédommager leur propriétaire du préjudice réel qui lui a été ainsi infligé.

Les articles 1098 à 1101 énoncent les règles pour la protection des raisons sociales. Les articles 1102 à 1107 pourvoient à la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service. Les articles 1108 à 1111 établissent les règles applicables à la protection des appellations d'origine. Ces dispositions du Code civil énoncent des principes communs en ce qui concerne les droits d'un acteur économique sur les moyens employés pour individualiser ses marchandises, ses œuvres ou ses services. Des lois particulières seront adoptées pour compléter ces dispositions. (À l'heure actuelle, la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service a été adoptée et promulguée.)

En résumé, les dispositions susmentionnées du Code civil reflètent les politiques générales appliquées en République d'Ouzbékistan dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle.

Enfin, la protection des droits de propriété intellectuelle est également assurée par la Loi sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des marchandises. L'article 8 interdit la "concurrence déloyale", y compris l'exploitation non autorisée d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un nom commercial ou d'une marque particulière apposée à des marchandises ou la reproduction non autorisée de la forme, de l'emballage ou d'un autre élément de l'apparence externe de marchandises.

- a) Droit d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

La Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins établit les normes de protection, ainsi que la procédure d'acquisition et de maintien du droit d'auteur et des droits voisins.

Aux termes de l'article 5 de cette loi, le droit d'auteur s'applique à l'œuvre scientifique, littéraire ou artistique qui résulte d'un effort de création, indépendamment de la fin poursuivie, de la valeur ou du mode d'expression. Le droit d'auteur ne s'étend pas aux idées, aux notions, aux principes, aux systèmes, aux décisions proposées ni à la découverte d'un phénomène dont l'existence peut être établie objectivement. Aucune procédure obligatoire n'est établie pour l'acquisition ou le maintien du droit d'auteur. Ce dernier naît dès la création d'une œuvre originale, sans qu'une formalité ne doive être accomplie ou une procédure engagée. L'article 16 permet qu'un avis soit donné volontairement concernant l'existence du droit d'auteur. L'article 38 précise que le droit d'auteur sur une œuvre subsiste la vie durant de l'auteur, puis 50 ans par la suite.

L'article 47 dispose que l'exécution, la production, l'enregistrement audio ou vidéo d'un artiste interprète ou exécutant et la présentation par un organisme de radiodiffusion ou de câblodistribution confèrent des droits voisins. Aucune procédure formelle d'acquisition ou de maintien de ces droits n'est prévue. Cependant, l'article 49 prévoit qu'un avis relatif à l'existence de droits voisins peut être donné volontairement. Les articles 51, 56 et 58 disposent que la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion vaut pendant 50 ans.

- b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service

Les normes fondamentales de protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service ont été établies dans l'optique d'une observation stricte des exigences énoncées à

l'article 15 1) de l'Accord sur les ADPIC et sont conformes à celles-ci. Aux termes de l'article 4 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service, pour être susceptible de protection, une désignation doit servir à distinguer les marchandises et les services de personnes physiques ou morales des marchandises et des services similaires d'autres personnes physiques ou morales. Les mentions textuelles, graphiques, volumétriques ou autres, et toute combinaison de celles-ci peuvent être enregistrées à titre de marques de fabrique ou de commerce et ce, en fonction de n'importe quelle couleur ou combinaison de couleurs.

La procédure d'acquisition d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service est énoncée dans la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service. Suivant l'article 3 de cette loi, une marque de fabrique ou de commerce, une marque de service ou une marque collective n'est protégée que si elle est enregistrée au Bureau des brevets et qu'un certificat d'enregistrement a été délivré. L'article 8 exige que la demande d'enregistrement ne vise qu'une seule marque et qu'elle renferme des renseignements sur l'identité du demandeur, un échantillon de la désignation dont l'enregistrement est demandé et une description écrite de celle-ci, ainsi que l'énumération des marchandises ou des services pour lesquels l'enregistrement est demandé conformément aux catégories prévues dans la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques. La demande doit également être accompagnée d'une attestation du paiement de la taxe exigible et, lorsque la demande est présentée par l'entremise d'un avocat de brevets, d'un document autorisant ce dernier à agir pour le compte du demandeur.

Des exigences supplémentaires s'appliquent aux fins de la protection d'une marque collective. En plus des exigences susmentionnées, l'article 9 prévoit que la demande d'enregistrement d'une marque collective doit préciser le nom de l'association qui autorise l'enregistrement de la marque collective pour son compte, le but de l'enregistrement de la marque, la liste des personnes autorisées à utiliser la marque, la qualité uniforme et les autres caractéristiques communes des marchandises qui seront désignées à l'aide de la marque collective, les conditions d'utilisation de celle-ci et les modalités de surveillance y afférentes.

Certains types de marques ne peuvent être enregistrés et ne sont donc pas susceptibles de protection. Il s'agit notamment des marques non distinctives, des marques constituées de symboles et de noms officiels, de certains noms géographiques et des noms génériques. Les symboles et les termes courants, ainsi que les indications sur le type, la qualité, les propriétés, l'utilité ou la valeur des marchandises ou sur le lieu et le moment de leur production et de leur distribution, ne sont pas non plus susceptibles de protection, bien qu'ils puissent constituer un élément non protégé d'une marque de fabrique ou de commerce. L'article 5 dispose que les marques falsifiées ou trompeuses et celles qui sont contraires à l'intérêt public, aux valeurs humaines ou à la morale ne peuvent être enregistrées comme marques ou éléments d'une marque. De plus, une raison sociale ou dénomination commerciale ne peut être enregistrée si elle est identique à une marque ou à un signe de certification déjà enregistré ou déposé en Ouzbékistan relativement à des produits identiques ou si elle prête à confusion avec une telle marque ou un tel signe. Enfin, l'article 6 prévoit que ne peuvent être enregistrées les désignations qui reprennent des appellations commerciales bien connues à l'égard de produits ou de dessins et modèles industriels identiques, des appellations bien connues d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques, ou encore des surnoms, des noms, des pseudonymes ou des diminutifs de personnes célèbres.

Lorsqu'il reçoit une demande d'enregistrement, le Bureau des brevets s'assure qu'elle est conforme aux exigences formelles de l'article 6 de la Convention de Paris et aux dispositions des articles 4 à 8 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service. Le Bureau des brevets détermine également la date d'antériorité de la demande. La marque revendiquée qui satisfait à toutes les conditions applicables est inscrite au registre de l'État et fait l'objet d'une publication officielle. Le certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce est délivré après la publication de renseignements sur l'enregistrement de la marque de fabrique ou de

commerce. Le certificat confirme l'enregistrement de la marque revendiquée et le droit exclusif du titulaire d'employer celle-ci. L'original du certificat d'enregistrement est valable pendant dix ans à partir de la date d'antériorité; cette période peut être prorogée indéfiniment pour des périodes supplémentaires de dix ans chacune.

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce ne prévoit pas la protection des marques qui ont été utilisées dans le commerce sans avoir été enregistrées au Bureau des brevets. Le Code civil prévoit toutefois que l'entité commerciale qui, pendant cinq ans, utilise régulièrement une marque non enregistrée peut se voir accorder un droit de propriété sur cette marque conformément aux lois civiles normatives d'application générale (Code civil, articles 81, 97, 169 et 187, paragraphe 1).

L'article 19 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service exige que la marque soit employée pour que les droits y afférents soient maintenus, ce qui comprend l'apposition sur les produits et l'emballage des produits, la concession de licences, la publicité sur les masques et les présentoirs d'échantillons, ainsi que l'utilisation à des expositions et à des foires. Le défaut d'utilisation d'une marque de fabrique ou de commerce pendant une période de cinq ans à compter de la date d'enregistrement peut entraîner l'annulation du certificat d'enregistrement. Toutefois, le titulaire de la marque peut renverser l'annulation découlant de la non-utilisation en établissant que le défaut d'utilisation est imputable à des circonstances indépendantes de sa volonté.

c) Indications géographiques, y compris les appellations d'origine

À l'heure actuelle, la Loi sur les indications géographiques et les appellations d'origine est en cours de rédaction en République d'Ouzbékistan. La partie IV du Code civil énonce des principes généraux quant à la protection des appellations d'origine (articles 1108 à 1111). L'article 1108 exige qu'une appellation d'origine soit enregistrée au Bureau des brevets pour qu'elle bénéficie d'une protection. À partir des normes générales énoncées dans le Code civil, le Bureau des brevets rédige actuellement un projet de loi qui régira en détail les appellations d'origine.

Malgré l'absence d'une loi régissant expressément les indications géographiques et les appellations d'origine, le titulaire de celles-ci qui concède une licence ou cède ses droits par contrat peut, dans une certaine mesure, protéger ses droits en précisant, dans le contrat, le droit positif qui s'applique pour le règlement de tout différend. Cette protection découle de la partie VI du Code civil ("Application des normes du droit international privé aux rapports ressortissant au droit civil") conformément aux articles 1179 et 1180.

d) Dessins et modèles industriels

En République d'Ouzbékistan, les dessins et modèles industriels sont protégés dans le cadre de l'application du droit de la propriété industrielle. La Loi du 6 mai 1994 sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels est conforme aux dispositions de fond de la Convention de Paris.

Aux termes de l'article 7 de cette loi, un dessin ou modèle industriel peut être protégé s'il est nouveau, original et susceptible d'application industrielle. Un dessin ou modèle n'est pas tenu pour nouveau ou original s'il ne diffère pas substantiellement de dessins et modèles bien connus ou de combinaisons de leurs caractéristiques essentielles. De plus, la solution visant uniquement une fonction technique d'un article ne peut être protégée. La conception extérieure d'un produit qui détermine l'apparence de ce dernier peut être considérée comme un dessin ou modèle industriel.

La protection juridique d'un dessin ou modèle industriel est obtenue en présentant une demande appropriée au Bureau des brevets. Suivant l'article 17, la demande vise un seul dessin ou modèle industriel, ou plusieurs versions d'un même dessin ou modèle qui sont liées entre elles par la

même idée créatrice. Elle doit indiquer si un brevet ou un brevet provisoire est demandé et préciser le nom et l'adresse de l'auteur et de la personne au nom de laquelle le brevet ou le brevet provisoire est demandé, et elle doit renfermer des photographies de l'article ou un modèle ou une esquisse représentant l'article en détail quant à son apparence extérieure, un plan général de l'article, son profil ergonomique et un plan d'ensemble, si cela est nécessaire pour faire état de l'essence du dessin ou modèle industriel, ainsi qu'une description du dessin ou modèle industriel qui englobe la totalité de ses caractéristiques essentielles.

L'article 3 prévoit que le demandeur peut, à son gré, obtenir la protection d'un dessin ou modèle industriel sans qu'un examen approfondi n'ait lieu. En pareil cas, le Bureau des brevets délivre un brevet provisoire et procède à la publication officielle voulue. Le titulaire acquiert un droit exclusif sur l'objet revendiqué à la date de la publication officielle. Le Bureau des brevets délivre le brevet provisoire trois mois après la date de la publication officielle de l'information y afférente si, dans l'intervalle, aucun tiers ne s'y oppose. La délivrance d'un brevet provisoire n'en garantit pas la validité. Par conséquent, le brevet provisoire s'applique, mais sa validité n'est pas assurée.

Suivant les articles 3, 14, 15, 19 et 21, le demandeur peut obtenir la protection de l'objet revendiqué à l'issue d'un examen approfondi. Lorsque le résultat de cet examen est favorable, le Bureau des brevets délivre le brevet et procède à la publication officielle voulue. Le titulaire acquiert un droit exclusif sur l'objet revendiqué à la date de la publication officielle. Le Bureau des brevets délivre le brevet provisoire trois mois après la publication officielle de l'information y afférente si, dans l'intervalle, aucun tiers ne s'y oppose. La validité du brevet délivré dans le cadre de cette procédure est présumée (article 3, paragraphe 7).

Le brevet qui a pour objet un dessin ou modèle industriel vaut pendant dix ans, et des prorogations peuvent être obtenues à raison de cinq années chacune (article 3, paragraphes 10 et 12). Le brevet provisoire délivré relativement à un dessin ou modèle industriel vaut pendant cinq ans, et des prorogations peuvent être obtenues pour des périodes supplémentaires de cinq ans.

Les droits conférés par un brevet ou un brevet provisoire sont maintenus par l'acquittement d'une taxe annuelle (article 26). Ils peuvent cependant s'éteindre avant la date d'expiration prévue du brevet. L'annulation ou l'expiration prématurée d'un brevet ou d'un brevet provisoire pour cause d'invalidité peut résulter de l'appel interjeté par un tiers au Conseil des appels du Bureau des brevets. La Cour suprême peut être saisie d'un appel de la décision du Conseil des appels. Le brevet ou le brevet provisoire peut également voir ses effets suspendus ou expirer prématurément par suite du non-paiement de la taxe exigible pour le maintien des droits ou sur le fondement d'une demande présentée au Bureau des brevets par le titulaire du brevet (article 28).

e) Brevets

La Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels énonce les normes fondamentales de protection, ainsi que la procédure d'acquisition et de maintien des droits en matière de brevets. Elle est conforme aux principes généraux de la Convention de Paris.

Une invention bénéficie de la protection juridique si elle est nouvelle, si elle implique une activité inventive et si elle est susceptible d'application industrielle (article 5).

Peuvent être considérés comme des inventions un dispositif, une méthode, une substance, une souche de micro-organismes, une cellule végétale ou animale, de même que l'application nouvelle d'un dispositif, d'une méthode, d'une substance ou d'une souche de micro-organismes déjà connue.

Aux termes de la Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels ou de quelque autre loi, les éléments suivants ne sont pas considérés comme des

inventions: théories scientifiques et méthodes mathématiques, méthodes organisationnelles liées à l'économie et à la gestion, signes conventionnels, plans d'exécution, règles, modes d'exécution d'opérations mentales, algorithmes et programmes d'ordinateur, épures, schémas de configuration, immeubles, installations, objets de design, obtentions végétales, races animales, topologies de circuits intégrés et dessins et modèles contraires à l'intérêt public ou à la dignité humaine et à la morale.

La Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels ne prévoit ni la reconnaissance ni la protection, dans le cadre de l'application d'autres lois pertinentes, des algorithmes et des programmes d'ordinateur, des épures, des schémas de configuration, des immeubles, des installations, des territoires, des objets de design, des topologies de circuits intégrés, des obtentions végétales et des races animales.

La loi ne renferme aucune restriction concernant le lieu de création ou le domaine technique de l'invention.

La protection par brevet est obtenue sur présentation d'une demande appropriée au Bureau des brevets. La demande vise une seule invention ou un groupe d'inventions liées entre elles par une même idée inventive (article 15).

L'article 3 prévoit que le demandeur peut, à son gré, obtenir la protection d'une invention sans qu'un examen approfondi n'ait lieu. En pareil cas, le Bureau des brevets délivre un brevet provisoire et procède à la publication officielle voulue. Le titulaire acquiert un droit exclusif sur l'objet revendiqué à la date de la publication officielle. Le Bureau des brevets délivre le brevet provisoire trois mois après la publication officielle de l'information y afférente si, dans l'intervalle, aucun tiers ne s'y oppose. La délivrance d'un brevet provisoire n'en garantit pas la validité. Par conséquent, le brevet provisoire s'applique, mais sa validité n'est pas assurée.

Suivant les articles 3, 14, 15, 19 et 20, le demandeur peut obtenir la protection de son invention à l'issue d'un examen approfondi. Lorsque le résultat de l'examen est favorable, le Bureau des brevets délivre le brevet et procède à la publication officielle voulue. Le titulaire acquiert un droit exclusif sur l'objet revendiqué à la date de la publication officielle. Le Bureau des brevets délivre le brevet trois mois après la publication officielle de l'information y afférente si, dans l'intervalle, aucun tiers ne s'y oppose. La validité du brevet délivré dans le cadre de cette procédure est présumée (article 3, paragraphe 7).

Un brevet d'invention demeure valide pendant 20 ans à compter du dépôt de la demande de brevet (article 3). Un brevet provisoire vaut pendant cinq ans sans possibilité de prorogation. Le droit d'exploiter l'invention appartient uniquement au titulaire du brevet (article 11) et à son concessionnaire aux termes d'une concession de licence (article 31).

Les droits conférés par un brevet ou un brevet provisoire sont maintenus par l'acquittement d'une taxe annuelle (article 26). Ils peuvent cependant s'éteindre avant la date d'expiration prévue du brevet. L'annulation ou l'expiration prématurée d'un brevet ou d'un brevet provisoire pour cause d'invalidité peut résulter en totalité ou en partie de l'appel interjeté par un tiers au Conseil des appels du Bureau des brevets. La Cour suprême peut être saisie d'un appel de la décision du Conseil des appels. Le brevet ou le brevet provisoire peut également expirer prématurément par suite du non-paiement de la taxe exigible pour le maintien des droits ou sur le fondement d'une demande présentée au Bureau des brevets par le titulaire du brevet (article 28).

i) *Protection des modèles d'utilité*

La Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels énonce les normes fondamentales de protection, ainsi que la procédure d'acquisition et de maintien des droits en matière de modèles d'utilité. Elle est conforme aux principes généraux de la Convention de Paris.

La protection d'un modèle d'utilité est attestée par un brevet. L'objet revendiqué à titre de modèle d'utilité bénéficie de la protection juridique s'il est nouveau et susceptible d'application industrielle.

L'application concrète de moyens de production et d'articles de consommation, de même que leurs éléments constitutifs, sont reconnus comme des modèles d'utilité. Les méthodes, les substances, les souches de micro-organismes, les cellules végétales et animales, leur application nouvelle, ainsi que les objets visés à l'article 2, bénéficient de la protection juridique conférée aux modèles d'utilité.

La protection par brevet est obtenue en présentant une demande en ce sens au Bureau des brevets. La demande ne vise qu'un seul modèle d'utilité ou un groupe de modèles d'utilité liés entre eux par une même idée inventive.

La demande de protection d'un modèle d'utilité renferme une demande de brevet, le nom et l'adresse de l'auteur et de la personne au nom de laquelle le brevet est demandé, la description et la formule du modèle d'utilité, des esquisses et un résumé. La demande est accompagnée d'une confirmation du paiement de la taxe exigible et, lorsqu'elle est présentée par l'entremise d'un avocat de brevets, d'un document autorisant ce dernier à agir pour le compte du demandeur.

Le demandeur peut transformer la demande de protection d'un modèle d'utilité en demande de protection d'une invention, et vice versa, avant que ne soit rendue la décision de délivrer ou non le brevet ou le certificat. Aux termes des exigences établies, la priorité accordée à la première demande est conservée.

Suivant les articles 3, 14, 16, 19 et 20, le Bureau des brevets délivre un brevet à l'égard d'un modèle d'utilité lorsque l'objet revendiqué est nouveau et susceptible d'application industrielle selon les documents présentés par le demandeur et la documentation relative au brevet de la République d'Ouzbékistan. Lorsque le résultat de l'examen est positif, le Bureau des brevets procède à la publication officielle voulue.

Le titulaire acquiert un droit exclusif sur l'objet revendiqué à la date de la publication officielle. Le Bureau des brevets délivre le brevet trois mois après la publication officielle de l'information y afférente si, dans l'intervalle, aucun tiers ne s'y oppose.

Le brevet afférent à un modèle d'utilité vaut pendant cinq ans à compter de la date du dépôt de la demande, et des prorogations peuvent être obtenues pour des périodes supplémentaires de trois ans chacune (article 3).

Le droit d'exploiter un modèle d'utilité appartient uniquement au titulaire du brevet (article 11) ou à son concessionnaire aux termes d'un contrat de concession de licence (article 31).

Les droits conférés par un brevet ayant pour objet un modèle d'utilité sont maintenus par l'acquittement d'une taxe annuelle (article 26). Ils peuvent cependant s'éteindre avant la date d'expiration prévue du brevet. L'annulation ou l'expiration prématurée d'un brevet pour cause d'invalidité peut résulter en totalité ou en partie de l'appel interjeté par un tiers au Conseil des appels du Bureau des brevets. La Cour suprême peut être saisie d'un appel de la décision du Conseil des appels. Le brevet peut également expirer prématurément par suite du non-paiement de la taxe exigible pour le maintien des droits ou sur le fondement d'une demande présentée au Bureau des brevets par le titulaire du brevet (article 28).

f) Protection des variétés végétales et des races animales

Les obtentions végétales et les nouvelles races animales sont protégées en application de la Loi sur les sélections, qui a été rédigée dans une optique de conformité aux dispositions de la Convention pour la protection des obtentions végétales. Suivant la loi, le Bureau des brevets, qui s'acquitte de fonctions judiciaires, et des sections spécialisées du Ministère de l'agriculture et des ressources en eau, qui agissent à titre d'experts, sont chargés de faire respecter le droit à la protection des obtentions végétales et des nouvelles races animales.

Pour bénéficier de la protection légale, une sélection doit être nouvelle, distinctive, homogène et stable (article 7). Un brevet ou un certificat est délivré relativement à l'obtention végétale ou à la nouvelle race animale qui satisfait à ces critères (article 13). Une sélection est réputée être "nouvelle" si le sélectionneur n'a pas vendu ni revendu à d'autres personnes des semences, du matériel végétal ou du matériel de sélection généalogique au cours des 12 mois qui ont précédé la date d'antériorité dans le territoire de la République d'Ouzbékistan, au cours des quatre années ayant précédé la date d'antériorité dans le territoire d'un autre État ou pendant les six années ayant précédé cette date en ce qui concerne le raisin, le bois, les produits ornementaux, les cultures fruitières et les essences forestières (article 8). Une sélection est réputée "distinctive" lorsqu'elle diffère manifestement de toute autre sélection ou amélioration génétique bien connue à la date d'antériorité (article 9). Elle est jugée "homogène" lorsqu'elle est suffisamment uniforme, compte tenu des écarts tolérés qui peuvent survenir en cours de reproduction (article 10). La sélection est réputée "stable" si ses principales caractéristiques demeurent les mêmes après des opérations répétées de reproduction (article 11).

Les droits sur une sélection sont obtenus en présentant une demande en ce sens au Bureau des brevets (article 15). La demande ne doit viser qu'une seule sélection. Elle précise si un certificat ou un brevet est demandé, le nom du sélectionneur et de la personne au nom de laquelle le brevet ou le certificat est demandé, l'adresse du demandeur, le nom projeté de la sélection, les caractéristiques techniques de la variété ou de la race; elle est en outre accompagnée de photographies d'échantillons, de documents relatifs aux essais auxquels le demandeur a soumis la variété ou la race, d'une déclaration du demandeur selon laquelle la sélection n'a pas été utilisée ou vendue et satisfait aux exigences liées à la nouveauté, de documents confirmant l'antériorité (si nécessaire), d'un engagement selon lequel le demandeur remettra des échantillons en temps opportun à un organisme spécialisé en vue de la réalisation d'essais, d'une procuration (lorsque la demande est déposée par un mandataire ou un agent de brevets) et d'une confirmation du paiement de la taxe ou des droits exigibles ou des motifs d'exemption de ce paiement ou de diminution de la somme exigible (article 16).

Le Bureau des brevets dispose de deux mois pour examiner les documents présentés à l'appui de la demande. S'il conclut que les documents satisfont aux critères applicables, il les transmet à un organisme spécialisé appelé à effectuer des essais au nom de l'État pour s'assurer du caractère distinct, de l'homogénéité et de la stabilité de la sélection (articles 19, 21 et 22). Le Bureau des brevets accorde alors à la sélection revendiquée une protection juridique temporaire qui vaut à compter de la publication jusqu'à l'enregistrement de la sélection et son inscription au registre de l'État (article 20).

Lorsque la sélection revendiquée répond aux critères de protection, l'organisme public spécialisé ayant compétence délivre un certificat de conformité. Dès lors, le Bureau des brevets délivre le brevet ou le certificat et procède à la publication officielle voulue. Le titulaire acquiert un droit exclusif sur la sélection à la date de la publication de la décision de délivrer le brevet ou le certificat. La délivrance a lieu six mois après cette publication si, dans l'intervalle, aucun tiers ne s'y oppose (article 28).

Le brevet ou le certificat ayant pour objet une sélection vaut pendant 20 ans, et des prorogations peuvent être obtenues pour des périodes supplémentaires de dix ans chacune. Celui qui vise une variété de raisins, des cultures décoratives ou fruitières ou des essences forestières vaut

pendant 25 ans (article 13). Le droit d'exploiter une sélection appartient uniquement au titulaire du brevet ou à son ayant droit (articles 31, 39 et 40).

Les droits conférés par un brevet ou un certificat sont maintenus par l'acquittement d'une taxe annuelle (article 30). Ils peuvent cependant s'éteindre prématurément si un intéressé interjette appel au Conseil des appels du Bureau des brevets, dont les décisions sont assimilées à des jugements de première instance. Pour obtenir l'annulation irrévocable d'un brevet ou d'un certificat, l'intéressé doit en appeler de la décision du Conseil des appels en Cour suprême, et la décision de cette dernière est définitive (articles 35, 36 et 37). L'annulation prématurée peut également résulter du non-paiement de la taxe exigible pour le maintien des droits (article 36).

g) Schémas de configuration de circuits intégrés

Un projet de loi sur les schémas de configuration des circuits intégrés a été soumis à l'examen du Parlement.

h) Prescriptions concernant les renseignements non divulgués y compris les secrets d'affaires et les données sur les essais

Le chapitre 64 du Code civil protège les renseignements non divulgués. Suivant l'article 1095 du Code, un secret rattaché aux domaines du commerce ou des services n'est protégé que si son caractère confidentiel lui confère une valeur commerciale réelle ou potentielle, que s'il n'existe aucun moyen légal d'avoir accès aux renseignements et que si le propriétaire de ceux-ci a pris des mesures raisonnables pour préserver leur confidentialité.

L'article 8 de la Loi sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des marchandises frappe d'interdiction les actes d'une entité commerciale visant à acquérir un avantage en affaires par l'obtention, l'utilisation et la divulgation de données de nature scientifique, industrielle ou commerciale, y compris des secrets commerciaux, sauf consentement du propriétaire.

i) Toutes autres catégories de propriété intellectuelle

Les programmes d'ordinateur et les bases de données sont protégés par la Loi du 6 mai 1994 sur la protection juridique des programmes d'ordinateur et des bases de données. Les droits sur ces œuvres sont conférés à l'auteur dès leur création, qu'elles soient rendues accessibles au public ou non, et indépendamment de leur utilité ou de leur valeur (article 3). Les droits sur un programme d'ordinateur ou une base de données sont acquis sans formalité (article 4). Un programme ou une base de données peut néanmoins être enregistré auprès de l'organisme voué à la protection des programmes d'ordinateur et des bases de données qui relève du Bureau des brevets (article 9). Lorsque cet enregistrement optionnel est demandé, le Bureau des brevets procède à la publication voulue concernant le programme ou la base de données.

Les raisons sociales sont également protégées par les lois normatives de la République d'Ouzbékistan. Les articles 44 et 46 du Code civil exigent l'enregistrement officiel des personnes morales, y compris des raisons sociales. L'article 46 exige de toute personne morale qu'elle adopte une raison sociale. Il prévoit en outre qu'une personne morale dûment enregistrée a le droit exclusif d'utiliser sa raison sociale. Les articles 1098 à 1101 régissent les rapports juridiques en liaison avec les raisons sociales.

En République d'Ouzbékistan, les réalisations scientifiques et techniques, les rapports relatifs aux travaux scientifiques et aux travaux de recherche, d'expérimentation et d'ingénierie et les objets apparentés seront protégés par la Loi sur la propriété intellectuelle, actuellement à l'état de projet, une fois qu'elle aura été adoptée par le Parlement. Il est également prévu que la Loi sur la protection

contre la concurrence déloyale, actuellement en cours de rédaction, protégera les travaux scientifiques et les travaux de recherche.

3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle

L'usage abusif de droits de propriété intellectuelle est réprimé de deux façons, soit par la concession possible d'une licence obligatoire, soit par l'interdiction de la concurrence déloyale. Les lois pertinentes susmentionnées établissent des mesures pour empêcher les abus.

La Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels exige qu'une invention, un modèle d'utilité ou un dessin ou modèle industriel soit exploité au cours des trois années qui suivent la délivrance du brevet (article 11, paragraphe 6). Lorsque la propriété industrielle n'est pas exploitée dans ce délai, toute personne exerçant des activités commerciales peut demander une licence ou, lorsque le titulaire de la propriété industrielle refuse, une licence obligatoire. Ce dernier peut obtenir le rejet de la demande de licence obligatoire en montrant que l'absence d'exploitation ou l'exploitation insuffisante se fonde sur un motif valable.

Les dispositions relatives à la concurrence déloyale que renferme la Loi sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des marchandises interdisent l'utilisation illicite d'un objet de propriété intellectuelle. L'Organisation antitrust de l'État veille à l'application de la loi (article 17).

4. Moyens de faire respecter les droits

a) Procédures judiciaires et mesures correctives civiles

Les mesures correctives susceptibles d'être prises par suite de l'atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins sont prévues dans la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins. Celles prévues en cas de non-respect d'une entente relative au droit d'auteur englobent l'octroi de dommages-intérêts et le dédommagement pour le manque à gagner (article 43). Les mesures correctives arrêtées pour l'atteinte au droit d'auteur comprennent les dommages-intérêts et le dédommagement pour le manque à gagner ou, au gré du demandeur, la restitution des profits réalisés illégalement par le défendeur (article 46). La loi prévoit une responsabilité générale en cas de non-respect d'un contrat relatif aux droits voisins et l'atteinte à ceux-ci (article 61). La responsabilité générale entraîne notamment l'octroi de dommages-intérêts et le dédommagement pour le manque à gagner.

Les mesures correctives prévues pour l'atteinte aux droits conférés par une marque de fabrique ou de commerce et une marque de service comprennent le dédommagement, la restitution des bénéfices réalisés illégalement, l'injonction interdisant l'usage illicite ultérieur de la marque, la publication de la décision judiciaire pour réhabiliter la réputation commerciale de la partie lésée, la suppression de la marque contrefaite sur les marchandises et les emballages du défendeur et toute autre mesure jugée opportune par le tribunal (Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service, articles 29 et 30). Pour obtenir une mesure corrective, le titulaire de la marque de fabrique ou de commerce contrefaite peut s'adresser aux autorités publiques compétentes selon les articles 23 à 29 de la Loi sur les poursuites. Lorsque l'atteinte est prouvée, le titulaire de la marque de fabrique ou de commerce peut intenter une poursuite devant les autorités judiciaires compétentes aux termes de l'article 10 du Code civil.

En ce qui concerne les indications géographiques et les appellations d'origine, les mesures correctives et la procédure applicables pour le respect des droits sont en voie d'établissement (se reporter plus haut à l'alinéa 2 c) de la présente partie). Toutefois, la partie IV du Code civil prévoit que l'entité autorisée à employer une désignation donnée, ainsi qu'un organisme de protection du consommateur, peut exiger d'une entité qui utilise illicitement la désignation qu'elle cesse de le faire, qu'elle supprime la désignation sur ses marchandises, ses emballages, son papier à lettres et ses autres

documents, et/ou qu'elle détruise tout article portant la désignation (y compris une désignation semblable au point de prêter à confusion) (partie IV du Code civil, article 1111).

Les mesures correctives possibles en cas d'usage abusif des droits afférents à un dessin ou modèle industriel ou à un brevet englobent le dédommagement, l'injonction pour faire cesser l'usage abusif, la publication de la décision judiciaire pour réhabiliter la réputation commerciale de la partie lésée et toute autre mesure jugée opportune par le tribunal (se reporter à l'article 13 de la Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels). Le respect des droits conférés par un dessin ou modèle industriel ou un brevet peut être obtenu en présentant une demande en ce sens aux autorités publiques compétentes en application des articles 23 à 29 de la Loi sur les poursuites. En outre, le titulaire des droits afférents à un dessin ou modèle industriel ou à un brevet peut intenter une poursuite devant les autorités judiciaires compétentes suivant l'article 10 du Code civil.

Les mesures correctives prévues pour l'atteinte aux droits relatifs aux obtentions végétales et aux nouvelles races animales sont le dédommagement, l'injonction pour faire cesser l'usage abusif, la publication de la décision judiciaire pour réhabiliter la réputation commerciale de la partie lésée et toute autre mesure jugée opportune par le tribunal (article 43 de la Loi sur les sélections et articles 10 et 14 du Code civil). Le respect des droits sur une sélection peut également être obtenu en présentant une demande en ce sens aux autorités publiques compétentes conformément aux articles 23 à 29 de la Loi sur les poursuites.

Les mesures correctives et la procédure applicables en cas d'atteinte aux droits sur les circuits intégrés sont prévues dans le projet de Loi sur les schémas de configuration des circuits intégrés, qui sera soumis à l'approbation du Parlement (se reporter plus haut à la partie 2).

Les mesures correctives prévues en cas d'usage abusif de renseignements confidentiels comprennent le dédommagement par la partie qui obtient illégalement l'accès aux renseignements confidentiels ou qui les divulgue contrairement à son engagement contractuel (se reporter généralement au chapitre 64 du Code civil).

L'atteinte au droit d'auteur afférent à un programme d'ordinateur ou à une base de données peut occasionner, comme mesures correctives, la reconnaissance formelle par le contrevenant du droit d'auteur de la partie lésée, le rétablissement de la situation antérieure à l'atteinte, l'injonction interdisant l'atteinte ultérieure, le dédommagement pour le manque à gagner, l'octroi de dommages-intérêts directs et indirects, la restitution des profits réalisés illégalement, l'octroi des dommages-intérêts prévus par la loi et la saisie des exemplaires contrefaits du programme d'ordinateur ou de la base de données (article 14 de la Loi sur la protection légale des programmes d'ordinateur et des bases de données). Le préjudice moral peut également faire l'objet d'une réparation (article 1021 du Code civil). Le respect des droits est assuré par le système judiciaire conformément à la procédure établie dans le Code de procédure civile.

b) Mesures provisoires

Des mesures provisoires sont actuellement en voie d'élaboration.

c) Procédures et mesures correctives administratives éventuelles

La protection administrative des droits ne peut être obtenue que dans les cas où la loi le prévoit expressément (article 10 du Code civil). Toute décision administrative peut être contestée devant une cour de justice.

Des lois spéciales régissent l'applicabilité des mesures correctives et des procédures administratives dans certains cas. Les questions liées à l'examen de la propriété industrielle (brevets d'inventions, de modèles d'utilité et de dessins et modèles industriels, ainsi que marques de fabrique ou de commerce et marques de service) sont tranchées par le Bureau des brevets moyennant la présentation d'une demande en ce sens (se reporter aux articles 7 à 17 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service et aux articles 14 à 25 de la Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels). Conformément à l'article 23 de la Loi sur la protection des consommateurs, l'Organisation antitrust de l'État, le Centre de normalisation, de métrologie et de certification de l'État ouzbek, le Ministère de la santé et d'autres organismes auxquels incombe le respect des droits des consommateurs sur leur territoire sont expressément autorisés à trancher, au terme d'une procédure administrative, les questions liées à la concurrence déloyale, comme la production et la vente de marchandises impropres à un usage normal et l'apposition d'étiquettes contrefaites à des produits alimentaires et à des boissons. L'Organisation antitrust de l'État peut infliger une amende à la personne physique ou morale, à l'organisme ou au fonctionnaire de l'État, ou à l'entité commerciale qui se livre à une concurrence déloyale (article 18 de la Loi sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des marchandises).

d) Mesures spéciales à la frontière éventuelles

Des mesures spéciales prises à la frontière en matière de propriété intellectuelle sont énoncées dans le Code des douanes de la République d'Ouzbékistan (article 9), selon lequel l'importation de certaines marchandises en République d'Ouzbékistan et leur exportation de la République peuvent être interdites pour faire respecter des droits de propriété, notamment des droits de propriété intellectuelle.

e) Procédure pénale

En règle générale, le Code pénal de la République d'Ouzbékistan ne prévoit ni mesures correctives ni procédures pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

Cependant, suivant l'article 149 du Code civil, la violation du droit d'auteur ou des droits conférés par un brevet est assimilée à une atteinte aux droits et libertés constitutionnels des nationaux. La violation du droit d'auteur, la paternité conjointe obligatoire à l'égard d'un objet de propriété intellectuelle, la divulgation de renseignements sur un tel objet avant son enregistrement officiel et la publication sans le consentement de l'auteur exposent le contrevenant à des sanctions, à la déchéance de certains droits, ainsi qu'à la condamnation à des travaux communautaires ou à une peine d'emprisonnement.

Des sanctions pénales sont toutefois prévues dans certains cas graves, notamment lorsqu'il y a violation continue et répétée des droits sur un même objet de propriété intellectuelle ou que les recours de nature financière ont été épuisés. Il est alors loisible au demandeur d'intenter une poursuite contre le contrevenant. Par ailleurs, le non-respect des règles relatives à l'informatisation expose le contrevenant à une sanction pénale, y compris l'amende, les travaux communautaires et l'emprisonnement d'une durée d'au plus trois ans (article 174 du Code pénal). La violation des règles relatives à l'informatisation comprend la consultation non autorisée d'un réseau d'information, la modification, la perte ou l'extraction délibérée de données appartenant à un tel réseau qui entraîne une perte, ainsi que la conception et la distribution non autorisée de virus et de programmes informatiques qui occasionnent l'altération ou la destruction de données.

De plus, est passible d'une sanction pénale celui qui recueille, sans le consentement de leur propriétaire, des données confidentielles scientifiques et techniques, financières ou commerciales, des données liées à la production ou des données apparentées. Le contrevenant peut se voir infliger une amende ou être condamné à des travaux communautaires ou à un emprisonnement d'une durée d'au plus trois ans (article 191 du Code pénal). L'atteinte à la réputation commerciale d'un concurrent par la diffusion de renseignements délibérément faux, inexacts ou déformés sur celui-ci expose aussi le

contrevenant à une amende, à des travaux communautaires d'une durée maximale de trois ans ou à un emprisonnement d'au plus six mois (article 192 du Code pénal).

5. Lois, décrets, réglementations et autres instruments juridiques concernant les points ci-dessus

La partie IV du Code civil de la République d'Ouzbékistan, qui régit les droits de propriété intellectuelle, constitue le fondement des lois de la République relatives à la propriété intellectuelle. Elle établit des principes généraux en conformité avec les principales conventions internationales sur le droit d'auteur et les droits voisins, la propriété industrielle (inventions, modèles d'utilité et dessins et modèles industriels), les droits sur les obtentions végétales et les nouvelles races animales, les droits sur les renseignements confidentiels (procédés) et le droit des acteurs économiques de se distinguer (raisons sociales, marques de fabrique ou de commerce, appellations d'origine des marchandises). Les principes du Code civil peuvent s'appliquer aux objets de propriété intellectuelle pour lesquels aucune loi normative particulière n'a encore été adoptée. Les dispositions fondamentales du Code civil sont reprises et étoffées dans d'autres lois normatives qui assurent la protection des droits afférents à certaines catégories d'objets de propriété intellectuelle.

Voici la liste des lois, des décrets, des réglementations et des autres lois normatives de base qui touchent la protection des droits de propriété intellectuelle.

1. Constitution de la République d'Ouzbékistan (articles 11, 23, 36, 42, 44 et 53), adoptée le 8 décembre 1992;
2. Code civil de la République d'Ouzbékistan (parties I et II), adopté le 29 août 1996 et entré en vigueur le 1^{er} mars 1997;
3. Code pénal de la République d'Ouzbékistan, adopté le 22 septembre 1994;
4. Code de procédure civile de la République d'Ouzbékistan, adopté le 29 août 1997;
5. Code du travail de la République d'Ouzbékistan, adopté le 21 décembre 1995;
6. Code de la responsabilité administrative en République d'Ouzbékistan, adopté le 22 septembre 1994;
7. Code de procédure commerciale de la République d'Ouzbékistan, adopté le 30 août 1997;
8. Code des douanes de la République d'Ouzbékistan, adopté le 26 décembre 1997 et entré en vigueur le 1^{er} mars 1998;
9. Code des impôts de la République d'Ouzbékistan, adopté le 26 décembre 1997 et entré en vigueur le 1^{er} mars 1998;
10. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service, adoptée le 7 mai et entrée en vigueur le 2 juin 1993 (et les modifications et adjonctions du 26 décembre 1997);
11. Loi de la République d'Ouzbékistan sur l'informatisation, adoptée le 7 mai 1993 et entrée en vigueur le 1^{er} juin 1993;

12. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la protection légale des programmes d'ordinateur et des bases de données, adoptée le 6 mai 1994 et entrée en vigueur le 28 mai 1994;
13. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels, adoptée le 6 mai 1994 et entrée en vigueur le 1^{er} juin 1994 (et les modifications et adjonctions du 26 décembre 1997);
14. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les sélections, adoptée le 30 août 1996 et entrée en vigueur le 11 septembre 1996;
15. Loi de la République d'Ouzbékistan sur le droit d'auteur et les droits voisins, adoptée le 30 août 1996 et entrée en vigueur le 17 septembre 1996;
16. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des marchandises, adoptée le 27 décembre 1996;
17. Loi de la République d'Ouzbékistan sur l'investissement étranger, adoptée le 30 avril 1998;
18. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les garanties et les mesures de protection des droits des investisseurs étrangers, adoptée le 30 avril 1998;
19. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la protection des droits des consommateurs, adoptée le 26 avril 1996;
20. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la propriété en République d'Ouzbékistan, adoptée le 31 octobre 1990 (et les modifications et adjonctions subséquentes);
21. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les entreprises, adoptée le 15 février 1991 (et les modifications et adjonctions subséquentes);
22. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la fiscalité des entreprises, des associations et des organisations, adoptée le 15 février 1991 (et les modifications et adjonctions subséquentes);
23. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la vérification comptable, adoptée le 9 décembre 1992;
24. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les garanties, adoptée le 9 décembre 1992;
25. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les obligations de l'État, adoptée le 9 décembre 1992;
26. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les poursuites, adoptée le 9 décembre 1992;
27. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les assurances, adoptée le 6 mai 1993;
28. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la protection des secrets d'État, adoptée le 7 mai 1993;
29. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les tribunaux, adoptée le 2 septembre 1993;

30. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la certification des marchandises et des services, adoptée le 28 décembre 1993;
31. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la quarantaine phytosanitaire, adoptée le 31 août 1995;
32. Loi de la République d'Ouzbékistan sur l'élevage d'animaux de race, adoptée le 21 décembre 1995;
33. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les accords internationaux liant l'Ouzbékistan, adoptée le 22 décembre 1995;
34. Loi de la République d'Ouzbékistan sur la production de semences, adoptée le 30 août 1996;
35. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les avocats, adoptée le 27 décembre 1996;
36. Loi de la République d'Ouzbékistan sur l'entité Dekhan, adoptée le 30 avril 1998;
37. Loi de la République d'Ouzbékistan sur les entités agricoles, adoptée le 30 avril 1998;
38. Décret présidentiel n° UP-345 sur la formation du Comité d'État de la science et de la technologie de la République d'Ouzbékistan (SCST), pris le 18 février 1992;
39. Résolution n° 360 sur l'élargissement de la structure et du mandat du Comité d'État de la science et de l'ingénierie de la République d'Ouzbékistan, prise par le Conseil des ministres le 3 août 1992;
40. Résolution n° 91 sur l'ajustement des décisions du gouvernement de la République d'Ouzbékistan conformément à la Loi sur les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels, prise par le Conseil des ministres le 20 mars 1995;
41. Résolution n° 331 sur la taxe pour l'enregistrement officiel des programmes d'ordinateur et des bases de données, prise par le Conseil des ministres le 21 août 1995;
42. Résolution n° 294 sur l'approbation de la réglementation concernant l'examen juridique et l'enregistrement par l'État des lois normatives proposées par les ministères, les comités d'État et les départements et imposant des obligations, prise par le Conseil des ministres le 17 juin 1993;
43. Règles provisoires applicables au dépôt, à la présentation et à l'examen des demandes d'enregistrement officiel des programmes d'ordinateur et des bases de données, adoptées le 15 août 1997;
44. Règles provisoires applicables à l'enregistrement des accords relatifs aux programmes d'ordinateur et aux bases de données, adoptées le 15 août 1997;
45. Réglementation sur la taxe pour l'enregistrement officiel des programmes d'ordinateur, des bases de données et des cessions de droits de propriété;
46. Règles applicables au dépôt et à la présentation d'une demande relative à une invention ou à un modèle d'utilité;

47. Règles applicables au dépôt et à la présentation d'une demande relative à un dessin ou modèle industriel;
48. Règles applicables au dépôt et à la présentation d'une demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service;
49. Droits exigibles pour la délivrance d'un brevet d'invention, de modèle d'utilité ou de dessin ou modèle industriel et pour l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service;
50. Réglementation provisoire sur les avocats de brevets en République d'Ouzbékistan;
51. Réglementation provisoire sur le Conseil des appels du Bureau des brevets de la République d'Ouzbékistan;
52. Règles applicables à la présentation et à l'examen d'une demande d'acquisition du droit à une licence générale ouverte présentée par un titulaire de brevet et à la publication de renseignements sur une telle demande;
53. Règles applicables à la prorogation des brevets de modèles d'utilité délivrés en République d'Ouzbékistan;
54. Règles applicables à la prorogation des brevets de dessins et modèles industriels délivrés en République d'Ouzbékistan;
55. Règles applicables à la prorogation et à la modification des certificats d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce et de marques de service;
56. Règles applicables à l'examen et à l'enregistrement d'un contrat de cession de droits sur une invention, un modèle d'utilité ou un dessin ou modèle industriel ou d'une concession de licence permettant l'exploitation d'une invention, d'un modèle d'utilité ou d'un dessin ou modèle industriel;
57. Règles applicables à la modification, notamment par adjonction, d'un contrat de concession de licence enregistrée;
58. Procédure provisoire de révocation d'un document de protection et de suspension de ses effets;
59. Procédure provisoire de revendication de droits sur des objets de propriété industrielle;
60. Projet de résolution du SCSE sur l'Arrêté concernant le remplacement des documents de protection de l'ex-Union soviétique visant des sélections et l'Arrêté concernant l'acquisition des brevets et des certificats délivrés sur le fondement de demandes présentées en République d'Ouzbékistan et à l'étranger, pris le 2 septembre 1997, comprenant cinq annexes;
61. Arrêté provisoire concernant la perception de la taxe de brevets et de la taxe d'enregistrement pour les sélections et Tarif provisoire y afférent (Arrêté du Directeur du Bureau des brevets du 3 septembre 1997);
62. Arrêté provisoire concernant l'accomplissement de certains actes, par le demandeur, pour l'obtention de droits sur un objet de propriété industrielle (projet);

63. Liste officielle des espèces et des variétés végétales et animales protégées en République d'Ouzbékistan (Arrêté de Minselvodkhoz du 4 décembre 1997);
64. Règles applicables à l'attribution d'un nom à une variété végétale (Arrêté de Minselvodkhoz du 3 juin 1997);
65. Accord intergouvernemental de collaboration avec la Fédération de Russie pour la protection de la propriété industrielle (27 juin 1995);
66. Accord intergouvernemental de collaboration avec la Géorgie pour la protection de la propriété industrielle (28 mai 1996);
67. Accord intergouvernemental de collaboration avec la République kirghize pour la protection de la propriété industrielle (24 décembre 1996);
68. Accord intergouvernemental de collaboration avec la République du Kazakhstan pour la protection de la propriété industrielle (2 juin 1997);
69. Accord intergouvernemental de collaboration avec la République azerbaïdjanaise pour la protection de la propriété industrielle (18 juin 1997);
70. Accord intergouvernemental de collaboration avec l'Ukraine pour la protection de la propriété industrielle (19 février 1998).

Les lois suivantes relatives à la propriété intellectuelle sont en voie de rédaction:

- Loi sur les schémas de configuration des circuits intégrés;
- Loi sur les raisons sociales;
- Loi sur la protection juridique des appellations d'origine;
- Loi sur la concurrence déloyale;
- Loi sur les objets secrets de propriété intellectuelle;
- Loi sur les objets de propriété industrielle du domaine des services.

6. Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits, ainsi que toutes statistiques concernant les moyens de faire respecter ces droits

Tableau V-7: Statistiques sur les demandes présentées et les décisions rendues

	1994	1995	1996	1997
Demandes de documents de protection visant des inventions	1 163	1 192	1 087	1 014
- présentées par des nationaux	977	1 019	940	802
- présentées par des ressortissants étrangers	186	173(98)	147(136)	212(85)
Décisions concernant la délivrance de documents de protection visant des inventions	-	1 192	1 087	753
- à des nationaux	1 161	1 179	1 046	700
- à des ressortissants étrangers	2	13	41	53
Demandes de documents de protection visant des dessins et modèles industriels	45	63	125	164
- présentées par des nationaux	45	61	123	154
- présentées par des ressortissants étrangers	-	2	2	10
Décisions concernant la délivrance de documents de protection visant des dessins et modèles industriels	45	62	96	144
Demandes de documents de protection visant des marques de fabrique ou de commerce	1 984	2 048	1 563	1 339
- présentées par des nationaux	826	1 269	838	609
- présentées par des ressortissants étrangers	1 058	779	725	730
Demandes d'enregistrement présentées en application de l'Arrangement de Madrid	2 552	2 321	2 276	2 388
Décisions concernant l'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce	50	3 042	6 263	3 134
- rendues à la demande de nationaux	500	2 961	4 042	1 051
- rendues à la demande de ressortissants étrangers	450	2 081	2 221	2 083
Demandes d'enregistrement de programmes d'ordinateur et de base de données			57	65
Demandes d'enregistrement de sélections			4	4
Demandes de documents de protection visant des modèles d'utilité				16
- présentées par des nationaux		23	12	15
- présentées par des ressortissants étrangers				1

VI. RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES

1. Généralités

Depuis que la République d'Ouzbékistan a accédé à l'indépendance, le type de fournisseurs de services, leur qualité et leur nombre se sont accrus rapidement. En 1996, le secteur des services était à l'origine de 38,3 pour cent du PIB et de 34,1 pour cent de l'emploi total. La section 5 de la présente partie et l'annexe 7 décrivent quelques secteurs de services et le régime juridique qui les régit.

2. Politiques affectant le commerce des services

- a) Ministères, institutions, associations professionnelles ou autres organismes ayant des responsabilités ou un rôle dans la conduite des activités de services

La réglementation publique applicable au secteur des services a pour principaux objectifs de supprimer la concurrence déloyale, d'assurer la sécurité nationale, de protéger la vie, la santé et les intérêts économiques des consommateurs et de protéger l'environnement. La République d'Ouzbékistan se propose d'atteindre ces objectifs au moyen d'un système de réglementation qui vise à imposer le minimum de contraintes aux fournisseurs de services. Ce système de réglementation s'applique, à quelques exceptions près, aussi bien aux fournisseurs étrangers qu'aux fournisseurs ouzbeks. Les fournisseurs étrangers de services jouissent donc généralement du traitement national.

La République d'Ouzbékistan n'applique aucun règlement discriminatoire à l'endroit des fournisseurs étrangers de services.

La prestation de certains services est assujettie à des prescriptions en matière de licences et/ou de certification qui sont imposées sans distinction à tous les fournisseurs concernés.

La section 3 de la présente partie contient un résumé des exceptions à cette politique de traitement national des fournisseurs de services.

Selon le Décret présidentiel n° 745 sur les mesures visant à étendre le champ des réformes économiques, à assurer la protection de la propriété privée et à favoriser la création de nouvelles entreprises, qui a été promulgué le 21 janvier 1994, les ministères et les organes de l'État qui sont habilités à délivrer une licence donnant le droit d'exercer des activités économiques, dont certaines activités dans le secteur des services, sont: i) le Conseil des ministres, ii) le Ministère de la justice, iii) le Ministère des finances, iv) la Banque centrale d'Ouzbékistan, v) le Ministère de l'intérieur, vi) le Ministère de la santé et vii) le Ministère de l'éducation.

Le 18 avril 1994, le praesidium du Parlement a pris la Résolution n° 1034-XII sur les ajouts et les modifications à la liste d'activités que les entreprises, dont les entreprises étrangères et les coentreprises, peuvent exercer à condition de détenir une licence, laquelle était en fait une mise à jour de la liste des activités qui nécessitent une licence.

Conformément à ce décret et à cette résolution, le Conseil des ministres a pris, le 19 avril 1994, la Résolution n° 215 sur l'amélioration de la procédure à suivre pour accorder l'autorisation spéciale (licence) d'exercer certains types d'activités. Cette résolution constitue une loi normative fondamentale qui régit la délivrance de licences aux fournisseurs de services en République d'Ouzbékistan et qui précise les activités pour lesquelles il faut détenir une licence. Pour chacune des activités figurant sur cette liste, la Résolution n° 215 précise également le nom du ministère ou de l'organe de l'État qui a pour responsabilité générale de promulguer et d'administrer les règlements la régissant. Le tableau VI-1 fait état des activités qui concernent les fournisseurs de services de même que des ministères ou organes de l'État respectivement investis du pouvoir de réglementation.

Tableau VI-1: Liste des activités et des organismes réglementaires ayant le pouvoir de délivrer des licences

Type d'activité	Organisme réglementaire
Mise au point, fabrication, réparation et vente d'armes et de munitions, de moyens de protection, de matériel militaire, de pièces détachées et d'éléments, d'instruments connexes, à condition qu'ils ne soient pas utilisés dans d'autres branches d'activité, ainsi que du matériel et de l'équipement spéciaux destinés à leur fabrication.	Conseil des ministres
Extraction, production, transport, traitement, destruction et vente d'uranium et d'autres matières radioactives de même que d'ouvrages en ces matières.	Conseil des ministres
Production d'énergie électrique par des centrales électriques branchées au réseau public d'énergie.	Conseil des ministres
Liquidation (destruction, utilisation, cession) et transformation d'installations techniques militaires.	Conseil des ministres
Démonstration et promotion de produits militaires.	Conseil des ministres
Services touristiques.	Conseil des ministres
Extraction, traitement et mise en marché du pétrole et du gaz.	Conseil des ministres
Services de prospection de pierres et de métaux précieux et rares.	Conseil des ministres
Collecte et recyclage de résidus et de déchets jetables contenant des pierres précieuses et des métaux précieux.	Conseil des ministres
Mise au point, fabrication et vente d'instruments et de matériel faisant appel à des matières radioactives et à des isotopes radioactifs.	Conseil des ministres
Travaux de conception, de construction et d'assemblage, exploitation et réparation de centrales nucléaires, de pipelines principales, de ponts, de tunnels de même que d'installations militaires et de défense.	Conseil des ministres
Construction et exploitation d'objets très dangereux ou d'installations destinées à la fabrication de marchandises potentiellement dangereuses et à la fabrication d'équipements et de systèmes de contrôle et d'alarme pour ces installations.	Conseil des ministres
Production d'obligations du Trésor et de billets de banque, de pièces de monnaie, de titres (actions, obligations, etc.), de mandats, de médailles, de mandats postaux.	Banque centrale
Services médicaux.	Ministère de la santé
Ensemencement, récolte et vente de cultures contenant des substances narcotiques.	Ministère de l'intérieur
Production et vente de narcotiques.	Ministère de la santé sur approbation du Ministère de l'intérieur
Production de préparations pharmacologiques.	Ministère de la santé
Établissement et exploitation de maisons de jeux, de loteries et autres jeux de hasard.	Ministère des finances
Transport ferroviaire, aérien, maritime et terrestre de fret et de passagers.	Conseil des ministres
Conception, réparation, installation, ajustement et entretien de matériel de lutte contre les incendies et de systèmes d'alarme d'incendie.	Ministère de l'intérieur
Production de films et de documentaires, de films sur les sciences et la technologie, de films sur les voyages, de dessins animés et d'autres programmes.	Société d'État par actions "Uzbekkino"

Type d'activité	Organisme réglementaire
Distribution, doublage et vente de films et de documents vidéo.	Société d'État par actions "Uzbekkino"
Services de location de films et de documents vidéo.	Société d'État par actions "Uzbekkino"
Services, dont des services intermédiaires, de production de films et de documents vidéo.	Société d'État par actions "Uzbekkino"
Conception, construction et exploitation de lignes de communications interurbaines et internationales.	Conseil des ministres
Prestation de services juridiques à des particuliers et à des personnes morales.	Ministère de la justice
Fabrication, entretien, exploitation et vente de dispositifs de cryptage et de décryptage.	Conseil des ministres
Production et vente de matériel métrologique.	Conseil des ministres
Exécution de travaux de cartographie topographique et géodésique.	Conseil des ministres
Activités sur les marchés des valeurs mobilières, comme celles exercées par les sociétés d'investissement.	Banque centrale
Communication de connaissances techniques dans le cadre de projets de construction.	Conseil des ministres
Réparation, construction et assemblage de gros ouvrages de construction à l'aide de grues industrielles.	Conseil des ministres
Services de certification de marchandises et de services.	Conseil des ministres
Services d'ingénierie, d'architecture et d'arpentage dans le cadre de la construction d'installations de production et d'habitation et d'installations agricoles.	Conseil des ministres
Services d'enseignement fournis par des établissements d'enseignement privés et religieux.	Conseil des ministres
Réparation et vente de carabines, d'armes à feu et de munitions et d'armes courtes (à l'exception de couteaux fabriqués dans le pays).	Ministère de l'intérieur
Services de vérification.	Ministère des finances
Fabrication de bijoux à partir de métaux précieux et de pierres précieuses.	Conseil des ministres
Fabrication de parfums, de produits cosmétiques et de produits chimiques pour la maison.	Ministère de la santé

Au besoin, le Conseil des ministres peut accorder à un organe public compétent le droit de délivrer des licences.

L'annexe 6 de la Résolution n° 287 sur les mesures visant à libéraliser davantage et à améliorer les activités économiques extérieures, qui a été prise le 25 juillet 1995 par le Conseil des ministres, exige que les fournisseurs étrangers de services professionnels en Ouzbékistan obtiennent une licence auprès du Ministère du travail. La Résolution n° 175 sur l'approbation des formalités de licences pour les activités de transport et de télécommunication (modifiée), qui a été prise le 12 mai 1996 par le Conseil des ministres, exige que les entreprises qui fournissent des services de télécommunication et de transport, peu importe leur régime de propriété, obtiennent une licence auprès de la Commission des licences de transport et de télécommunication, laquelle relève du Conseil des ministres. Pour les fournisseurs de services de télécommunication qui sont titulaires d'une licence, l'organe de réglementation est l'Administration ouzbek des postes et des

communications, qui est chargée de faire respecter les modalités des licences. Les fournisseurs de services de transport qui sont titulaires d'une licence relèvent de l'autorité administrative de l'un des trois organismes publics suivants, selon la nature du service qu'ils offrent: i) la société ferroviaire par actions appartenant à l'État "Uzbekistan Temir Yullari" (transport ferroviaire); ii) la compagnie aérienne "Uzbekistan Khavo Yullari" (transport aérien); et iii) la société par actions appartenant à l'État "Uzavtotrans" (transport routier).

En vertu de la Résolution n° 175 prise le 12 mai 1996 par le Conseil des ministres, le transport de voyageurs et de fret et la conduite d'activités aériennes ne nécessitent pas de licence si:

- de telles activités sont exercées ou de tels services de transport sont fournis en fonction de lois normatives spéciales de la République d'Ouzbékistan;
 - de telles activités ou de tels services de transport se rapportent à l'élimination des conséquences de catastrophes naturelles, d'épidémies ou d'importants accidents industriels qui mettent en danger la vie ou la santé de la population et qui nécessitent des opérations de sauvetage et de reconstruction.
- b) Tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs qui permettent de réviser les décisions administratives affectant le commerce des services ou de prendre des mesures correctives en relation avec ces décisions

Toute décision administrative d'un organe de l'État peut être portée en appel devant le chef de l'organe concerné et, par la suite, devant un tribunal de commerce selon les procédures établies. Voir la partie III, section 6, du présent aide-mémoire.

- c) Dispositions, y compris celles des accords internationaux, concernant les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences et/ou d'enregistrement pour la fourniture de services

Relevant du Conseil des ministres, l'Uzgostandard est l'organisme de normalisation, de métrologie et de certification généralement chargé de voir à ce que les produits et services soient conformes aux normes et aux spécifications techniques applicables. En République d'Ouzbékistan cependant, il n'existe encore aucune loi normative qui précise les services nécessitant une certification. Les règles de procédure générales pour la certification des services sont conformes aux principes directeurs de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). L'Ouzbékistan observe également l'Accord de la Communauté des États indépendants sur la politique coordonnée de normalisation, de métrologie et de certification de même que les accords bilatéraux qui en découlent. L'Uzgostandard reconnaît donc les certificats délivrés aux fournisseurs de services par d'autres pays de la CEI. Des accords portant sur les mesures de normalisation et de certification applicables aux services sont en train d'être négociés avec certains pays qui ne font pas partie de la CEI.

- d) Dispositions régissant l'existence et le fonctionnement des monopoles ou fournisseurs exclusifs de services

La Loi sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des marchandises (la Loi antitrust), qui a été adoptée le 27 décembre 1996, est la loi fondamentale sur la concurrence de l'Ouzbékistan. Cette loi est administrée par l'Organisme antitrust de l'État (SAMO). En outre, le Parlement a adopté, le 24 avril 1997, la Loi sur les monopoles naturels. Ces lois sont décrites plus en détail dans la partie II, section 2 e) du présent aide-mémoire.

Aucun fournisseur de services ne jouit du statut de fournisseur exclusif.

La législation de la République d'Ouzbékistan classe les fournisseurs des services suivants parmi les monopoles naturels: i) les services de transport par pipeline pour le pétrole, le gaz à condensat, le gaz naturel et le charbon; ii) l'énergie électrique ainsi que la production et la fourniture de chauffage; iii) les services de transport ferroviaire; iv) les services portuaires et d'aérogare; v) les services de télécommunication et les services postaux publics et vi) les services d'alimentation en eau et de traitement des eaux usées.

- e) Dispositions relatives aux mesures de sauvegarde qui s'appliquent au commerce des services

La République d'Ouzbékistan n'applique aucune mesure de sauvegarde au commerce des services.

- f) Dispositions relatives aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes portant sur les services

- g) Dispositions relatives aux transactions en capital affectant la fourniture de services

Voir la section 2 c) de la partie II du présent aide-mémoire. Les dispositions réglementaires régissant les transactions courantes et les paiements sont les mêmes que celles qui régissent les importations et les exportations.

- h) Dispositions régissant l'acquisition de services par des organes gouvernementaux

La réglementation qui régit l'acquisition de services par des organes gouvernementaux est la même que celle qui régit l'acquisition de marchandises (voir la section 3 de la partie IV du présent aide-mémoire).

- i) Dispositions concernant toute forme d'aide, prime, subvention interne, incitation fiscale ou programme de promotion affectant le commerce des services

Aux termes de l'article 17 du Code des impôts de la République d'Ouzbékistan, certains services (services d'assurance et de réassurance, services dans le secteur de l'éducation publique, services relatifs au versement des prestations de retraite et de sécurité sociale par les services des postes et des communications et autres services apparentés) sont exemptés de la taxe sur la valeur ajoutée. Conformément à l'article 31 du Code des impôts, certains fournisseurs de services spécifiques et le revenu tiré de certains services sont exonérés de l'impôt sur le revenu, dont: i) la plupart des établissements d'enseignement; ii) les fournisseurs de services de transport urbain (hormis les taxis); iii) le revenu tiré de l'entretien, de la réparation et de la construction de routes; iv) les nouvelles entreprises qui fournissent des services touristiques dans certaines régions de l'Ouzbékistan (l'exemption est valable pour une période maximale de trois ans suivant la date d'inscription).

L'article 92 du Code des impôts soustrait à l'application de l'impôt immobilier entre autres les catégories suivantes de biens: i) les biens utilisés pour la prestation de services de transport public; ii) les pipelines, les lignes de tramways, les lignes de communication, les systèmes électriques et les biens utilisés pour les communications par satellite; iii) les biens utilisés pour l'entretien des routes; iv) les biens utilisés par de nouvelles entreprises qui fournissent des services touristiques dans certaines régions de l'Ouzbékistan (l'exemption est valable pour une période maximale de trois ans suivant la date d'inscription).

3. Accès aux marchés et traitement national

a) Limitations concernant le nombre de fournisseurs de services

Le nombre de fournisseurs de services n'est pas limité.

b) Limitations concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services

Il n'existe aucune limitation de cet ordre.

c) Limitations concernant le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits

Il n'existe aucune limitation de cet ordre.

d) Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier

Il n'existe aucune limitation de cet ordre.

e) Restrictions ou prescriptions concernant des types spécifiques d'entités juridiques par l'intermédiaire desquels un service peut être fourni

Il n'existe aucune restriction ou prescription de cet ordre, à l'exception des suivantes: i) les services bancaires doivent être fournis par l'intermédiaire d'une société par actions constituée en Ouzbékistan; ii) les services relatifs à des fonds de placement doivent être fournis par l'intermédiaire d'une société par actions ouverte constituée en Ouzbékistan; et iii) les services d'assurance peuvent être fournis par une personne morale constituée en Ouzbékistan. D'autres services peuvent être fournis par des personnes morales constituées en Ouzbékistan ou par un entrepreneur qui réside en Ouzbékistan et qui est dûment inscrit auprès des autorités locales.

f) Limitations concernant la participation de capital étranger

Les services bancaires peuvent uniquement être fournis par une société par actions constituée en Ouzbékistan. La participation que peut détenir une entité distincte ou un particulier est limitée à 35 pour cent, mais cette limitation ne s'applique pas à l'État ni aux banques étrangères. Il est en conséquence légalement possible pour une banque étrangère d'exercer ses activités par l'intermédiaire d'une succursale bancaire en propriété exclusive en Ouzbékistan. Aujourd'hui cependant, l'État a des intérêts dans toutes les banques à participation étrangère. La participation étrangère dans des personnes morales locales qui fournissent des services de télécommunication ou de transport est, en pratique, limitée à 49 pour cent.

g) Mesures prévoyant moins que le traitement accordé aux services ou fournisseurs de services nationaux

En général, la République d'Ouzbékistan ne fait pas de distinctions entre les fournisseurs de services nationaux et les fournisseurs de services étrangers, exception faite des fournisseurs suivants: i) seule la compagnie aérienne Uzbek Airlines peut fournir des services de transport aérien intérieur en République d'Ouzbékistan; les compagnies aériennes étrangères titulaires d'une licence de la société Uzbekistan Airlines peuvent fournir des services de transport aérien international (voir la section 5 f) de la présente partie pour une description de la situation actuelle en ce qui a trait à la délivrance de licences de transport aérien); ii) les banques locales à participation étrangère doivent avoir un capital-actions d'au moins 5 millions de dollars EU tandis que le montant minimum du capital-actions des banques locales sans participation étrangère est déterminé au cas par cas par la

Banque centrale d'Ouzbékistan; iii) seul un citoyen peut devenir avocat, et seul un avocat peut fournir des services juridiques dans des affaires criminelles (pour tous les autres types d'assistance juridique, les procureurs et les avocats étrangers peuvent obtenir une licence au même titre que les citoyens ouzbeks); et iv) pour fournir des services d'assurance sur le territoire de l'Ouzbékistan, les sociétés d'assurance étrangères doivent établir en République d'Ouzbékistan une entité juridique avec ou sans capitaux locaux.

4. Traitement de la nation la plus favorisée

La République d'Ouzbékistan applique aux fournisseurs de services étrangers, sans égard à leur nationalité, le même régime qu'elle applique aux fournisseurs de services locaux. La République d'Ouzbékistan accorde aussi le même traitement aux ressortissants étrangers ou aux entreprises étrangères qui souhaitent investir dans le secteur ouzbek des services.

5. Description du marché et du mécanisme de réglementation des secteurs de services les plus importants

a) Services juridiques

Tous les avocats doivent être titulaires d'un diplôme en droit. Trois catégories d'avocats exercent la profession: i) les avocats en pratique privée qui sont membres de leur barreau local; ii) les autres avocats en pratique privée, c'est-à-dire les avocats et les cabinets d'avocats qui ont obtenu une licence auprès du Ministère de la justice les autorisant à fournir des services juridiques au public; et iii) les avocats qui ne pratiquent pas à titre privé, par exemple les avocats qui travaillent pour le service du contentieux d'une entreprise ou pour l'État.

Tout avocat est autorisé à fournir la gamme complète des services juridiques au public, notamment dans les causes criminelles. Les avocats ne sont cependant pas autorisés à fournir des services juridiques à l'État. Ceux qui sont employés par l'État ou par une entreprise ou toute autre organisation n'ont pas besoin de licence: ils doivent plutôt être titulaires d'un certificat de conseiller juridique. La plupart des avocats appartiennent à cette dernière catégorie.

Les avocats proposent généralement leurs services juridiques au public par l'intermédiaire de leur barreau local. Le travail des avocats est régi par la Loi sur les avocats du 27 décembre 1996. Les avocats doivent être citoyens de la République d'Ouzbékistan, avoir terminé des études supérieures en droit et être titulaires d'une licence les autorisant à exercer le droit. Ils doivent être reçus à l'examen d'admission pour obtenir la licence leur donnant droit d'exercer le droit. La licence qui autorise l'exercice du droit peut être délivrée par le Ministère de la justice de la République de Karakalpakie ou par le département de la justice de toute préfecture régionale ou de la préfecture de la ville de Tachkent. La licence est délivrée en conformité avec la réglementation de la commission d'admission à la profession juridique.

Pour être membre de son barreau local, un avocat doit posséder un minimum d'expérience pratique. En général, un stage de six mois à un an au barreau local ou deux ans d'expérience pratique à titre d'avocat suffit pour combler cette exigence.

Le travail des avocats et des cabinets en pratique privée est régi par le Ministère de la justice qui, en conformité avec la Résolution n° 215 prise le 19 avril 1994 par le Conseil des ministres, est habilité à délivrer les licences aux avocats en pratique privée. En vertu de la réglementation du Ministère de la justice, tout citoyen qui est titulaire d'un diplôme en droit conféré par un établissement reconnu et qui possède trois années d'expérience à titre d'avocat et toute personne morale (y compris une personne morale à participation étrangère) qui emploie une telle personne peut présenter une demande pour obtenir une licence l'autorisant à fournir des services juridiques autres qu'en matière

criminelle. De plus, les statuts d'une personne morale qui présente une demande pour obtenir une telle licence doivent contenir une disposition disant qu'elle est autorisée à fournir de tels services juridiques.

Selon la Loi sur les commissaires à l'assermentation, qui a été adoptée le 26 décembre 1996 par le Parlement de la République d'Ouzbékistan, les commissaires à l'assermentation en pratique privée sont autorisés à exercer leurs activités depuis le 1^{er} mars 1997 sur le territoire de l'Ouzbékistan; ils ont le droit d'établir des bureaux en pratique privée s'ils sont titulaires d'une licence délivrée par le Ministère de la justice.

Depuis 1994, le Ministère de la justice a délivré plusieurs licences à des personnes morales qui offrent au public des services juridiques autres qu'en matière criminelle et dont plusieurs appartiennent en partie ou en totalité à des ressortissants étrangers ou à des entreprises étrangères. Il n'y a pas de statistiques disponibles sur le nombre d'avocats qui travaillent pour l'État ou pour le service du contentieux d'une entreprise ou d'autres types d'organisations.

b) Services de télécommunication

Sur le marché des services de télécommunication, les services téléphoniques sont presque entièrement fournis par les sociétés par actions (ouvertes) "Makhaliy Telecom" (télécommunications locales) et "Khalkaro Telecom" (télécommunications internationales). À l'heure actuelle, un réseau de communications numériques interurbaines et internationales est en train d'être mis sur pied en collaboration avec les sociétés Alcatel CEL AG, De-Te-Line et Siemens (Allemagne). La construction de la partie de la ligne à fibres optiques transeurasienne qui travers l'Ouzbékistan a été achevée.

En vertu de la Résolution n° 175 sur l'approbation des formalités de licences pour les activités de transport et de télécommunication, qui a été prise le 12 mai 1996 par le Conseil des ministres, les entreprises qui ont l'intention de fournir des services de télécommunication (par exemple, service téléphonique international, service téléphonique interurbain, service téléphonique local, service télégraphique, services de télécopie, service télex et services postaux) doivent avant tout obtenir une licence auprès de la Commission des licences de transport et de télécommunication, laquelle relève du Conseil des ministres. La conception, la construction et l'exploitation des catégories suivantes de systèmes de télécommunication nécessitent une licence: i) le service téléphonique interurbain autre qu'international; ii) le service téléphonique international; iii) le service radio cellulaire à usage public; iv) les téléavertisseurs à usage public; v) les réseaux de traitement et de transmission des données; et vi) la télédiffusion et la radiodiffusion. Pour les fournisseurs de services de télécommunication titulaires d'une licence, l'organe de réglementation est l'Administration ouzbek des postes et des télécommunications, qui est chargée de faire respecter les modalités des licences.

L'Administration des postes et société d'État par actions "Uzbekpost" fournit des services postaux et, en vertu d'un accord signé avec les sociétés "Makhaliy Telecom" (fournisseur du service de télécommunications locales) et "Khalkaro Telecom" (fournisseur du service de télécommunications internationales), des services de détail au grand public pour ce qui est des télégrammes et des appels téléphoniques interurbains et internationaux. La société Uzbekpost fournit ces services dans la plupart de ses succursales en République d'Ouzbékistan. De plus, des entreprises du secteur privé peuvent louer des lignes à la société Uzbekpost.

Les lignes exploitées par les sociétés "Makhaliy Telecom" (fournisseur du service de télécommunications locales) et "Khalkaro Telecom" (fournisseur du service de télécommunications internationales) sont utilisées pour la communication de la voix et des données, dont l'échange de données informatiques et la télécopie. Une partie du trafic international est traité par le Centre de Tachkent pour la communication électronique internationale et une autre par le système de communication par satellite INTELSAT.

Il y a également une association publique d'entreprises d'État qui fournissent des services de câble porteur à faisceaux hertziens ainsi que des services de télédiffusion et de radiodiffusion. Un certain nombre d'entreprises privées, en partie à participation étrangère, offrent divers services de télécommunication: i) "Uzdunrobita-US-Uzbek JV Cellular Communications", participation étrangère de 45 pour cent; ii) "Kamalak TV-US-Uzbek Cable TV and Paging Communications", participation étrangère de 49 pour cent; iii) "Buzton-Digital Communications", coentreprise ouzbéko-britannique à participation étrangère de 49 pour cent; iv) "Uzsviazspuhtic-Satellite Communications", participation étrangère de 49 pour cent; v) "Aloka Daewoo" (fabrication d'équipements de communication), participation étrangère de 49 pour cent; vi) "Atel Telephone and Telecommunications Equipment", participation étrangère de 49 pour cent; vii) "UzmaKom" (communications cellulaires), coentreprise ouzbéko-malaisienne à participation étrangère de 49 pour cent; et viii) "Chircom", coentreprise ouzbéko-allemande à participation étrangère de 49 pour cent.

Les entreprises du secteur privé (dont celles à participation étrangère) fixent leurs propres taux. Les entreprises dans lesquelles l'État a une participation doivent coordonner l'établissement des taux en collaboration avec l'Administration ouzbek des postes et des télécommunications.

En 1995, 10,4 familles sur 100 avaient le téléphone en Ouzbékistan. À Tachkent, la proportion était de 20,9 pour 100 habitants. L'Administration ouzbek des postes et des télécommunications a le pouvoir d'administrer la réglementation sur le secteur des télécommunications. Conformément à la Résolution n° 307 sur le programme national pour la reconstruction et le développement des télécommunications en République d'Ouzbékistan d'ici 2010, qui a été prise le 1^{er} août 1995 par le Conseil des ministres, l'Administration ouzbek des postes et des télécommunications doit procéder à la reconstruction et au développement du réseau de télécommunication d'ici 2010. Il est prévu que, d'ici là, 4 494 000 téléphones auront été installés. Les objectifs du programme de reconstruction et de développement du système de télécommunication d'ici 2010 sont les suivants: i) effectuer la conversion au système numérique; ii) porter de 20 à 25 pour cent le taux d'abonnés du téléphone pour 100 habitants; iii) offrir jusqu'à 180 nouveaux types différents de services de haute qualité; iv) mettre en place la production de câbles à fibres optiques et d'équipements de télécommunication; et v) intégrer le réseau national au réseau de télécommunication mondial.

Tableau VI-2: Prévisions relatives au développement des communications
téléphoniques interurbaines et internationales

Indices	Résultat à la fin de l'année					
	1995	1996	1997	2000	2005	2010
Niveau en pourcentage des échanges automatisés	76,3	77,0	78,0	87,0	96,0	98,0
Nombre de circuits terminaux de communication interzonale, en milliers	53,1	53,5	53,8	54,5	55,0	55,6
Nombre de circuits internationaux, en milliers	1,8	1,9	2,1	2,7	3,3	4,4
Longueur des lignes de communication numérique, en kilomètres						
Total	-	-	463,5	887,0	1 288,0	1 200,0
Y compris:						
Ligne principale	-	-	463,5	887,0	1 288,0	1 200,0
Interzone	-	-	-	-	-	-

c) Services de santé

Les établissements publics de santé dispensent sans frais des services médicaux et dentaires aux citoyens. La prestation de services de santé est régie par la Loi du 29 août 1996 sur la protection de la santé des citoyens.

L'État ne limite ni la participation dans les établissements de soins de santé ni le nombre de ces établissements. La Résolution n° 240 sur la liste des activités pouvant être exercées par des entreprises titulaires d'un permis spécial, qui a été prise le 5 mai 1992 par le Conseil des ministres, et l'Arrêté n° 343 sur l'établissement d'un Comité des licences relevant du Ministère de la santé, qui a été pris le 16 juillet 1992 par le Ministère de la santé, prévoient la création d'établissements privés de soins de santé. Ces établissements privés sont cependant tenus d'obtenir une licence auprès du Ministère de la santé, lequel doit répondre aux demandes de licence dans les 30 jours suivant la présentation des documents requis. Les licences peuvent être renouvelées.

En vertu de la Résolution n° 215 prise le 19 avril 1994 par le Conseil des ministres, les fournisseurs de services de soins de santé payants, dont les cliniques médicales et les fournisseurs de services pharmacologiques, doivent être titulaires d'une licence du Ministère de la santé. Selon la Résolution n° 378 sur l'approbation des directives relatives à la pratique médicale privée, qui a été prise le 21 juillet 1994 par le Conseil des ministres, toute personne i) qui a terminé les études médicales requises et qui est titulaire du diplôme correspondant et ii) qui compte au moins cinq années d'expérience pratique peut obtenir une licence en pratique privée auprès du Ministère de la santé. Le titulaire de la licence doit par la suite s'inscrire auprès des autorités de l'endroit où il compte exercer à titre privé.

Toute personne, y compris un citoyen étranger, qui satisfait aux conditions prescrites a le droit d'obtenir une licence et d'exercer à titre privé, à condition que le Ministère de la santé ait reconnu l'établissement d'enseignement qui lui a conféré son diplôme. Quant aux citoyens étrangers qui souhaitent exercer la médecine en Ouzbékistan, le Ministère de la santé de la République d'Ouzbékistan doit attester qu'ils satisfont aux conditions nationales de la République d'Ouzbékistan à cet égard, sauf s'il en a été convenu autrement dans le cadre d'un accord international. Les fournisseurs privés de soins de santé ne sont pas autorisés à soigner les personnes atteintes de tuberculose, de troubles psychologiques, de maladies sexuellement transmissibles, de cancer ou de toute maladie inflammatoire ou infectieuse grave (par exemple, le SIDA, la lèpre). Les entreprises pharmaceutiques privées ne sont pas autorisées à fabriquer, à stocker ou à vendre des stupéfiants, psychotropes ou autres médicaments puissants.

Tableau VI-3: Paramètres fondamentaux des soins de santé

	1995	1996
Nombre de médecins dans toutes les spécialités	76 200	78 800
Nombre d'employés de soutien médical	249 600	265 300
Nombre de lits d'hôpital	192 200	196 300
Nombre d'établissements de soins de santé fournissant des services de polyclinique externe	3 107	3 168

d) Système éducatif

Tous les citoyens de l'Ouzbékistan sont tenus par l'État de fréquenter un établissement d'enseignement gratuit pendant neuf ans. Ils peuvent poursuivre leurs études gratuitement dans la même école pendant au plus deux années additionnelles ou s'inscrire dans un établissement public de

formation technique spécialisée où l'éducation est également gratuite (par exemple, une école de formation de techniciens médicaux, un institut agricole ou toute autre école technique). Une fois ces études terminées, les citoyens peuvent étudier gratuitement dans l'une des universités publiques, lesquelles se spécialisent dans différentes disciplines (par exemple, l'University of World Languages, le Tachkent Medical Institute, la Tachkent State Technical University). Il n'y a qu'un seul examen d'admission pour tous les établissements d'études supérieures. À l'heure actuelle, il n'existe pour ainsi dire aucune loi ni aucun règlement d'application générale qui régit l'établissement d'écoles privées; toutes les demandes d'établissement d'écoles privées sont examinées une à une par le Ministère de l'éducation, qui est responsable de la délivrance des licences à ces établissements. Les personnes qui demandent le droit d'ouvrir une université privée doivent obtenir une licence auprès du Ministère des études supérieures, qui examine également chacune des demandes.

Tableau VI-4: Nombres d'étudiants fréquentant les établissements universitaires au début de l'année universitaire

	1995	1996
Nombre d'établissements d'enseignement	58	59
Nombre d'étudiants	192 100	165 700

Tableau VI-5: Nombre d'étudiants fréquentant les établissements de formation technique au début de l'année scolaire

	1995	1996
Nombre d'établissements d'enseignement	252	258
Nombre d'étudiants	194 800	197 200

e) Services bancaires

Le Ministère des finances et la Banque centrale d'Ouzbékistan assument les fonctions d'autorités monétaires. La Banque centrale d'Ouzbékistan, qui jouit d'une grande indépendance en vertu de la Loi du 21 décembre 1995 sur la Banque centrale, est autorisée à émettre des billets et des pièces de monnaie de même qu'à réglementer l'utilisation des devises à l'intérieur du territoire de l'Ouzbékistan. Elle émet de l'argent, fournit des services de dépôt et de virement à l'État, approuve les montants et les conditions de crédit accordé au gouvernement de la République d'Ouzbékistan, élabore les réformes économiques concernant les banques et contrôle leur mise en œuvre, et prend des décisions relativement à la délivrance et au retrait de licences pour la conduite des activités bancaires.

Le 25 avril 1996, le Parlement a adopté la Loi sur les banques et les activités bancaires, loi fondamentale qui régit l'exploitation des banques commerciales. La loi dispose que la Banque centrale d'Ouzbékistan est habilitée à fixer, à sa discrétion, le montant minimum de capital-actions dont doit disposer chacune des banques commerciales.

Conformément à la Directive sur les procédures d'inscription des banques commerciales et la délivrance de licences aux banques commerciales, qui a été approuvée en vertu du Protocole n° 5 de la Résolution prise le 25 janvier 1997 par le conseil d'administration de la Banque centrale de la

République d'Ouzbékistan, le montant minimum de capital-actions que doit posséder une succursale de banque étrangère ou une banque locale à participation étrangère a été fixé à 5 millions de dollars EU.

Pour fournir des services bancaires commerciaux et d'autres services financiers, la personne morale concernée doit obtenir une licence et être inscrite auprès de la Banque centrale d'Ouzbékistan. Il n'est pas nécessaire qu'une banque soit inscrite auprès d'un autre organe de l'État. Elle doit premièrement demander à la Banque centrale l'autorisation d'ouvrir une banque commerciale. Après avoir examiné et approuvé la demande, la Banque centrale donne son consentement préliminaire conditionnel à la présentation, dans les six mois, des documents suivants: i) la liste complète des avoirs financiers de la banque; ii) une ébauche des statuts de la banque; iii) la description complète des compétences professionnelles de la personne qui occupera le poste de président-directeur général de la banque; et iv) le rapport d'un vérificateur agréé sur la situation financière des fondateurs de la banque. Les fondateurs de la banque peuvent être des personnes morales et/ou des personnes physiques, y compris des personnes physiques et des entreprises étrangères (mais non des associations publiques, des fondations publiques ou des organismes publics étrangers). Aucun actionnaire ne peut détenir plus de 35 pour cent des actions en circulation d'une banque; cette restriction ne s'applique cependant pas aux actions détenues par l'État ni aux actions détenues par des banques étrangères.

f) Services de transport

Généralités

L'Ouzbékistan est un pays enclavé; les routes et les chemins de fer constituent les principales voies de transport. Les routes s'étendent sur 78 400 kilomètres, dont 90 pour cent sont pavés. Le pays compte 3 600 kilomètres de voies ferrées, dont 488,8 kilomètres sont électrifiés. Un plan quinquennal visant l'électrification de 400 kilomètres additionnels de voies ferrées d'ici l'an 2000 a été élaboré. Il y a des liaisons aériennes extérieures et intérieures. Le pays dispose également d'un réseau de transport aérien national et international. Le réseau de transport aérien a été relié au réseau mondial de communication aérienne "SNTS-Gabriel". Tous les services aériens intérieurs sont offerts par le transporteur aérien national, Uzbekistan Havo Yullari (Uzbekistan Airlines). Certains services aériens internationaux sont assurés par des transporteurs internationaux (Lufthansa, Turkish Airlines, la compagnie Transaero basée en Russie, etc.). À l'heure actuelle, des liaisons aériennes sont assurées vers 18 villes en dehors de la CEI. Des services de transport par voie d'eau sont offerts en Ouzbékistan, principalement sur la rivière Amudarya à Termez.

L'industrie nationale du transport routier a fait l'objet d'une grande réforme. À la fin de 1996, plus de 304 entreprises de l'industrie avaient été privatisées. La participation dans chacune de ces entreprises privatisées a été répartie comme suit: i) entre 10 et 50 pour cent des actions ont été transférées aux travailleurs ou aux collectives de travailleurs; ii) entre 24 et 39 pour cent des actions ont été vendues par adjudication; et iii) entre 26 et 51 pour cent des actions ont été conservées par l'État.

Le gouvernement maintient sa politique de privatisation à l'égard des entreprises de transport qui lui appartiennent. Il a notamment amorcé, à la fin de 1997, la privatisation de certaines subdivisions de la société ferroviaire par actions appartenant à l'État "Uzbekistan Temir Yullari".

Les tableaux suivants indiquent le volume de marchandises (en millions de tonnes-kilomètres) et le nombre de voyageurs (en millions de voyageurs-kilomètres) transportés.

Tableau VI-6: Volume de marchandises (en millions de tonnes-kilomètres)

Mode de transport	1995	1996
Véhicules routiers	2 299,7	2 168,4
Chemin de fer	16 831,0	19 826,0
Avion	106,0	121,0
Total	19 236,7	22 115,4

Tableau VI-7: Nombre de voyageurs (en millions de voyageurs-kilomètres)

Mode de transport	1995	1996
Véhicules routiers	14 659,0	14 170,0
Chemin de fer	2 498,0	1 999,0
Trolleybus et tramways	1 963,8	1 926,3
Avion	2 984,0	2 993,0
Total	22 104,8	21 088,3

Toutes les personnes physiques et les personnes morales, dont les transitaires, qui fournissent des services de transport au public ou des services de réparation et des services techniques à l'industrie du transport ou au grand public doivent être titulaires d'une licence. Cette exigence est prévue dans la Résolution n° 215 prise le 19 avril 1994 par le Conseil des ministres, laquelle donne à ce dernier le pouvoir de délivrer une licence aux membres de l'industrie du transport.

Services de transport routier

Pour fournir les services de transport routier suivants au public, les personnes physiques et les personnes morales doivent être titulaires de la licence appropriée pour:

- le transport de marchandises;
- le transport de voyageurs;
- les services de transport et d'expédition; et
- la prestation de services techniques et de services de réparation à l'industrie du transport ou au grand public.

Aux termes de la Résolution n° 215 prise le 19 avril 1994 par le Conseil des ministres, celui-ci a conservé le pouvoir de délivrer des licences aux fournisseurs de services de transport. Dans le secteur du transport routier, la procédure de licences en vigueur était à l'origine du ressort de la société par actions appartenant à l'État, Uzavtotrans Corporation (UC), principal fournisseur de services de transport routier au pays. L'Uzavtotrans est une société publique de transport qui se compose de quelque 450 entreprises distinctes de transport routier.

Le 12 mai 1996, les formalités de licences pour les entreprises privées de transport routier ont changé avec l'adoption par le Conseil des ministres de la Résolution n° 175 sur l'approbation des formalités de licences pour les activités de transport et de télécommunication. Aux termes de cette résolution, les entreprises qui souhaitent fournir des services de transport doivent dorénavant obtenir

une licence auprès de la Commission des licences de transport et de télécommunication, qui relève du Conseil des ministres. La société Uzavtotrans Corporation joue encore un rôle dans la procédure de demande de licence. La Résolution n° 175 dispose qu'une entreprise qui s'engage à fournir l'un des types suivants de services de transport doit obtenir une licence: i) transport intra-urbain de voyageurs; ii) transport de voyageurs et de fret dans le centre des villes et sur de longues distances; iii) transport international de voyageurs et de fret; iv) exploitation de terminus de transport routier et de bureaux de vente de billets; et v) services d'expédition nationale et internationale de marchandises.

Tableau VI-8: Volume de marchandises et nombre de voyageurs transportés en 1996

Fret	Voyageurs
213,3 millions de tonnes	18 321 000
97 pour cent du niveau de 1995	100,7 pour cent du niveau de 1995

Transport aérien

Les services de transport aérien sont régis par le Code du transport aérien du 7 mai 1993. Celui-ci précise que seule la compagnie aérienne nationale "Uzbekistan Khavo Yullari" est autorisée à fournir des services de transport aérien intérieur. En plus des vols intérieurs et internationaux réguliers, la compagnie aérienne "Uzbekistan Khavo Yullari" assure les services suivants:

- le transport aérien régulier de voyageurs et de fret;
- le service nolisé; et
- la cession d'appareils en crédit-bail et le louage de services (équipage).

En vertu de la Résolution n° 175 prise le 12 mai 1996 par le Conseil des ministres, toutes les entreprises qui fournissent des services de transport doivent être titulaires d'une licence délivrée par la Commission des licences de transport et de télécommunication, qui relève du Conseil des ministres. La compagnie aérienne "Uzbekistan Khavo Yullari" intervient dans la procédure des licences.

Sept entreprises étrangères de transport aérien sont actuellement titulaires d'une licence les autorisant à fournir des services de transport aérien international à destination et en provenance de l'Ouzbékistan.

Transport ferroviaire

Le Décret présidentiel du 7 novembre 1994 a donné lieu à l'établissement de la société ferroviaire par actions appartenant à l'État, Uzbekistan Railways. La Résolution n° 551 sur les questions d'organisation des activités de la société ferroviaire par actions appartenant à l'État "Uzbekiston Temir Yullari", qui a été prise le 14 novembre 1994 par le Conseil des ministres, prévoit que la société Uzbekistan Railways peut, à sa discrétion, déterminer quelle méthode d'exploitation convient le mieux au réseau ferroviaire. La société Uzbekistan Railways assure tous les services de transport ferroviaire et est considérée comme étant un monopole naturel.

La Résolution n° 551 prévoit également que la société Uzbekiston Temir Yullari est le successeur en droit qui assume tous les droits et obligations de l'ancienne Compagnie de chemin de fer de l'Asie centrale relativement aux sections de chemins de fer et aux associations, aux entreprises et aux organismes ferroviaires situés en République d'Ouzbékistan.

La Résolution n° 175, qui a été prise le 12 mai 1996 par le Conseil des ministres, prévoit que les entreprises privées et les autres types d'entreprises qui fournissent des services dans le domaine du transport ferroviaire doivent être titulaires d'une licence délivrée par la Commission des licences de transport et de télécommunication, qui relève du Conseil des ministres. La société "Uzbekiston Temir Yullari" intervient dans la procédure de licences.

g) Assurance

Les changements fondamentaux qui ont bouleversé le marché des services d'assurance tiennent au passage d'un système en vertu duquel l'assurance était fournie par une seule entreprise publique à un système de marché dans lequel coexistent à la fois des sociétés publiques (la société nationale d'assurance à l'exportation et à l'importation "Uzbekinvest", la société d'assurance par actions appartenant à l'État "Uzagrosugurta" et la société d'assurance par actions appartenant à l'État "Kafolat") et plus de 50 sociétés d'assurance mixtes, dont quatre entreprises à participation étrangère. La Loi de la République d'Ouzbékistan sur les assurances qui a été adoptée le 6 mai 1993 a jeté les bases pour le développement de l'industrie de l'assurance.

La loi couvre à la fois l'assurance facultative et l'assurance obligatoire.

Aux termes des articles 922 et 923 du Code civil de la République d'Ouzbékistan adopté le 1^{er} mars 1997, l'assurance obligatoire doit être souscrite conformément aux conditions et aux procédures établies par la législation en vigueur.

En République d'Ouzbékistan, il faut obligatoirement couvrir par une assurance:

- le transport de voyageurs;
- la vie des experts qui effectuent un travail comportant des risques élevés;
- les biens des entreprises agricoles.

Dans toutes les autres circonstances, l'assurance est facultative. Les conditions associées à l'assurance facultative ainsi que les droits et obligations de l'assureur et de l'assuré sont définis dans le contrat d'assurance.

La société nationale d'assurance à l'exportation et à l'importation "Uzbekinvest", qui a été fondée en vertu d'un décret présidentiel, est une organisation à fins multiples qui fonctionne sur une base commerciale et qui exerce les trois activités suivantes:

- i) assurer les exportateurs ouzbeks contre les risques politiques et commerciaux présents dans les pays étrangers;
- ii) assurer contre les risques politiques, par l'intermédiaire de sa coentreprise "Uzbekinvest International" qui est établie à Londres, les investisseurs étrangers qui exercent des activités sur le territoire de la République d'Ouzbékistan;
- iii) fournir des services d'assurance générale aux investisseurs ouzbeks et étrangers sur le territoire de la République d'Ouzbékistan.

Pour exercer des activités dans le domaine de l'assurance, une entreprise doit s'inscrire auprès de la préfecture concernée, du Ministère de la justice et du Ministère des finances. La demande d'inscription est systématiquement acceptée en toute impartialité; l'examen de la demande nécessite habituellement un mois, quoique ce mécanisme fasse l'objet d'améliorations constantes.
